

RAPPORT



Génération^{ODD}

ENGAGER LES CANADIENS POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

NOVEMBRE 2018

Elaine Ho
Jeremy Runnalls

Corédacteur

Elaine Ho, Jeremy Runnalls

Éditeurs

Hayley Rutherford, Julie Wright

Sommet Génération ODD

Facilitateur

Dan Normandeau

Conseiller stratégique

Margaret Biggs

Rédacteur principal

Jeremy Runnalls

Rapporteuse principale

Elaine Ho

Rapporteurs

Sara Ganowski, Chloé St. Amand, Dale Ross

Bénévole aux événements

Karen Cecile

Collaborant avec la facilitatrice de séance des peuples autochtones

Suzanne Methot

Version française

Financée en partie par le Gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds objectifs de développement durable. Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société

Waterloo Global Science Initiative

Linguaction inc.

Waterloo Global Science Initiative

La Waterloo Global Science Initiative (WGSi) mobilise l'action collective depuis 2009. Les conversations que nous animons rassemblent des personnes de divers points de vue, suscitant une collaboration multidisciplinaire et inclusive pour relever les défis du développement durable. En combinant les résultats de ces conversations transversales avec la science et la technologie d'aujourd'hui, notre réseau transpose les réponses du papier au monde réel, en abordant les objectifs de développement durable de l'ONU dans des secteurs tels que l'énergie, l'éducation, etc. WGSi adopte fièrement une perspective générationnelle en matière de résolution de problèmes.

Conseil d'administration

Feridun Hamdullahpur, Ph.D. (président)
*Président et vice-chancelier,
Université de Waterloo*

Neil Turok (vice-président)
*Directeur,
Institut Périphère de physique théorique*

Arthur Carty, Ph.D. (secrétaire et trésorier)

Tom Brzustowski, Ph.D.

Michael Duschenes
*Directeur général et directeur des opérations,
Institut Périphère de physique théorique*

Personnel

Dana Bowman

Responsable des opérations et des événements

Kate Pearce

Responsable des relations avec la collectivité

Hayley Rutherford

Responsable de la recherche et de la programmation

Julie Wright

Directrice générale

Licence Creative Commons CC

Attribution-NonCommercial 4.0
International (CC BY-NC 4.0)

Les titulaires de licence peuvent copier, redistribuer et créer des œuvres dérivées de ce matériel sur tout support ou format, uniquement à des fins non commerciales et pour autant que la source, Waterloo Global Science Initiative, soit mentionnée.

Crédits photos de la page couverture (recto, verso):

CC 2.0 VV Nincic <http://bit.ly/2FW6RaN>

CC 2.0 Ade Halford <http://bit.ly/2HAVguS>

Conception

Intent

forgoodintent.com

Table des matières

4	Remerciements
6	À propos de la Waterloo Global Science Initiative
7	Avant-propos
8	Résumé analytique
11	Introduction
11	Historique
11	Une stratégie menée par la collectivité pour la mise en œuvre des ODD à travers le Canada
14	Écosystèmes communautaires et planification
15	Assurer l'équité
19	S'attaquer au déficit démocratique au sein du Canada
21	Planification communautaire grâce aux ODD
25	Partenariats
26	Détermination de l'intention
28	Établissement du partenariat
30	Fixer des objectifs
30	Conditions favorables
31	Partage de l'information et éducation
36	Résultats des partenariats liés aux ODD
37	Responsabilité
38	Transparence et données
40	La communication et les médias
44	Cohérence des politiques et engagement communautaire
44	Changements dans la reconnaissance constitutionnelle des municipalités et des autorités autochtones
45	Financement réactif et alignement sur les priorités locales
46	Responsabilité mutuelle
49	Innovation, financement et finances
50	Application du capital
59	Stimuler l'innovation
59	Obstacles, lacunes et principes pour une innovation réussie
62	Pour collaborer
63	Annexe A : Ressources de partenariat
64	Contributeurs au Sommet Génération ODD
68	Sommet Génération ODD

REMERCIEMENTS

WGSJ souhaite remercier les personnes suivantes pour leurs contributions inestimables au Sommet Génération ODD (du 22 au 25 avril 2018 à Waterloo, Ontario, Canada) et pour la publication du rapport :

Taiwo Afolabi

Candidat au doctorat, Université de Victoria

John Joseph Alho

Président de l'équipe Net Zero Decathlon, Université de Calgary

Nalini Andrade

Directrice, Institut de développement international, Collège Humber

Jon Beale

Gestionnaire, Réseau des solutions de développement durable du Canada

Brielle Beaudin-Reimer

Analyste des politiques, Fédération des Métis du Manitoba

JP Bervoets

Vice-président, Fondations communautaires du Canada

Margaret Biggs

Récipiendaire de la bourse Matthews de l'École des études en politiques publiques et internationales et Département des sciences politiques de l'Université Queen's

Président, Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Amy Brierley

Coordinatrice, Ministère de la justice de Martha

Artemis Caine

Étudiante à la maîtrise, Université d'Édimbourg

Karen Cecile

Bénévole aux événements Génération ODD

Te Chen

Agent de programme, Fondation Vanke

Amelia Clarke

Professeure agrégée, doyenne associée à la recherche et la directrice du programme de Maîtrise en environnement et en affaires (MEnv), Université de Waterloo

Rumina Dhalla

Professeure agrégée et coordinatrice de RSE, Université de Guelph

Alia Dharssi

Journaliste indépendante

Liliana Diaz

Coordinatrice de la recherche et de la formation, Université Laval

MacKenzie Downing

Analyste de recherche, ministère du Tourisme et de la Culture, gouvernement du Yukon

Coprésident du Conseil du Nord pour la coopération mondiale

Dolapo Fadare

Boursier, Bourse de recherche de Cansbridge

Karen Farbridge

Présidente et agente urbaine, Karen Farbridge et associés

Terralynn Forsyth

Chercheuse et analyste des politiques, Emploi et Développement social Canada

Directrice de recherche, Audacious Futures

Sophie Gallais

Agente des communications, Institut EDS, Université Laval

Sara Ganowski

Rapporteuse, Génération ODD

Kimberly Gibbons

Directrice exécutive, Conseil ontarien pour la coopération internationale

Ana F. Gonzalez Guerrero

Cofondatrice et directrice générale, agente de projet du Youth Climate Lab

Fonds d'innovation, Fédération canadienne des municipalités

Elaine Ho

Rapporteure principale, Génération ODD

Directrice, TRIECO conseillers

Uytae Lee

Fondateur, PLANifax

Fondateur/directeur, About Here

Francis Marleau Donais

Candidat au doctorat, Université Laval

Shelagh McCartney

Professeure adjointe, Université Ryerson

Directrice, +City Lab

Directrice, laboratoire de design +together

Heather McPherson

Directrice exécutive, Conseil de l'Alberta pour la coopération mondiale

Suzanne Methot

Conseillère pédagogique autochtone, Dragonfly Conseillers

Emily Mills

Fondatrice, How She Hustles

Ron Misewace

Coordonnateur de logement, Première Nation Eabametoong

Gabrielle Morrill

Agente de développement économique, ville d'Iqaluit

Sara Muir-Owen

Directrice de projet à l'UBP, Institut du Pacifique pour les solutions climatiques

Afnan Naeem

Récemment diplômée, École de santé publique Dalla Lana, Université de Toronto

Robert Nolan

Président, Happy City St. John's

Dan Normandeau

Facilitateur, Partenaire Génération ODD, Conversart

Claire Reid

Directrice, Maitrise en pratique du développement : Développement autochtone, Université de Winnipeg

Fraser Reilly-King

Directeur de la recherche et des politiques, Conseil canadien pour la coopération internationale

Dale Ross

Rapporteure, Génération ODD

Jeremy Runnalls

Rédacteur principal, Génération ODD

Responsable des communications, IntelliProspérité

Laura Schnurr

Analyste des politiques, Fondation McConnell

Michael Simpson

Directeur général, Conseil de la Colombie-Britannique pour la coopération internationale

Rasheeda Slater

Étudiante en génie de l'environnement, Université Dalhousie

Dominique Souris

Cofondatrice et directrice générale, Youth Climate Lab

Chloé St. Amand

Rapporteure, Génération ODD

Wanda Sugarhead

Conseillère de bande, Première Nation Eabametoong

Kali Taylor

Agente de projet, Institut international du développement durable

Cofondatrice, Student Energy

Tara Templin

Directrice de l'innovation et du développement, The Refugee Hub

Elizabeth Vickers-Drennan

Étudiante à la maîtrise en communication scientifique, Université Laurentienne

Danielle Wendehorst

Étudiante à la 4^e année en sciences infirmières, Collège Aurora

Kyle Wiebe

Agente de projet, Institut international du développement durable

Elora Wilkinson

Planificatrice, municipalité régionale d'Halifax

Joannes Paulus Yimbessalu

Doctorant, Université de Lancaster

À PROPOS DE LA WATERLOO GLOBAL SCIENCE INITIATIVE



Qui nous sommes

La Waterloo Global Science Initiative (WGSi) mobilise l'action collective depuis 2009. Les conversations que nous animons rassemblent des personnes de divers points de vue, suscitant une collaboration multidisciplinaire et inclusive pour relever les défis du développement durable. En combinant les résultats de ces conversations transversales avec la science et la technologie d'aujourd'hui, notre réseau transpose les réponses du papier au monde réel, en abordant les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies (ONU) dans des secteurs tels que l'énergie, l'éducation, etc. WGSi adopte fièrement une perspective générationnelle en matière de résolution de problèmes.

WGSi se situe à l'intersection de deux leaders d'opinion internationaux : l'Université de Waterloo et l'Institut PÉRIMÈTRE de physique théorique. WGSi a été fondé grâce à un partenariat entre les deux institutions et, bien que fonctionnant de manière indépendante, elles demeurent des collaboratrices essentielles dans notre mission.

Ce que nous faisons

La WGSi crée les conditions d'une action collective mondiale suivant quatre activités principales : convoquer des sommets, publier des rapports, soutenir les partenariats et animer des débats publics. Les discussions, pierre angulaire de la WGSi, sont nos sommets organisés tous les deux ans à Waterloo, Ontario, Canada.

Nos sommets ne sont pas des conférences traditionnelles. À chaque sommet, nous rassemblons des contributeurs parmi les leaders, les concepteurs et les esprits émergents les plus perspicaces du monde pour relever un défi particulier. De ce groupe d'environ 40 personnes, la moitié de la salle est âgée de moins de 30 ans. Nous croyons en l'importance de créer des règles du jeu équitables, pour permettre aux gens de sortir des sentiers battus. Grâce à l'espace que nous créons, nous élevons l'expertise, l'expérience vécue et les idées d'un groupe de collaborateurs provenant de différents horizons. Nous facilitons les discours ouverts qui génèrent de réels progrès et ont la liberté de forger un mandat unique qui s'adapte à notre monde en constante évolution.

Nos publications de rapports appuient les recommandations formulées à chaque sommet, en rassemblant des recherches et des études pertinentes

de cas, tout en fournissant une feuille de route claire pour la mise en œuvre. Nous produisons également des mémoires pré-sommet, destinés à préparer le terrain pour la discussion du sommet et des communiqués qui sont publiés à chaque clôture, dans le but de résumer la vision des contributeurs.

La WGSi produit un impact en réunissant des partenariats stratégiques et en les aidant à développer des projets conformes aux recommandations de la publication du rapport. Nos collaborations tissent des réseaux durables à tous les niveaux, des individus jusque dans notre collectivité locale, en passant par les partenariats des médias internationaux.

Ces partenariats produisent un impact encore plus grand lorsqu'ils sont fusionnés au potentiel de la science et de la technologie. Ainsi, nous créons un pont entre les solutions pratiques du monde universitaire et celles du monde réel. Les discussions que nous animons révèlent les moyens les plus efficaces d'agir concrètement, tout en apportant un avenir durable pour les peuples du monde entier, du nord de l'Ontario jusqu'en Afrique subsaharienne.

Crédit photo : CC 2.0 Samantha Saechao <http://bit.ly/2DukuiX>

AVANT-PROPOS



Les Canadiens étaient préoccupés par les élections générales à l'automne 2015 et peu d'attention a été accordée à l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) par 193 pays à l'ONU. Cependant, le gouvernement du Canada et de nombreux groupes canadiens ont été fortement impliqués dans le développement des ODD, et l'adoption des ODD par le Canada nous a engagés à atteindre des objectifs ambitieux en matière sociale, économique et environnementale d'ici 2030.

Malgré la qualité de vie enviable du Canada, l'engagement du pays envers les ODD est une reconnaissance indispensable du fait qu'il nous reste encore beaucoup à apprendre et de progrès à faire. Les économies développées et en développement du monde entier luttent pour rejoindre les piliers de la croissance économique, de l'inclusion sociale et de la durabilité de l'environnement. Les ODD fournissent une voie pour relier ces points de manière pratique.

Trois ans après le début du processus, plusieurs conclusions sont devenues de plus en plus apparentes. Dans de nombreux pays, les citoyens se tournent vers des solutions simples proposées par une forme de populisme renaissant. La nécessité de défendre une vision de rechange de l'avenir à la fois optimiste, inclusive et durable n'a jamais été aussi grande.

Toutefois, la mise en œuvre de cette vision ne relève pas uniquement de la compétence des gouvernements au Canada. Afin d'y arriver, des mesures devront être prises dans tous les segments de la société canadienne : les communautés autochtones, les scientifiques et les chercheurs, les entreprises, la

jeunesse et la société civile. Cela dépendra des efforts déployés au niveau des citoyens et de la collectivité pour atteindre ces objectifs et les localiser – mieux incarnés par l'action étonnante qui se dessine déjà partout au Canada.

L'élan fourni derrière l'initiative Génération ODD, de la Waterloo Global Science Initiative (WGSi), s'est révélé être la meilleure façon de soutenir ces efforts collectifs dans la mise en œuvre des ODD. Au cours de la dernière année, la WGSi a réuni des chefs de file du développement durable de partout au Canada. Cette rencontre a abouti au Sommet Génération ODD, tenu en avril 2018, au cours duquel des membres de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé ont été invités à partager leurs réflexions.

Les contributeurs ont d'abord pris du recul par rapport à la mise en œuvre, pour identifier une série de schémas qui peut être mis en place, pour guider la mise en œuvre des ODD à l'échelle locale. Cette approche comportait des discussions difficiles, une ouverture d'esprit et la conviction que le respect des savoirs locaux et traditionnels est primordial dans un pays aussi divers que le Canada.

– Margaret Biggs

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Lorsque le monde a décidé en 2015 de relever les plus grands défis de société, auxquels nous sommes confrontés dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, 193 États membres, dont le Canada, se sont engagés à adopter cette vision ambitieuse et optimiste de l'avenir.

Pourtant, c'est la vérification de la préparation du gouvernement fédéral à mettre en œuvre les ODD qui a amené Julie Gelfand, commissaire à l'environnement et au développement durable du Bureau du vérificateur général, à conclure le 24 avril 2018, qu'au rythme actuel « Le Canada ne sera pas en mesure de respecter les engagements qu'il a pris envers ses citoyens et les Nations Unies ». ¹

Trois ans plus tard, il est désormais évident que seule une transformation de l'ensemble de la société, conçue et dirigée à partir de la base, permettrait de résoudre efficacement les nombreux problèmes systémiques empêchant les Canadiens de vivre dans une prospérité partagée. Un rapport d'analyse comparative publié en 2017 a révélé que le Canada n'était en voie d'atteindre aucun des ODD, dans leur ensemble. ²

Contrairement à la croyance populaire, selon laquelle le Canada aurait réalisé des progrès constants en matière de développement durable, ce rapport a révélé que le pays avait pris du retard sur une série d'indicateurs où il avait presque atteint l'universalité. Qu'il s'agisse d'un manque d'accès à de l'eau potable ou de l'insécurité alimentaire, le Canada a imposé une quantité disproportionnée de ce fardeau aux peuples autochtones et aux autres collectivités marginalisées.

Selon les chercheurs John W. McArthur et Margaret Biggs, le plan d'action le plus efficace consiste à transformer la planification des ODD au Canada en « un exercice à source ouverte, associant les provinces, les collectivités, les universités, les entreprises et les organisations de tous genres qui pourraient élaborer des plans de mise en œuvre de manière publique et collaborative. » ³

Cette planification doit placer les principes fondamentaux du Programme à l'horizon 2030 au cœur du processus. Ceux-ci incluent les notions d'universalité et de respect de tous, l'intégration complète

des trois piliers de la durabilité (société, économie et environnement) dans la réalisation des objectifs, visant à obtenir des résultats positifs pour l'ensemble des 17 objectifs, en instaurant une approche globale de la société et en veillant à ce que les droits de l'homme et le respect de l'environnement soient adéquatement pris en compte. Cela doit avant tout être transformateur – maintenir le statu quo n'est pas une option.

Les collectivités sont les mieux qualifiées pour répondre à leurs propres besoins et concevoir des solutions adaptées aux conditions locales. À ce titre, l'approche recommandée par le Canada est de placer les collectivités au centre de la mise en œuvre du Programme 2030. Les gouvernements ont toujours un rôle essentiel à jouer dans la préparation au succès des collectivités, en leur fournissant les ressources appropriées et d'autres conditions favorables, contribuant collectivement à la réalisation nationale du Programme 2030.

La société canadienne s'est de plus en plus mobilisée à la base en vue d'agir sur les ODD, un mouvement que la Waterloo Global Science Initiative (WGSi) souhaite renforcer par son initiative Génération ODD. C'est grâce à ce processus que la WGSi a élaboré cette Publication du rapport, pour mettre les collectivités sur la voie du développement durable – en commençant par l'Atelier Génération ODD (14-16 novembre 2017), le Sommet (22-25 avril 2018), les partenariats médias avec TVO et The Discourse, ainsi qu'un engagement plus large avec les parties intéressées partout au Canada.

Cette Publication du rapport constitue donc une vision pour une approche des ODD axée sur la collectivité – un processus qui se diviserait en quatre sections : les écosystèmes et la planification de la collectivité, les partenariats, la responsabilité, ainsi que le financement et la stimulation de l'innovation pour les ODD.

1 Bureau du vérificateur général du Canada, 2018. La commissaire à l'environnement et au développement durable publie ses rapports de printemps. Extrait de : http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/English/mr_20180424_e_43008.html

2 McArthur, JW et Rasmussen, K. (2017). Who and what gets left behind? Assessing Canada's domestic status on the Sustainable Development Goals. Brookings Institution. Extrait de : https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/10/working-paper_assessing-canadas-domestic-status-on-the-sdgs1.pdf

3 McArthur, JW et Biggs, M. (2016). Mobilizing Canadian leadership on global sustainable development. Policy Options. Extrait de : <http://policyoptions.irpp.org/magazines/september-2016/mobilizing-canadian-leadership-on-global-sustainable-development/>



Écosystèmes communautaires et planification

Les collectivités sont particulièrement bien placées pour créer une synergie entre les initiatives, et les exploiter pour répondre au Programme 2030. Cependant, une approche axée sur les réalités locales ne sera efficace que si elle est conçue pour la collectivité entière. La cartographie des écosystèmes peut aider les collectivités à se préparer à la planification des ODD, en identifiant et en décrivant d'abord les rôles et les capacités de chaque individu et organisation au sein d'une collectivité. Une cartographie appropriée des écosystèmes peut également créer un dialogue collaboratif, permettant de comprendre les défis à relever pour atteindre des objectifs collectifs, tout en identifiant les voix manquantes dans la discussion.

La véritable autonomisation des collectivités exige de ces dernières qu'elles viennent volontairement s'asseoir à la table pour s'engager dans leur propre voie de la planification des ODD. Les efforts normatifs des niveaux supérieurs de gouvernement, même bien intentionnés, n'arriveront pas à inspirer le même niveau de soutien et de représentation d'une collectivité authentique. Au lieu de cela, un éventail de mesures incitatives gouvernementales et non gouvernementales devrait être mis à la disposition des collectivités, pour leur indiquer qu'il existe un soutien dans le cas où celles-ci choisiraient de commencer leur planification en fonction des ODD.

Concevoir un plan d'action communautaire en fonction des ODD ne requiert pas nécessairement le démarrage d'un processus entièrement nouveau. Les gouvernements et les organisations non gouvernementales (ONG) connaissant bien les ODD peuvent travailler en étroite collaboration avec les collectivités, afin d'évaluer la durabilité existante ou d'autres plans pour voir à la fois où se situent leurs points communs et leurs différences par rapport au Programme 2030. Ils devraient également disposer des outils et des ressources nécessaires permettant de renforcer les alliances, l'engagement et les partenariats entre groupes distincts, alors que débute ce processus de planification et de consultation.

Les cadres d'indicateurs communautaires d'ODD les mieux réussis au Canada, tels que l'IIDD et le rapport annuel Peg de Centraide de Winnipeg, sont le fruit d'un effort de collaboration graduel avec des membres de la collectivité de toute la ville. Bien qu'il s'agisse d'un processus plus long et plus incertain, le recours à des indicateurs

générés par la collectivité, alignés sur les priorités locales, a permis d'assurer une véritable adhésion et propriété de la collectivité.

Partenariats

Les ODD constituent une tâche trop lourde pour qu'une simple personne ou un groupe puisse s'y attaquer, ce qui rend les partenariats essentiels à leur mise en œuvre. Ceux-ci exigent une collaboration, une coopération et une coordination transdisciplinaires entre les secteurs et les collectivités et ce, d'un côté à l'autre, afin de définir les problèmes et générer des solutions. Un partenariat intersectoriel réussi peut catalyser une action durable, à grande échelle et percutante, de façon à refléter les valeurs et la vision de ses intervenants. En même temps, cela permet d'éviter avec succès le dédoublement d'efforts et de ressources qui se produit souvent lorsque l'on s'attaque à des problèmes complexes de façon isolée.

Les collectivités et la société civile ont le potentiel de proposer des solutions innovantes aux défis locaux, nationaux et mondiaux liés aux ODD, sans exiger que les niveaux supérieurs de gouvernement en assurent la coordination à travers le Canada. Néanmoins, chacun de ces efforts sera sous-optimal si les conditions favorables à la réussite des partenariats ne sont pas réunies.

Parmi les obstacles actuels qui freinent les partenariats liés aux ODD à travers le Canada, il y a le manque de sensibilisation nationale sur les ODD, le manque de capacité au sein-même des collectivités à s'organiser et à consulter de manière appropriée et la réticence des ordres supérieurs de gouvernement à reconnaître que les contributions des gouvernements locaux, des collectivités et de la société civile sont essentiels à la réalisation des ODD.

Une autre condition favorable essentielle est la reconnaissance des droits et de l'autorité des peuples autochtones dans les processus décisionnels relatifs à leurs collectivités et aux ressources partagées sur les territoires traditionnels. Les partenariats de nation à nation commencent à reconnaître, respecter et appuyer, la mise en œuvre dirigée par des autochtones de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). La DNUDPA fournit un cadre fondé sur les droits nécessaire à la mise en œuvre des ODD, pour véritablement faire progresser l'égalité des peuples autochtones.

Transparence et responsabilité

Chacun de nous a une responsabilité envers le collectif. Il ne suffit pas d'exiger la transparence et la responsabilité de nos institutions gouvernementales, bien qu'il s'agisse d'une étape importante. Chacun de nous, et chaque organisation, doit se rendre des comptes réciproques l'un l'autre. En tant que tel, un « cercle vertueux » de responsabilisation centré sur la collectivité permet à la collectivité de définir elle-même le progrès.

La transparence des données et des informations est essentielle pour assurer la responsabilité des progrès liés aux ODD. Des données transparentes recueillies et détenues en collaboration garantissent que tous les membres de la collectivité – tant les individus que les ONG, les entreprises et les gouvernements de tous les paliers – sont informés et capables de suivre les progrès réalisés sur les engagements, les ODD et leurs cibles.

Le rôle des médias en matière de transparence et de responsabilité doit également être reconnu, en particulier dans la mesure où l'industrie se trouve en pleine transition. Les médias locaux, capables d'agir de façon transparente et indépendante, jouent un rôle essentiel à faire progresser la collectivité sur la voie du Programme 2030. Ils ne doivent pas seulement obliger les citoyens et les institutions à rendre des comptes, mais aussi à se responsabiliser face à la collectivité. De nouveaux cadres permettant que l'argent circule plus facilement au sein des organisations de journalisme locales structurées ou sans but lucratif en constituent une option, étant donné qu'il s'agit de l'investissement direct du gouvernement dans les nouvelles locales ou dans leur soutien.

Il existe une tension fondamentale entre les objectifs nationaux inhérents au Programme 2030 et la nécessité de promouvoir des solutions à l'initiative des collectivités, afin de réaliser des progrès dans beaucoup de ces domaines. Les gouvernements et autres bailleurs de fonds, tels que le secteur philanthropique, ont une plus grande capacité à définir ou aider à définir comment peuvent les efforts de ces collectivités locales s'intégrer à une stratégie nationale.

Ce soutien se traduit souvent par une forme normative de financement qui limite les solutions locales plus novatrices. Les bailleurs de fonds devraient envisager de structurer leurs programmes de façon à mieux répondre aux priorités et aux mesures de succès de la collectivité, plutôt qu'aux résultats axés sur leurs propres attentes.

Finance et innovation

Bien qu'ils aient certainement un rôle indispensable à jouer, les gouvernements, et ce, à tous les niveaux au Canada, ne disposent pas eux-mêmes des ressources nécessaires pour répondre au Programme 2030. Il faudra mobiliser d'autres formes de capital auprès des investisseurs institutionnels, du secteur privé,

du monde philanthropique, des particuliers, des gouvernements et des autorités de réglementation, ayant tous un rôle à jouer. Il est nécessaire de passer de l'actionnariat au capitalisme participatif, dans le but plus large de maximiser la valeur à long terme pour la société canadienne dans son ensemble.

Au cours des dernières décennies, les entreprises, les investisseurs institutionnels et les gouvernements ont transformé radicalement leur vision des problèmes liés à la responsabilité sociale des entreprises et à la durabilité. Mais il s'agit aussi d'un mouvement qui, dans l'ensemble, s'est vu freiné par le recours à la divulgation volontaire. Satisfaire aux exigences de divulgation obligatoires pour les fonds de pension et les sociétés cotées à la bourse, en ce qui concerne les indicateurs essentiels au développement durable, est l'un des moyens les plus efficaces pour permettre aux gouvernements et aux organismes de réglementation du Canada de contribuer au Programme 2030.

Aborder le développement durable au Canada exigera également de nouveaux niveaux d'innovation, car les approches actuelles ne se sont pas révélées suffisantes pour satisfaire le Programme 2030. Ce sentiment d'urgence nous oblige à penser à de nouvelles et différentes façons d'agir, sans toutefois que cela exige de complètement réinventer la roue. Il est souvent possible d'innover en supprimant les obstacles institutionnels à la réalisation des compétences et des connaissances existantes, notamment en ce qui concerne les pratiques habituelles, ainsi que les connaissances et les valeurs traditionnelles.

Prochaines étapes

Bien que les ODD n'aient pas encore obtenu une place de premier plan dans de nombreuses institutions au Canada, des efforts croissants dans tous les secteurs démontrent l'importance du cadre du Programme 2030 pour le succès des générations actuelles et à venir. Le gouvernement local et la collaboration intersectorielle (par exemple, les partenariats public-privé, les régimes de cogestion de nation à nation) sont deux domaines d'intervention pour lesquels la mise en œuvre a besoin d'un soutien accéléré.

En gardant à l'esprit l'action centrée sur la collectivité, cette Publication du rapport nous communique trois points à retenir :

- De nombreux efforts sont déjà en cours pour accélérer les progrès indispensables sur les ODD;
- Les approches de la mise en œuvre du Programme 2030 devraient être adaptées à tout contexte local, tel que décrit tout au long de cette Publication du rapport; et
- Chacun de nous, dans tous les secteurs de la société, a un rôle à jouer dans la réalisation des objectifs mondiaux collectifs.

La WGSI a hâte de travailler avec de nombreux partenaires afin de concrétiser cette vision.

Introduction

Historique

En 2015, les 193 États membres des Nations Unies (ONU) ont adopté les Objectifs de développement durable (ODD) comme faisant partie du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les ODD sont un ensemble d'objectifs, de cibles et d'indicateurs destinés à encadrer les efforts mondiaux visant à éliminer la pauvreté, à protéger la planète et à assurer la prospérité de tous et de chacun d'ici 2030. Alors que les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), précurseurs des ODD, étaient axés sur l'amélioration de la vie et des moyens de subsistance dans les pays en développement, les ODD quant à eux s'adressent à tout le monde, partout – y compris le Canada.

Les ODD sont issus d'un haut degré d'interdisciplinarité et de collaboration, et les efforts déployés pour les atteindre le seront également. La collaboration, la coopération et l'innovation ont été désignées comme des priorités pour les 15 prochaines années, l'accent étant mis sur le partenariat en tant que conducteur intégral.

Tandis que les ODD constituent un puissant appel à l'action sur la tâche multiforme d'élimination de la pauvreté, de lutte contre les inégalités et de lutte contre le changement climatique, leurs détracteurs ont simultanément affirmé que les objectifs n'étaient pas assez ambitieux et trop étendus. Avec 169 cibles regroupées en 17 objectifs, les ODD constituent un élargissement massif des OMD et les pays signataires risquent fort de rater leur cible sans planification stratégique.

Une stratégie menée par la collectivité pour la mise en œuvre des ODD à travers le Canada

Reconnu pour sa stabilité économique et sociale enviable, le Canada est toujours classé parmi les pays les plus prospères de la planète. Parallèlement, en s'engageant envers les ODD en septembre 2015, ce pays a dû admettre la triste réalité qu'à l'heure actuelle nous ne sommes pas sur la voie du développement durable sur nos côtes.

Réaliser le Programme 2030 n'est pas simplement un défi national pour les Canadiens, car le pays peut et doit aider les autres pays à adopter un modèle de développement durable. De plus, le Canada pourrait tirer avantage d'adapter des exemples de l'étranger. Mais comme le Canada n'est pas en voie d'atteindre aucun des ODD dans leur intégralité, selon un effort d'analyse comparative mené en 2017 par des chercheurs du Brookings Institute, il est donc essentiel de mettre davantage l'emphase sur la façon de réaliser la transformation nécessaire à l'échelle de la société dans notre pays, afin d'assurer qu'aucun Canadien ne soit laissé pour compte.⁴

Le secrétaire général adjoint des Nations Unies, Jan Eliasso, a décrit cet engagement de ne laisser personne pour compte, comme étant le « code moral sous-jacent » du Programme 2030 et un principe fondamental apparaissant dans presque toutes les discussions sur les ODD.⁵

Le rapport Brookings a révélé que le Canada était en retard sur un ensemble d'indicateurs, où il a presque atteint l'universalité (Tableau 1). Qu'il s'agisse d'un manque d'accès à l'eau potable ou de l'insécurité alimentaire, une part disproportionnée de ce fardeau incombe aux collectivités marginalisées. Les données démographiques marginalisées identifiées dans le Bilan national volontaire de 2018 du Canada (un processus volontaire des Nations Unies au cours duquel les États membres procèdent à des examens réguliers et exhaustifs des progrès réalisés au niveau national en matière de d'ODD, lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable annuel) incluent les peuples autochtones, les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les communautés LGBTQ2, les nouveaux arrivants au Canada et les personnes handicapées.⁶

4 McArthur, JW et Rasmussen, K. (2017). Who and what gets left behind? Assessing Canada's domestic status on the Sustainable Development Goals. Brookings Institution. Extrait de : https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/10/working-paper_assessing-canadas-domestic-status-on-the-sdgs1.pdf

5 Centre de nouvelles de l'ONU. (2016). 'No-one left behind' is ethical imperative of new development agenda – UN deputy chief. - chef adjoint des Nations Unies. Extrait de : <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=52992#.Wldz9ZM-f-Y>

6 Gouvernement du Canada. (2018). Canada's implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development. Extrait de : <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/20033CanadasVoluntaryNationalReviewENV6.pdf>

Tableau 1 : Résumé de la situation nationale du Canada pour 73 indicateurs⁷ d'ODD

Objectif de développement durable	En régression	Progrès nécessaire	Accélération nécessaire	Sur la bonne voie
1 Pas de pauvreté		•	•	•••
2 Faim « zéro »	•••			
3 Bonne santé et bien-être	•	••	•••••	•••
4 Éducation de qualité	••	•		•••
5 Égalité entre les sexes	•	•••••		
6 Eau propre et assainissement	••	••	•	
7 Énergie propre et d'un cout abordable	•	•	•	•
8 Travail décent et croissance économique		••	•	•
9 Industrie, innovation et infrastructure	•	••		
10 Inégalités réduites	•	•		
11 Villes et collectivités durables	•••			•
12 Consommation et production responsables		•••		
13 Lutte contre les changements climatiques		•		
14 Vie aquatique	•		•	••
15 Vie terrestre		•••		•
16 Paix, justice et institutions efficaces	••	••	•	••
	18	26	12	17

Chaque point représente une cible ODD identifiée par McArthur & Rasmussen comme étant une cible nationale évaluable pour le Canada.

7 McArthur, JW et Rasmussen, K. (2017). Who and what gets left behind? Assessing Canada's domestic status on the Sustainable Development Goals. Brookings Institution. Extrait de : https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/10/working-paper_assessing-canadas-domestic-status-on-the-sdgs1.pdf

Une approche plus ciblée du développement durable et du Programme 2030 aux niveaux fédéral et provincial est absolument nécessaire, mais résoudre ces problèmes systémiques avec succès représente un effort mieux conçu de concert avec les nombreuses et diverses collectivités qui les composent. Après tout, ce sont ces collectivités qui sont les mieux qualifiées pour parler des besoins et des solutions dans leurs contextes.

La bonne nouvelle, c'est qu'il existe maintenant un intérêt vif dans l'ensemble de la société canadienne pour s'attaquer aux ODD, pour l'ensemble de la population. Il s'agit d'une occasion rare qui nous permet de faire le point sur les barrières systémiques ayant freiné les progrès dans le passé, et de mettre en œuvre les réformes indispensables, notamment les efforts récents et actuels en faveur de la réconciliation.

Selon un sondage Abacus de 2017, commandé par l'Association des Nations Unies au Canada, seulement 11 % des adultes canadiens étaient au courant des ODD, mais un large soutien a été exprimé une fois les objectifs expliqués aux répondants.⁸ De même, les consultations publiques organisées par le Conseil pour la coopération internationale de la Colombie-Britannique (BCCIC) ont conclu que les ODD fournissaient un « langage commun », permettant de relier les problèmes locaux aux problèmes plus vastes auxquels font face la Colombie-Britannique et le Canada.⁹

C'est dans cet esprit que la Waterloo Global Science Initiative (WGSi) a lancé l'initiative Génération ODD, afin de discuter de la façon de mettre les collectivités sur une voie durable robuste et holistique, au lieu de leur dicter ce à quoi doit ressembler le succès. Des membres de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé, y compris un fort contingent de jeunes dirigeants, ont été invités à faire part de leurs réflexions lors du Sommet Génération ODD, qui s'est tenu du 22 au 25 avril 2018.

De nombreux partenariats avec les médias ont également vu le jour pour ce projet, destinés à accroître l'engagement et la sensibilisation du public autour des ODD, au Canada. Une collaboration entre la société de journalisme indépendante The Discourse et la WGSi a conduit à la création d'un cycle¹⁰ de développement durable d'un an, tandis que le diffuseur de service public éducatif TVO a également été présenté en tant que partenaire média.¹¹

Les contributeurs au Sommet Génération ODD ont pris du recul par rapport à la mise en œuvre, pour d'abord identifier une série de cadres directeurs pouvant être mis en place, alors que nous rendons les ODD plus locaux, tout en élaborant des stratégies dans différents contextes. Cette vision d'une transformation menée par la collectivité n'est pas la voie la plus facile, mais nous croyons qu'elle est à la fois la plus durable et la plus équitable.

Cette Publication du rapport se divise en quatre sections : les écosystèmes et la planification de la collectivité, les partenariats, la responsabilité, ainsi que le financement et la stimulation de l'innovation pour les ODD. Cette vision d'une approche des ODD axée sur la collectivité présente une vision incroyablement ambitieuse de l'avenir que nous souhaitons construire, où les approches locales s'ajoutent à un programme national transformateur.

La première étape consiste à s'assurer que les collectivités soient adéquatement équipées, pour commencer à mettre en œuvre des approches ascendantes des ODD. Ensuite vient une exploration des partenariats réussis pour répondre aux ODD. Nous explorons ensuite le succès qu'une collectivité peut avoir dans la création d'une plus grande responsabilité envers et pour elle-même, couronnée par une discussion visant à renforcer l'innovation, le financement et la gestion financière.

8 UNAC. (s.d.) Canadians as effectively engaged global citizens, Sustainable Development Goals. Extrait de : <http://unac.org/canadians-as-effectively-engaged-global-citizens-sustainable-development-goals/>

9 BCCIC. (2016). The invisible mosaic: BC and the Sustainable Development Goals. Extrait de : <http://bccic.ca/wp-content/uploads/2016/10/The-Invisible-Mosaic-BC-and-the-Sustainable-Development-Goals.pdf>

10 Lewis, K. (2017). Announcing Discourse Media's new sustainable development reporter. The Discourse. Extrait de : <http://discoursemedia.org/announcements/new-hire-signals-commitment-to-sustainable-development-reporting>

11 TVO. (2017). Canada and the Sustainable Development Goals. The Agenda with Steve Paikin. Extrait de : <https://tvo.org/video/programs/the-agenda-with-steve-paikin/canada-and-the-sustainable-development-goals>

ÉCOSYSTÈMES COMMUNAUTAIRES ET PLANIFICATION

En tant que « présence sur le terrain », les collectivités sont les premières à remarquer les défis et les premières à mettre en œuvre des solutions. Elles sont particulièrement bien placées pour créer une synergie entre les initiatives et les exploiter pour répondre au Programme 2030. Cependant, une approche axée sur les réalités locales ne sera efficace qu'en gardant à l'esprit le fait qu'elle est destinée à la collectivité tout entière.

La cartographie des écosystèmes est le processus de compréhension de la « configuration du terrain » dans une collectivité : ses membres, ses organisations, ses structures, ses processus, ses perspectives et d'autres éléments principaux. Dans le contexte des Objectifs de développement durable (ODD), la cartographie des écosystèmes implique l'identification, la description et la compréhension des rôles et capacités de chaque individu et organisation au sein d'une collectivité, par rapport à la mise en œuvre des ODD.

En résumé, qui fait quoi et comment ces personnes sont-elles interreliées?

On ne peut s'attendre à ce que toute une collectivité prenne en charge la mise en œuvre des ODD et bénéficient des processus, lorsque toutes les voix ne sont pas bien entendues et prises en compte. Une cartographie appropriée des écosystèmes peut également créer un dialogue collaboratif, permettant de comprendre les défis à relever pour atteindre des objectifs collectifs, tout en identifiant les voix manquantes.

La cartographie d'un écosystème d'initiatives communautaires, en continuant à les développer et à les élargir, permettent d'établir des liens entre les initiatives et de reconnaître l'expertise au sein des collectivités pour répondre à leurs besoins les plus pressants.

Différentes formes de cartographie des écosystèmes ont déjà été utilisées pour définir l'approche adoptée par le Canada en vue de respecter le Programme 2030, et peuvent être utiles à ceux qui les approchent d'un point de vue collectif. La Waterloo Global Science Initiative (WGSi) a adopté une approche nationale pour cartographier l'écosystème en évolution des ODD au Canada, lors de l'Atelier Génération ODD de novembre 2017.¹² L'accent a été mis sur les principaux acteurs et organisations qui travaillent, d'un point de vue de la mise en œuvre de haut niveau, sur un plan canadien pour le Programme 2030.

Le BCCIC a créé une carte interactive de mouvement pour illustrer la « mosaïque invisible » de milliers de groupes œuvrant en faveur des ODD, partout à travers la Colombie-Britannique et le nord du Canada.¹³ La carte montre combien d'organisations travaillent pour atteindre les ODD, souvent sans le savoir, par le biais de projets et d'initiatives qu'elles menaient déjà.

S'identifier au Programme 2030 n'est pas nécessaire pour qu'une organisation ou une initiative progresse dans la réalisation des ODD (à moins que la sensibilisation aux ODD ne soit qu'un résultat attendu). Ceci est important à reconnaître, car les ODD n'ont pas encore atteint une place de choix dans de nombreuses institutions à travers le pays.

Les collectivités sont les mieux placées pour définir leur propre écosystème communautaire, leurs acteurs et les stratégies et actions requises pour œuvrer en faveur des ODD. La cartographie des écosystèmes peut être améliorée par un dialogue, un apprentissage et un partage des connaissances inclusifs et participatifs.

Une cartographie efficace des écosystèmes communautaires peut améliorer ou défier les cadres dominants actuellement en place. Chaque collectivité est distincte, mais chacune d'entre elles tombe à court quand il s'agit d'une croissance véritablement inclusive, en raison de la complexité des climats socio-politiques qui créent une dynamique inégale de pouvoir au sein de la collectivité. Ces systèmes plus larges d'inégalité de pouvoir reflètent souvent les valeurs occidentales ou coloniales dominantes. Cela rend l'engagement significatif, la participation et la cocréation de solutions extrêmement difficiles.

Le Programme 2030, qui met l'accent sur la nature interdépendante des obstacles au développement durable, fournit un langage commun pour comprendre les obstacles qui entravent les progrès. La cartographie des écosystèmes est la première étape pour identifier et commencer à dépasser les systèmes existants qui ont conduit à des résultats inégaux.

12 Runnalls, J. (2018). WGSi Generation SDG brief. Extrait de : http://wgsi.org/sites/wgsi-live.pi.local/files/WGSi_GenerationSDG-Brief_2018.pdf

13 Conseil de la Colombie-Britannique pour la coopération internationale. (s.d.) Movement Map. Extrait de : <https://www.bccic.ca/map/>

Adopter une approche basée sur les atouts et sur l'appréciation, s'appuyant sur le travail utile et positif, réalisé au sein de la collectivité, crée une voie constructive. Une collectivité équipée d'une carte d'écosystème précise et tournée vers l'avenir est bien mieux placée pour entamer un processus de planification communautaire ouvert et participatif des ODD.

Un processus de cartographie significatif et inclusif devrait viser à :

1. créer des espaces de dialogue, d'échange et de partage des connaissances intergénérationnels, interculturels, intersectoriels et interdisciplinaires significatifs, tout en tenant compte des groupes qui n'ont jamais été impliqués auparavant;
2. veiller à ce que les initiatives en matière d'ODD du Canada reconnaissent, reflètent et entament la relation de nation à nation établie entre les Premières Nations, les Métis et les Inuits et le gouvernement du Canada;
3. identifier et partager des modèles pour des processus plus inclusifs, participatifs et décolonisés de rassemblement des écosystèmes, de dialogue communautaire et de cartographie des écosystèmes, ainsi que des voies pour la diffusion de ces informations;
4. développer des outils ouverts, des ressources, des données et des cadres méthodologiques pour soutenir et améliorer les processus définis localement pour la cartographie des écosystèmes;
5. mettre à disposition un financement durable à long terme pour la convocation et le dialogue communautaire, le partage des connaissances et les processus de cartographie des écosystèmes. Ce financement devrait avoir des structures d'application et de rapport accessibles et être enraciné dans la prise de décision communautaire.

Assurer l'équité

Le Canada réussit bien dans de nombreux classements internationaux qui évaluent les moyennes de la qualité de l'éducation, des résultats pour la santé et de la qualité de vie en général. Cependant, un examen des données sous-nationales et communautaires disponibles pour le Canada montre que ces

résultats ne sont pas uniformes sur le plan démographique.¹⁴ Les collectivités éloignées du Canada, dont plusieurs abritent une population majoritairement autochtone, manquent souvent de services essentiels de qualité, ayant une incidence sur leur qualité de vie.¹⁵ C'est pourquoi, le principe de ne laisser personne pour compte et de prendre des mesures en faveur de l'équité doit être au premier plan de toutes les discussions sur les ODD.

Les mesures en faveur de l'équité ne sont pas une mince tâche. Au Canada, ce pays qui abrite 20 % de l'eau douce du monde (dont 7 % classé comme eau douce renouvelable),¹⁶ l'accès à une eau potable saine est souvent pris pour acquis. Cependant, des centaines de collectivités, dont un nombre disproportionné sont autochtones, n'ont toujours pas accès à une eau potable sûre et fiable. Le nombre d'avis de faire bouillir l'eau à travers le pays a augmenté entre 2010 et 2017, passant à 77 % au sein des petites communautés de 500 habitants ou moins.¹⁷

La Première Nation de Neskantaga, une communauté du nord de l'Ontario comptant environ 240 habitants, reçoit un avis sur la qualité de l'eau potable de façon permanente depuis 1995. Cela signifie qu'une génération entière a atteint l'âge adulte sans accès à de l'eau potable. Les habitants de Neskantaga ont remporté une victoire en 2017, avec l'annonce du financement par le gouvernement du Canada pour le remplacement de l'usine de traitement de l'eau, qui devrait s'achever en octobre 2018. Au moment de la publication, il reste à voir si le financement pour l'entretien et l'exploitation de l'usine, ou l'infrastructure reliant l'usine au reste de la communauté, sera fourni.¹⁸

Les données démographiques marginalisées identifiées dans le Bilan national volontaire de 2018 du Canada (un processus volontaire des Nations Unies au cours duquel les États membres procèdent à des examens réguliers et exhaustifs des progrès réalisés au niveau national en matière d'ODD, lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable annuel) incluent les peuples autochtones, les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les communauté LGBTQ2, les nouveaux arrivants au Canada et les personnes handicapées.¹⁹

Comme le dit la YWCA de Calgary, « mettre l'accent sur l'équité signifie que nous reconnaissons que le système en place en laisse beaucoup derrière nous, et que nous mettons activement des ressources à disposition pour s'assurer que tout le monde puisse rattraper son retard et réussir au même niveau, sans obstacle.²⁰

14 McArthur, J.W. et Rasmussen, K. (2017). Who and what gets left behind? Assessing Canada's domestic status on the Sustainable Development Goals. Brookings Institution. Extrait de : <https://www.brookings.edu/research/who-and-what-gets-left-behind-assessing-canadas-domestic-status-on-the-sustainable-development-goals/>

15 Gouvernement du Canada. (2011). Status of remote/off-grid communities in Canada. Extrait de : https://www.nrncan.gc.ca/sites/www.nrncan.gc.ca/files/canmetenergy/files/pubs/2013-118_en.pdf

16 Gouvernement du Canada. (2018). Water: frequently asked questions. Extrait de : <https://www.canada.ca/en/environment-climate-change/services/water-overview/frequently-asked-questions.html>

17 Gouvernement du Canada. (2018). Drinking water advisories. Extrait de : <https://www.canada.ca/en/environment-climate-change/services/environmental-indicators/drinking-water-advisories.html>

18 Aiello, R. (2018). Can PM Trudeau keep drinkable water promise to First Nations? CTV News. Extrait de : <https://www.ctvnews.ca/politics/can-pm-trudeau-keep-drinkable-water-promise-to-first-nations-1.3736954>

19 Gouvernement du Canada. (2018). Canada's implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development. Retrieved from <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/20033CanadasVoluntaryNationalReviewENV6.pdf>

20 YWCA de Calgary. (s.d.). Equity vs. equality: What's the difference? Extrait de : <https://www.ywcalgary.ca/news/equity-v-s-equality-whats-difference/>



La pollution plastique est un problème de justice sociale

[Comme The Discourse a approfondi la question de la pollution plastique], les chiffres sont accablants : 8 millions de tonnes de plastique se retrouve dans l'océan chaque année, 11,1 milliards de pièces en plastique étouffent les récifs coralliens dans la région Asie-Pacifique, il y aura plus de plastique que de poissons dans l'océan d'ici 2050... Les statistiques alarmantes sur la pollution plastique ne manquent pas.

Ce qui revient moins souvent, c'est la façon dont ces chiffres sont établis et ce que cela signifie pour les personnes touchées à l'échelle locale. C'est pourquoi j'avais hâte d'en apprendre sur le Laboratoire civique pour la recherche sur les mesures environnementales (CLEAR), qui se décrit comme étant « un laboratoire féministe anticolonial, spécialisé dans la surveillance de la pollution plastique » de l'Université Memorial de Terre-Neuve. On y fait de la recherche sur la pollution plastique dans un souci de justice sociale.

L'approche du laboratoire est axée sur l'accessibilité et l'équité, ce qui l'a amené à produire des dispositifs tels que BabyLegs, un objet fabriqué à partir de collants de bébé et de bouteilles en plastique, que les citoyens scientifiques peuvent utiliser comme chalut pour collecter des échantillons de microplastiques à la surface de l'océan. À un coût d'environ 12 \$ US, BabyLegs ne coûte qu'une fraction du prix d'un Manta Trawl à 3 500 \$ US, que les scientifiques utilisent généralement pour effectuer la même tâche. Vous pouvez même vous en fabriquer un dans votre cuisine.

La pollution plastique « est certainement l'un des cas de charge disproportionnée de la pollution mondiale pour certains groupes », explique Jessica Melvin, chercheuse à CLEAR, qui étudie l'ingestion de plastique dans la morue consommée par

les collectivités de Terre-Neuve. Les populations autochtones, ainsi que les membres des collectivités rurales et à faible revenu qui dépendent des fruits de mer sauvages pour leur régime alimentaire, sont exposés à des risques plus importants en raison des plastiques des océans, qui peuvent être un million de fois plus concentrés en produits chimiques que l'eau environnante. Mais la pollution dans leur chaîne alimentaire provient souvent de partout dans le monde.

Pour remédier à ces inégalités, Jessica et d'autres chercheurs de CLEAR ont mené des consultations auprès des collectivités affectées par leur travail et ont rassemblé les entrailles des poissons que les gens vont manger, plutôt que de recueillir directement des échantillons de l'océan. « Nous échantillonnons essentiellement les congélateurs », explique Max Liboiron, directeur de CLEAR. « L'échantillonnage de l'océan signifie que vous ne pouvez pas en dire plus sur les réseaux alimentaires et les gens qui s'en nourrissent. »

En savoir plus sur l'emphase mis par CLEAR sur l'équité m'a été d'un rappel important en tant que journaliste. Même si la pollution plastique menace le monde entier, il est essentiel de se demander comment un même problème affecte différemment des personnes différentes et de réfléchir à la façon dont la réponse à cette question s'applique à mon travail.

Cet article, rédigé par Alia Dharsasi, a été publié pour la première fois dans le bulletin d'information The Discourse's Sustainability sous le titre de « La pollution plastique est un problème de justice sociale », en février 2018.²¹ The Discourse est un partenaire média de l'initiative Génération ODD de WGSJ.



Engagement significatif des jeunes

Les jeunes sont un groupe démographique dont les perspectives sont souvent symbolisées, lorsqu'il s'agit d'élaborer des stratégies et des solutions pour les ODD. Les jeunes se retrouvent marginalisés pendant ces processus, entre autres, en raison de leur manque d'expérience.

Il existe toutefois suffisamment de preuves pour conclure que les jeunes sont à l'origine des changements sociaux les plus divers, qu'il s'agisse d'influencer les débats d'importance nationale, jusqu'à mener des recherches conséquentes en sciences de la santé, en passant par faciliter l'accès à l'enseignement postsecondaire.

Lorsque les jeunes s'engagent, en particulier si des occasions de développement s'offrent à eux, de multiples avantages reviennent à la société. Parmi ceux-ci, la vision à long terme qui donne lieu à des intérêts acquis pour le succès et la responsabilité des actions. Au-delà d'influencer le changement par d'autres, les jeunes sont capables de mettre en œuvre le changement eux-mêmes. Ils peuvent souvent avoir plus d'impact que ce que la société leur attribue.

21 Dharsasi, A. (2018). Newsletter: Plastic pollution is a social justice issue. The Discourse. Extrait de : <https://www.thediscourse.ca/sustainability/plastic-pollution-social-justice>

À l'échelle internationale, les Nations Unies ont pris un nouvel engagement en faveur de la jeunesse en septembre 2018. La nouvelle stratégie, intitulée « Jeunesse 2030 : travailler avec et pour les jeunes », permettra aux jeunes de s'engager plus profondément et de façon plus coordonnée dans tous les contextes, dans les domaines de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme et du développement durable.²² La promotion des droits des jeunes, de l'éducation, d'un emploi valorisant et du renforcement général des capacités sont toutes des priorités de Jeunesse 2030. L'objectif est de veiller à ce que les points de vue, les connaissances et les idées des jeunes soient intégrés au travail de l'ONU, sur les questions relatives à la jeunesse.

Au Canada, une étude approfondie a révélé que les jeunes étaient des agents efficaces du changement dans la société, au cours de la période observée de 35 ans, soit de 1978 à 2012.²³ Les stratégies utilisées par les jeunes pour dialoguer avec les autres peuvent se classer en quatre grandes catégories : la socialisation ou sensibilisation, l'exercice de l'influence, la formation de partenariats et l'exercice direct du pouvoir. Les exemples de recherche ont été classés sous deux formes : les impacts basés sur l'action et les impacts plus passifs.

L'un des impacts basés sur l'action est le vote à l'unanimité enregistré par l'exécutif des Jeunes libéraux en 1998, qui a poussé le dirigeant de l'époque, Jean Charest, à diriger le Parti libéral du Québec.²⁴ Le *Montreal Gazette* a signalé qu'un tiers des délégués qui ont choisi le nouveau chef appartenaient aux rangs des Jeunes libéraux.²⁵ Charest a accepté de diriger le parti et l'a exercé pendant 15 ans de 1998 à 2012, avant de devenir Premier ministre pendant neuf ans.

Un effet plus passif a été la diminution progressive du soutien des jeunes québécois à la souveraineté du Québec. Le soutien de la jeunesse était une pierre angulaire du mouvement séparatiste à son apogée dans les années 1970 et 1980, selon un rapport de Claire Durand, analyste d'opinion publique, examinant les tendances de 1976 à 2014.²⁶

Le soutien des jeunes à la souveraineté dépassait de près de 20 points tout autre groupe démographique en 1980, pour atteindre un sommet de 60 % à la suite du référendum de 1995. Mais le

soutien des jeunes électeurs a progressivement diminué depuis, amenant le commentateur politique Martin Patriquin à noter que « les ennemis du mouvement souverainiste ne sont ni les libéraux, ni les immigrés ni aucun des fantômes du PQ : C'est la marche du temps. »²⁷ Un sondage Ipsos réalisé en septembre 2018 a révélé que seulement 19 % des Québécois âgés de 18 à 25 ans soutenaient l'indépendance. À la demande des sondeurs de classer une liste de 14 enjeux électoraux majeurs, ces mêmes électeurs ont placé la souveraineté en dernier.²⁸

Les jeunes ont utilisé diverses stratégies pour atteindre différents niveaux d'impact dans la société, mais les sujets les plus fréquemment identifiés par les chercheurs en changements sociaux menés par des jeunes étaient l'égalité, l'autonomisation et la justice sociale. Ces trois questions rejoignent directement le concept fondamental du Programme 2030, consistant à ne laisser personne pour compte.

Bien qu'il ne soit pas dirigé par des jeunes, le Sommet Génération ODD est un exemple de la façon dont les stratégies intergénérationnelles de partenariat et de pouvoir peuvent être facilitées. Le Sommet a réuni des cohortes égales de dirigeants émergents de moins de 30 ans et de professionnels expérimentés, dans le but de renforcer les capacités et de générer des solutions. « Permettre aux jeunes Canadiens de développer des voies fortement réseautées pour agir sur les [ODD] » constituait un objectif essentiel.²⁹ Les plus jeunes participants au Sommet ont conduit de nombreux processus et dirigé les discussions, tandis que des professionnels plus expérimentés fournissaient des indications et des conseils tout au long du processus.

Les jeunes, en tant que groupe démographique collectif, ont démontré une expérience de plusieurs décennies dans des actions qui soutiennent la mise en œuvre du Programme 2030. Cette étude et les nombreuses études de cas sur lesquelles elle s'appuie témoignent de l'idée que les perspectives des jeunes doivent être prises en compte lors de la prise de décision, de la définition des défis et de la génération de solutions pour les ODD.

22 Risse, N. (2018). UN Launches 2030 Strategy and Global Partnership Initiative for Youth. Extrait de : <http://sdg.iisd.org/news/un-launches-2030-strategy-and-global-partnership-initiative-for-youth/>

23 Ho, E., Clarke, A. et Dougherty, I. (2015). Youth-led social change: Topics, engagement types, organizational types, strategies, and impacts. *Futures*. 67: 52-62.

24 Quebec young Liberals support Charest. (1998). CBC News. Extrait de : <https://www.cbc.ca/amp/1.164780>

25 Youth wing issues appeal to Charest. (7 mars 1998). *Montréal Gazette*.

26 Durand, C. (2014). Générations, souveraineté, Parti Québécois. Extrait de : <http://ahlessondages.blogspot.com/2014/06/generations-souverainete-parti-quebecois.html>

27 Patriquin, Martin. (2014). The epic collapse of Quebec separatism. *Maclean's*. Extrait de : <https://www.macleans.ca/politics/the-epic-collapse-of-separatism/>

28 Ipsos et La Presse. (2018). Les jeunes et la campagne électorale. Extrait de : https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2018-09/rapport_-_les_jeunes_et_la_politique_-_ipsos_-_la_presse_13092018.pdf

29 Runnalls, J. (2018). WGSJ Generation SDG Brief. Extrait de : http://wgsj.org/sites/wgsj-live.pi.local/files/WGSJ_GenerationSDG-Brief_2018.pdf

7

ÉNERGIE PROPRE ET
D'UN CÔTÉ ABORDABLE

Point saillant de solution :

Les jeunes leaders face aux défis énergétiques

Sur le plan local et régional, un exemple d'action réussie menée par des jeunes est l'Initiative solaire et éolienne pour un changement (SWITCH).³⁰ SWITCH a débuté à l'automne 2006, en tant que club scolaire avec un seul objectif : produire de l'électricité renouvelable sur de grands toits d'école plats et non ombragés.

SWITCH a atteint son premier objectif en 2010, avec la vision de voir au Canada des écoles mettre en œuvre des solutions similaires. Le Conseil scolaire du district de Toronto (TDSB) a adopté le modèle SWITCH dans son Projet d'écoles solaires, qui fournit actuellement de l'électricité à des centaines d'écoles et à près de 2 000 maisons de Toronto, à partir de ses systèmes photovoltaïques (PV) sur les toits.³¹

Le modèle SWITCH/Écoles solaires offre une variété d'avantages « gagnant-gagnant » :

- La collectivité reçoit de l'électricité renouvelable, puisque l'électricité propre est directement injectée dans le réseau;
- La société partenaire (AMP Solar Group Inc. pour la phase 1 de 2011 à 2014 et Schooltop Solar LP pour la phase 2 de 2014 à 2016) a généré des revenus dans le cadre du Programme de tarifs de rachat garantis de l'Ontario;
- Le TDSB, qui avait pris du retard dans la réparation des écoles, a commencé à tirer un revenu de la location de sa toiture. Cela a été utilisé pour réparer les toits et autres structures dans le cadre des conditions d'abriter un réseau solaire; et
- Des possibilités d'apprentissage sont apparues grâce à l'affichage physique du réseau photovoltaïque et des moniteurs à l'intérieur de l'école, qui démontrent la production d'électricité en temps réel aux côtés des dollars gagnés ou économisés grâce au projet.

SWITCH est un exemple d'initiative énergétique menée par des jeunes, qui a été intégré en éducation publique et dans les systèmes électriques communautaires, à l'échelle locale. Cependant, l'idée qu'il est important de prendre en compte le point de vue des jeunes, lors de la planification d'un avenir énergétique propre, commence également à se manifester à l'échelle nationale.

En 2017, Ressources naturelles Canada (RNCAN) a organisé une série de consultations publiques intitulée Génération Énergie, dans le but de définir une vision de l'avenir énergétique du Canada en 2050. Une collaboration entre CityHive, Student Energy et RNCAN a permis à 287 jeunes de dialoguer en personne, en plus de 7 000 personnes en ligne, provenant de 11 provinces et territoires du Canada.

La vision, publiée dans le rapport 2017 de la voix des jeunes, présente 14 principales conclusions en plus des voies permettant de concrétiser la vision, les valeurs directrices et les rôles des jeunes. Les principales conclusions sont les suivantes : « avoir une économie prospère zéro carbone, devenir un leader mondial des technologies propres, avoir une gouvernance énergétique dépolitisée et collaborative et exploiter un système énergétique décolonisé équitable offrant des chances égales à tous les Canadiens sans nuire à notre environnement. »³²

Les nombreux dialogues³³ communautaires menés par des jeunes ont également contribué au rapport national du Conseil Génération Énergie 2018, intitulé *Canada's Energy Transition (La transition énergétique du Canada) : Getting to Our Energy Future, Together (Arriver à notre avenir énergétique, ensemble)*.³⁴ Les exemples fournis par SWITCH et Génération Énergie montrent comment les approches de planification axées sur les jeunes peuvent s'adapter et s'appliquer partout au Canada, afin d'apporter une vision plus inclusive du développement durable.

30 Girard, D. (2007). Bright idea raises awareness. The Toronto Star. Extrait de : https://www.thestar.com/news/2007/04/18/bright_idea_raises_awareness.html

31 Conseil scolaire du district de Toronto. (s.d.). Solar schools project. Extrait de : <http://www.tdsb.on.ca/About-Us/Facility-Services/Solar-Schools-Project>

32 CityHive et Student Energy. (2017). Youth voices report: The pan-Canadian youth vision for energy in Canada. Extrait de : <https://www.studentenergy.org/posts/648-2017-youth-voices-report>

33 Gouvernement du Canada. (2018). Generation Energy dialogue summary. Extrait de : <https://www.nrcan.gc.ca/20717#S1>

34 Generation Energy Council. (2018). Canada's energy transition: Getting to our energy future, together. Extrait de : <https://www.nrcan.gc.ca/20380>

S'attaquer au déficit démocratique au sein du Canada

L'adoption réussie du Programme 2030 ne pourra se concrétiser que par le dévouement d'une population informée et active prônant un changement mené par la collectivité. Cette réinvention systématique de la société nécessite d'abord l'existence d'un lien civique commun, décrit par le sociologue de Harvard Robert Putnam dans son livre *Bowling Alone* comme un capital social, se référant aux « liens entre individus, réseaux sociaux et normes de réciprocité et de fiabilité qui en découlent. »³⁵

Le processus de cartographie des collectivités, en intensifiant particulièrement le dialogue entre des membres disparates de la collectivité, peut aider à créer une base pour un sens partagé et une cohésion sociale renforcée. Le sous-comité de recherche sur les politiques du gouvernement du Canada sur la cohésion sociale l'a décrit comme étant « le processus en cours de développement d'une collectivité de valeurs partagées, de défis communs et d'égalité des chances au Canada, fondé sur un sentiment de confiance, d'espoir et de réciprocité entre tous les Canadiens ». ³⁶

La cohésion sociale peut dépasser les niveaux d'individualisme croissant au sein de la société, favoriser la prise de conscience et le soutien d'un bien commun, et fournir une base pour des préoccupations partagées concernant l'équité et la justice. Particulièrement important pour une société multiculturelle telle que le Canada, il peut également permettre une plus

grande acceptation du changement social et du pluralisme. La constitution d'un capital social conduit à une cohésion sociale renouvelée, qui à son tour prépare les gens à augmenter leur niveau d'engagement civique. Au cœur de la plupart des définitions de la cohésion sociale se trouve la reconnaissance du fait que les membres d'une collectivité participent à la vie commune de celle-ci.³⁷

Un débat rigoureux a eu lieu entre les universitaires à propos de l'apparition d'un déficit démocratique important au sein du Canada,³⁸ mieux incarné par un « fossé persistant entre ce que les Canadiens attendent de leurs institutions politiques, en termes de gouvernance démocratique et ce qu'ils perçoivent comme une réalité ». ³⁹ La baisse du taux de participation des électeurs,⁴⁰ la faible confiance politique⁴¹ et l'engagement réduit envers le système politique, par le biais de mécanismes formels tels que la participation à des partis politiques sont autant de symptômes d'un citoyen insatisfait.

Les efforts permettant d'éradiquer cette foi stagnante dans nos institutions politiques⁴² entraînent souvent des réformes structurelles (dont certaines sont proposées à la p. 44), mais il existe une myriade d'autres formes d'engagement civique qui prévoient une plus grande autonomisation des groupes sociaux et une cogouvernance avec le grand public.

35 Putnam, R.D. (200). *Bowling alone: The collapse and revival of American community*. New York, New York: Simon & Schuster.

36 Gouvernement du Canada. (1997). *Social cohesion research workplan*. Extrait de : https://socialsciences.uottawa.ca/governance/sites/socialsciences.uottawa.ca.governance/files/social_cohesion_research_workplan.pdf

37 Cameron, D. (2002). *The landscape of civic engagement in Ontario: A paper prepared for the Panel on the Role of Government*. Extrait de : <http://www.ontla.on.ca/library/repository/mon/8000/244119.pdf>

38 Lenard, P.T., Simeon, R. (2013). *Imperfect democracies: The democratic deficit in Canada and the United States*. UBC Press.

39 Aucoin, P. et Turnbull, L. (2003). *The democratic deficit: Paul Martin and parliamentary reform*. *Canadian Public Administration*. 46(4): 436.

40 Morden, M. et Urban, M.C. (2017). *Low voter turnout tends to produce bad government, so how do we get more Canadians to the polls?* Extrait de : <https://mowatcentre.ca/low-voter-turnout-tends-to-produce-bad-government-so-how-do-we-get-more-canadians-to-the-polls/>

41 Edelman Canada. (2018). *2018 Edelman trust barometer*. Extrait de : https://www.edelman.ca/sites/default/files/2018-02/2018-Edelman-Trust-Barometer-Canada_ENGLISH.PDF

42 *Indice canadien du mieux-être*. (2010). *Canada suffering from huge democratic deficit, report says*. Extrait de : <https://uwaterloo.ca/canadian-index-wellbeing/news/canada-suffering-huge-democratic-deficit-report-says>

Point saillant de solution :

Panneaux de référence citoyens de Mass LBP

La société de consultation publique Mass LBP est connue pour ses approches créatives en matière d'engagement et de consultation du public autour de décisions importantes, et souvent controversées, impliquant les collectivités locales.

Sa méthode la plus populaire, les groupes de référence de citoyens, consiste à sélectionner un groupe de citoyens intéressés choisi au hasard, mais représentatif. Ils sont ensuite informés du problème en question, en leur laissant une période de temps prolongée pour mener davantage de recherches et délibérer avant de donner leur avis ou de faire part de leurs commentaires.⁴³

« Les gens veulent certainement l'option [d'être engagés], et veulent que d'autres personnes comme elles soient aussi engagées », a déclaré le directeur général de Mass LBP, Alex Way, lors d'un entretien avec le Public Policy and Governance Review.⁴⁴ « Des preuves à travers le monde occidental montrent que la confiance et la légitimité de nos institutions publiques sont en baisse, en particulier celles de nos institutions décisionnelles, de nos politiciens et de nos gouvernements. Quand c'est bien fait, je crois qu'il s'agit d'un moyen de renforcer certains des défis majeurs à la légitimité publique de ces institutions. »

Le cofondateur de Mass LBP, Peter MacLeod, a d'abord été initié à l'idée alors qu'il travaillait pour l'Assemblée des citoyens de l'Ontario sur la réforme électorale. À partir de 2007, l'entreprise a commencé à perfectionner ce processus et a depuis dirigé trente-quatre groupes de référence, d'assemblées de citoyens et de commissions pour le compte des gouvernements, impliquant plus de 1 000 Canadiens. Les projets vont de l'Assemblée des citoyens du Plan communautaire Grandview-Woodland à Vancouver au Groupe de référence des résidents sur les services d'injection supervisée à Toronto.

Jusqu'à présent, il y a eu quelques notables expériences réussies, notamment l'obtention du soutien de la collectivité pour la restructuration d'un hôpital à Cobourg, en Ontario. Confronté à une série de déficits d'exploitation, l'hôpital cherchait à décider sur des coupes de service gérables, qui s'aligneraient sur les valeurs de la collectivité. Les recommandations, formulées par un groupe choisi pour sa similarité démographique avec la collectivité dans son ensemble, ont été adoptées en bloc par l'hôpital. Way attribue l'absence de manifestations publiques et le maintien du niveau de bénévolat à l'hôpital, en partie, à la stratégie de participation communautaire concrète.⁴⁵

43 Mass LBP. (s.d.). The reference panel playbook: Eight moves for designing a deliberative process. Extrait de : <https://www.masslbp.com/the-reference-panel-playbook/>

44 Mesiano-Crookston, J. (2014). About public consultation: An interview with Mass LBP. The Public Policy and Governance Review. Extrait de : <https://ppgreview.ca/2014/02/28/about-public-consultation-an-interview-with-mass-lbp/>

45 Doiron, M. (2011). The new citizens' panels: a powerful antidote to cynicism. The Globe and Mail. Extrait de : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/the-new-citizens-panels-a-powerful-antidote-to-cynicism/article578195/>

Planification communautaire grâce aux ODD

Il existe un potentiel important visant à développer un cadre pancanadien qui inciterait et inspirerait les collectivités à définir leur alignement sur le Programme 2030, tout en leur fournissant le pouvoir et les possibilités de créer, d'agir, de surveiller, de mesurer et de partager librement leurs expériences sur les ODD.

Les contributeurs au Sommet Génération des ODD ont présenté un cadre de planification communautaire pancanadienne (Figure 1) autour des ODD, qui vise à permettre un bien-être global sur les plans individuel, communautaire et environnemental.

1. Inspirer - Encourager les collectivités à définir leur alignement sur les ODD et prendre des mesures supplémentaires pour faire progresser leur propre vision de la durabilité.

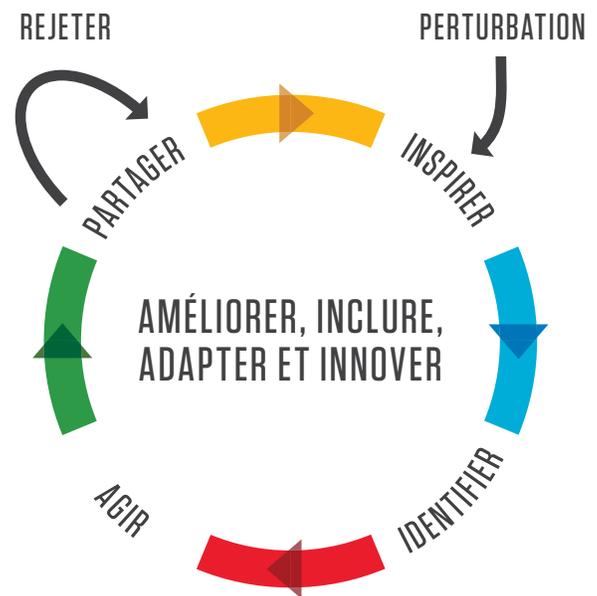
La véritable autonomisation des collectivités exige de ces dernières qu'elles viennent volontairement s'asseoir à la table pour s'engager dans leur propre voie de planification des ODD. Les efforts normatifs des niveaux supérieurs de gouvernement, même bien intentionnés, n'arriveront pas à inspirer le même niveau de soutien et de représentation d'une collectivité authentique.

Au lieu de cela, un éventail de mesures incitatives gouvernementales et non gouvernementales devrait être mis à la disposition des collectivités pour leur indiquer l'existence d'un soutien, advenant qu'elles choisissent de commencer leur planification en fonction des ODD. Les organisations à but non lucratif qui se sont engagées à mobiliser les efforts des ODD locaux, telles qu'Alliance 2030 (voir p. 36 pour plus d'informations) et BCCIC, ont rapidement réussi à mobiliser des intervenants, tels que des groupes de jeunes, des organisations autochtones et des associations professionnelles en vue de la promotion du Programme 2030.

D'autres stratégies de communication et de messagerie peuvent également contribuer à diffuser le Programme 2030 à différents publics. Ensemble 2017 : Alberta's Notebook for the Global Goals, une initiative de narration créative produite par le Conseil de l'Alberta pour la coopération internationale, qui utilise de superbes œuvres d'art et des histoires pour illustrer ce que les Albertains font pour contribuer aux ODD, ici et à l'étranger.⁴⁶

Il est essentiel de continuer à rechercher d'autres méthodes de narration et de partage des connaissances pour associer les ODD aux valeurs et pratiques locales. The Onion Theatre Project, basé à Victoria, en Colombie-Britannique, en est un exemple. Cet organisme utilise le théâtre pour aborder les questions sociales et les droits de la personne et en discuter.⁴⁷

Figure 1 : Cycle de planification communautaire



2. Identifier et agir - aider les collectivités en leur permettant d'identifier comment leurs plans et actions se connectent déjà aux ODD, où des travaux supplémentaires sont nécessaires et leur fournir les outils et les ressources nécessaires pour mobiliser des actions.

Concevoir un plan d'action communautaire en fonction des ODD ne requiert pas nécessairement le démarrage d'un processus entièrement nouveau depuis le début. Des milliers de stratégies de développement communautaire, de plans de durabilité et d'autres cadres pertinents ont déjà été conçus par les gouvernements locaux et les collectivités à travers le pays.

Les gouvernements et les organisations non gouvernementales (ONG) connaissant bien les ODD peuvent travailler en étroite collaboration avec les collectivités, pour évaluer les plans existants afin de déterminer à la fois leurs points communs et leurs différences en ce qui concerne le Programme 2030. Par exemple, les plans locaux de durabilité mettent souvent davantage l'accent sur l'environnement. La Baltimore Community Indicator Alliance examine actuellement le plan de développement durable de la ville de Baltimore et recommande des ajustements pour qu'elle s'aligne plus étroitement sur le Programme 2030.⁴⁸

46 Conseil de l'Alberta pour la coopération internationale. (2017). Together 2017: Alberta's notebook for the Global Goals. Extrait de : <http://together.acgc.ca/>

47 The Onion Theatre Project. (s.d.). Homepage. Extrait de : <http://oniontheatre.com>

48 Iyer, S.D. (2017). Localizing the UN Sustainable Development Goals in Baltimore: Next steps towards implementation. Sustainable Development Solutions Network. Extrait de : <http://unsdsn.org/news/2017/12/20/localizing-sdgs-in-baltimore-next-steps/>

Partager des ressources telles que l'Indice canadien du mieux-être⁴⁹ peut aider les collectivités en leur permettant de commencer à élargir la portée des plans existants en vue d'intégrer une version plus complète du développement durable au sein de leurs collectivités.

Certains des plans locaux les plus innovants axés sur les ODD, parus au cours des dernières années, ne sont pas entièrement consacrés à la stricte mise en œuvre du Programme 2030, mais représentent plutôt la « tension productive » entre l'universalité des ODD et la nature spécifique du contexte à mesurer les progrès réalisés dans des collectivités spécifiques.⁵⁰ Le rapport OneNYC 2018 de la ville de New York, la publication du rapport de la ville pour l'avenir, est un des exemples les plus visibles de cette approche.⁵¹

Les gouvernements fédéral et provinciaux devraient fournir aux collectivités les outils et les ressources nécessaires pour favoriser un engagement, des alliés et des partenariats plus forts entre les divers groupes, alors que débute ce processus de consultation et de planification. Le Peg, système d'indicateurs communautaires de Winnipeg, a exigé plus de deux ans de consultations pour veiller à ce que la prise en charge locale et les priorités soient au cœur de l'initiative (voir p. 23 pour plus de détails).⁵²

Lorsqu'il s'agit d'offrir un soutien et un partage des connaissances au sein des communautés autochtones, les ODD peuvent servir de langage commun pour traduire « la multiplicité des perspectives et des priorités servant à mesurer la qualité de vie » qui s'intègrent aux systèmes de valeurs locales.⁵³ Ce qui peut aider à obtenir des fonds supplémentaires et un soutien pour renforcer les décisions ou les politiques à l'échelle locale.

3. Partager – Fournir les ressources nécessaires et les conditions permettant aux collectivités de suivre, surveiller, rendre compte et partager de façon efficace les progrès accomplis en matière d'ODD au sein des collectivités et entre celles-ci, afin d'accélérer le progrès à l'échelle nationale.

Les collectivités ont la possibilité de mettre en œuvre des processus d'établissement de rapports plus complets, radicaux mais adaptés aux conditions locales afin de susciter un changement en profondeur.

Le modèle Signes vitaux, un programme national coordonné par les Fondations communautaires du Canada mais dirigé par chaque fondation communautaire, fournit une feuille de route pour soutenir la planification locale par le biais de partenariats. Les connaissances locales sont exploitées pour produire et publier un rapport communautaire annuel axé sur le bien-être.⁵⁴ Ce document très médiatisé aide à diriger l'attention des responsables politiques et communautaires sur les problèmes locaux urgents liés au développement durable.

Les rapports Signes vitaux pour 2018 et 2019 ont commencé à intégrer les ODD dans leur structure, d'une façon plus systématique. La Fondation communautaire de London, par exemple, a codifié son rapport Signes vitaux de 2018 sur les ODD.⁵⁵ « L'approche populaire de Signes vitaux consistant à collecter des données, à susciter la conversation et à inspirer l'engagement civique constitue un outil unique pour évaluer les progrès du bien-être dans nos collectivités, par rapport à un ensemble de cibles mondiales », explique Alison Sidney, coordinatrice des initiatives stratégiques des Fondations communautaires du Canada.⁵⁶

Suivre, contrôler et communiquer les progrès de la collectivité en vue d'un Programme 2030 repose, en grande partie, sur les données. Déterminer quels ensembles de données à prendre en compte pose un problème supplémentaire aux collectivités situées dans des zones plus rurales, car la plupart des cadres d'indicateurs disponibles se rapportent aux environnements urbains. Le Conseil mondial des données sur les villes s'est efforcé de remédier à ce manque de ressources, en octroyant sa première certification ISO dans la vallée de l'Annapolis, en Nouvelle-Écosse, en tant que première région rurale « durable et intelligente » au monde en avril 2018.⁵⁷

Les initiatives menées par BCCIC, Peg et d'autres travaillent à la recherche d'un équilibre entre l'utilisation d'indicateurs générés par les collectivités alignées sur leurs priorités locales et leur capacité à comprendre et à comparer les indicateurs entre elles. Peg a, par exemple, apporté des modifications répétées à sa conception pour devenir plus conviviale.

49 Indice canadien du mieux-être. (s.d.). About the Canadian Index of Wellbeing. Extrait de : <https://uwaterloo.ca/canadian-index-wellbeing/about-canadian-index-wellbeing>

50 Leone, F. (2018). Data dashboards, democracy and "cooper-tition" discussed at HLPF side event. Extrait de : <http://sdg.iisd.org/news/data-dashboards-democracy-and-cooper-tition-discussed-at-hlpf-side-event/>

51 OneNYC. (2018). OneNYC 2018. Extrait de : https://onenyc.cityofnewyork.us/wp-content/uploads/2018/05/OneNYC_Progress_2018.pdf

52 Peg. (s.d.) About community indicator systems. Extrait de : <https://www.mypeg.ca/more-info/>

53 Réseau de savoirs des Premières Nations en Colombie-Britannique. (2011). Taking a 'pulse' on the quality of Indigenous community life. Extrait de : <https://fnbc.info/resource/taking-pulse-quality-indigenous-community-life>

54 Fondations communautaires du Canada. (s.d.). Community reports. Extrait de : <http://communityfoundations.ca/vitalsigns/reports/>

55 Fondation communautaire de London. (2018) What London can be. Extrait de : <http://www.lcf.on.ca/sites/default/files/LCF-VitalSigns-FINAL.pdf>

56 Fondations communautaires du Canada. (s.d.). Sustainable Development Goals. Extrait de : <http://communityfoundations.ca/vitalsigns/sustainable-development-goals/>

57 Conseil mondial des données urbaines. (2018). WCCD partners with i-Valley to create world's first Smart + Sustainable region. Extrait de : <http://news.dataforcities.org/2018/04/wccd-partners-with-i-valley-to-create.html>

11



Point saillant de solution :

Peg

Peg, un système d'indicateurs communautaires spécifique à Winnipeg, est apparu pour la première fois en 2003, lorsque le bureau local de Centraide a contacté l'Institut international du développement durable (IIDD) pour travailler ensemble en vue de mesurer le bien-être et la vitalité communautaire de la ville de Winnipeg.

« Centraide a contacté l'IIDD en raison de son expertise dans la recherche sur le développement durable et de ses travaux antérieurs sur les indicateurs de durabilité », selon une analyse du projet réalisée par deux chercheurs de l'Université Royal Roads.⁵⁸ « Au moment où l'IIDD apportait son expertise et ses connaissances en matière de recherche à Peg, Centraide, une organisation fortement structurée en réseau, apportait les contacts et l'expérience communautaires nécessaires en matière d'engagement communautaire afin de créer des partenariats de projet et une collaboration communautaire. »

Plus de 800 personnes se sont engagées tout au long du projet, sous la direction d'un comité d'organisation composé de représentants du secteur public, d'universités, d'entreprises et d'ONG. Un mélange de diverses sources de financement est venu renforcer davantage la nature apolitique du projet. Malgré sa longueur, cette inclusivité garantissait que Peg avait vraiment été conçu par et pour la collectivité.⁵⁹

En 2013, Peg a été lancé publiquement et suivait plus de 60 indicateurs. Depuis lors, un rapport est publié annuellement pour faire le bilan des progrès réalisés et inciter à l'action sur des problèmes sociaux urgents à Winnipeg. Après la publication du Programme à l'horizon 2030, l'IIDD et Centraide Winnipeg ont commencé à travailler sur Peg 2.0, afin de relier les indicateurs aux ODD.

Relancé en juin 2018, Peg contribue à lier les progrès de Winnipeg à ce qui se passe dans d'autres collectivités et

fournit également un outil pour localiser les ODD.⁶⁰ « Winnipeg est l'une des premières villes du Canada à mesurer ses progrès [globaux] en matière de développement durable et à relier nos efforts collectifs au programme mondial », a déclaré la présidente et chef de la direction de Centraide Winnipeg, Connie Walker, dans un commentaire.⁶¹ « Grâce à l'expertise de [l'IIDD], Peg sera désormais un modèle utilisé par des villes du Canada et du monde entier. »

Le rapport Peg de 2018 a également été la première plate-forme à utiliser Tracking Progress, « un outil Web simple d'utilisation et à code source ouvert, facile à utiliser, qui permet aux municipalités, aux fondations communautaires ou à d'autres organisations hôtes de télécharger et de visualiser facilement des données d'indicateur provenant de différentes sources ». ⁶² Trois collectivités canadiennes (Bridgewater et Cumberland, en Nouvelle-Écosse, et Peterborough, en Ontario) utilisent présentement cet outil pour développer leurs propres plates-formes d'indicateurs et lanceront leurs sites d'ici la fin de 2018.⁶³

Quinze ans après le début du projet, l'IIDD a dressé la liste de trois principales recommandations à l'intention des autres administrations qui souhaitent élaborer leurs propres cadres d'indicateurs communautaires :

- Nous devons nous engager auprès des acteurs de la collectivité et les consulter, afin de ne laisser personne pour compte et nous assurer que la collectivité s'en approprie adéquatement;
- Les systèmes d'indicateurs communautaires devraient faire partie de l'infrastructure communautaire et constituer un service permettant d'aider à la prise de décision;
- Ces systèmes doivent conserver une réputation d'organisme neutre qui fournit les données comme un outil pour éclairer les décisions et les prochaines étapes à suivre.⁶⁴

58 Newell, R. et Dale, A. (2013). Community indicators: Winnipeg, Canada (Peg). Extrait de : <https://www.crcresearch.org/community-research-connections/crc-case-studies/community-indicators-winnipeg-canada-peg>

59 Institut international du développement durable. (s.d.) Peg. Extrait de : <https://iisd.org/project/peg>

60 Peg. (2018). 2018 Our City. Extrait de : <https://www.mypeg.ca/peg-report-2018/>

61 Walker, C. (2018). Opinion: New Peg site tracks progress, inspires action. The Winnipeg Free Press. Extrait de : <https://www.winnipegfreepress.com/opinion/analysis/new-peg-site-tracks-progress-inspires-action-486911851.html>

62 Institut international du développement durable. (2018). Community indicator systems training workshop. Extrait de : <https://www.iisd.org/event/community-indicator-systems-training-workshop>

63 Tracking Progress. (n.d). About this tool. Extrait de : <https://www.tracking-progress.org/about-this-tool/>

64 Temmer, J. (2018). Four ways cities are localizing the SDGs. International Institute for Sustainable Development. Extrait de : <https://www.iisd.org/blog/four-ways-cities-are-localizing-sdgs>

BCCIC a conçu BC2030, une carte de pointage en ligne permettant de mesurer facilement les progrès réalisés dans certaines municipalités de la Colombie-Britannique.⁶⁵ Les cartes de pointage ont été élaborées en analysant les plans communautaires officiels existants, de même qu'en soutenant les stratégies municipales telles que celles liées au logement à prix abordable, afin d'aligner leurs cibles et indicateurs spécifiques sur le Programme 2030.

Les utilisateurs peuvent visualiser une carte de pointage mesurant les progrès globaux de chacune des six municipalités mesurées, et cliquer sur chaque ODD, pour afficher les scores spécifiques à chaque indicateur. Une ventilation complète est également disponible pour les parties intéressées à approfondir la question. Le BCCIC travaille présentement de concert avec l'IIDD à potentiellement intégrer Scorecard BC2030 avec Tracking Progress.⁶⁶

À un niveau infranational, aux États-Unis, un autre cadre d'indicateurs prometteur vient de voir le jour, axé sur le suivi des progrès des ODD dans l'État d'Hawaï. Hawaii Green Growth est un partenariat public-privé (PPP) qui dirige l'Aloha+ Challenge et le développement de son tableau de bord d'indicateurs de développement durable. Cette approche ascendante, menée par un groupe de plus de 100 partenaires du secteur privé et de la société civile, a identifié localement des indicateurs pertinents pour lesquels des données sont disponibles et continue de les suivre sur une base de données gérée par le PPP.

Les données Aloha+ proviennent des comtés, des États, du secteur privé et de la société civile. Le processus de sélection des indicateurs s'est effectué au cours d'un processus de consultation de deux ans, associant une sensibilisation de la population à un engagement d'experts. Le projet est conçu pour ajouter de la transparence et de la responsabilité à l'échelle de la collectivité dans le processus du Programme 2030, et en fonctionnant de façon indépendante du gouvernement, il est capable de conserver sa dynamique quels que soit les changements politiques. La prochaine étape, telle que décrite par Kate Brown du Partenariat insulaire mondial (GLISPA), consiste à ouvrir le tableau de bord pour permettre d'y inclure un plus grand nombre d'indicateurs générés par les collectivités.⁶⁷

La collecte d'indicateurs à l'échelle communautaire est une méthode essentielle pour localiser les ODD, mais l'intégration d'un partage d'informations plus qualitatif et non technique permet aux membres du grand public de relier des ensembles de données souvent abstraits à des expériences vécues. Cet outil, devenu indispensable, est utilisé par des journalistes tels que Robyn Doolittle, dont la série primée *Unfounded* pour *The Globe and Mail* combinait des données minutieusement rassemblées de la police locale de partout au Canada, montrant que les plaintes pour agression sexuelle étaient deux fois plus susceptibles d'être rejetées comme non fondées (sans fondement), que des plaintes relativement à d'autres cas d'agression partageant des histoires d'expériences individuelles avec le système.⁶⁸

4. Rejeter – permettre la flexibilité de rejeter, réviser, redimensionner et réinventer les approches et les solutions permettant de poursuivre les ODD, tout en intégrant les bouleversements et les changements en profondeur au sein des systèmes existants.

La capacité de revoir et de changer l'orientation de la planification communautaire des ODD est absolument essentielle, pour assurer la pérennité de la leur mise en œuvre par la collectivité et des canaux de responsabilité appropriés (voir p. 37 pour plus d'informations à ce sujet). Divers mécanismes de « débarquement » devraient exister, pour les aspects du projet considérés comme défaillants ou devant être améliorés.

Établir des révisions et des vérifications régulières dans le programme constitue une approche, tout comme la consultation et l'engagement constants de la collectivité afin de voir comment le projet est reçu au niveau local. Les changements peuvent être liés aux objectifs des plans communautaires des ODD eux-mêmes, mais peuvent également être liés à des évolutions telles que de nouvelles sources de données ou des partenariats innovateurs.

65 BC 2030. (s.d.) What is BC 2030? Extrait de : <https://www.bc2030.ca/whatIsBC2030.htm>

66 BCCIC. (2018). Where Canada stands vol. II - A Sustainable Development Goals shadow report. Extrait de : <https://www.bccic.ca/wp-content/uploads/2018/07/bccic-2018-report-preview-pages.pdf>

67 IIDD (Producteur). (2018). Webinar: Localizing the SDGs. Extrait de : <https://www.youtube.com/watch?v=Ft7XCXoEVIE&feature=youtu.be>

68 Doolittle, R. (2017). The Unfounded effect. *The Globe and Mail*. Extrait de : <https://www.theglobeandmail.com/news/investigations/unfounded-37272-sexual-assault-cases-being-reviewed-402-unfounded-cases-reopened-so-far/article37245525/>

PARTENARIATS



Les objectifs de développement durable (ODD) sont des objectifs ambitieux. Ils représentent une tâche trop lourde pour qu'une personne ou un groupe puisse s'y attaquer seul, ce qui rend les partenariats essentiels à leur mise en œuvre. Ceci est explicitement défini comme l'Objectif 17 : renforcer les moyens de mise en œuvre et revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable.

Les ODD sont des défis humains. Ils exigent une collaboration, une coopération et une coordination transdisciplinaires entre les secteurs et les collectivités et d'un bout à l'autre, en vue de définir les problèmes et générer des solutions. Former des partenariats signifie travailler hors de son « patelin ». Un bon partenariat intègre la diversité, est utile, flexible, recevable et financièrement viable. Il fonctionne avec une solide structure qui optimise son efficacité et tire parti des atouts, tout en exploitant les faiblesses de ses réseaux.

Les espaces entre les ODD, représentés par les chevauchements, les lacunes et les possibilités de coordination au sein de la structure, sont illustrés par les nombreux partenariats déjà existants pour faire avancer le Programme 2030. Les types de partenariats, leurs rôles et objectifs donnent un aperçu des capacités actuelles et de l'état des conditions favorables.

Les ODD ne sont pas seulement une série d'objectifs à atteindre, ils fournissent également un cadre pour démarrer de nouveaux partenariats ou améliorer ceux existants. Par exemple, le Partenariat mondial pour une coopération au développement efficace (GPEDC), créé en 2011, aide à guider la structure mondiale requise pour une coopération au développement efficace et fournit une théorie du changement spécifique ainsi que des lignes directrices pour le partenariat sur les ODD.⁶⁹

Il est axé sur deux domaines d'activité clés : les outils d'évaluation et de responsabilisation destinés à soutenir les améliorations des pratiques de développement fondées sur des preuves, et le renforcement des capacités en vue de partenariats intersectoriels entre acteurs de développement (y compris les bailleurs de fonds et la collectivité d'aide au développement, la société civile et le secteur privé, et les agents locaux dans la mise en œuvre de programmes).

Un partenariat intersectoriel réussi peut déclencher une action durable, à grande échelle et percutante, de façon à refléter les valeurs et la vision de ses intervenants. En même temps, cela permet d'éviter avec succès le dédoublement d'efforts et de ressources qui se produit souvent lorsque l'on s'attaque à des problèmes complexes seul ou en vase clos. Une préparation minutieuse est donc essentielle.

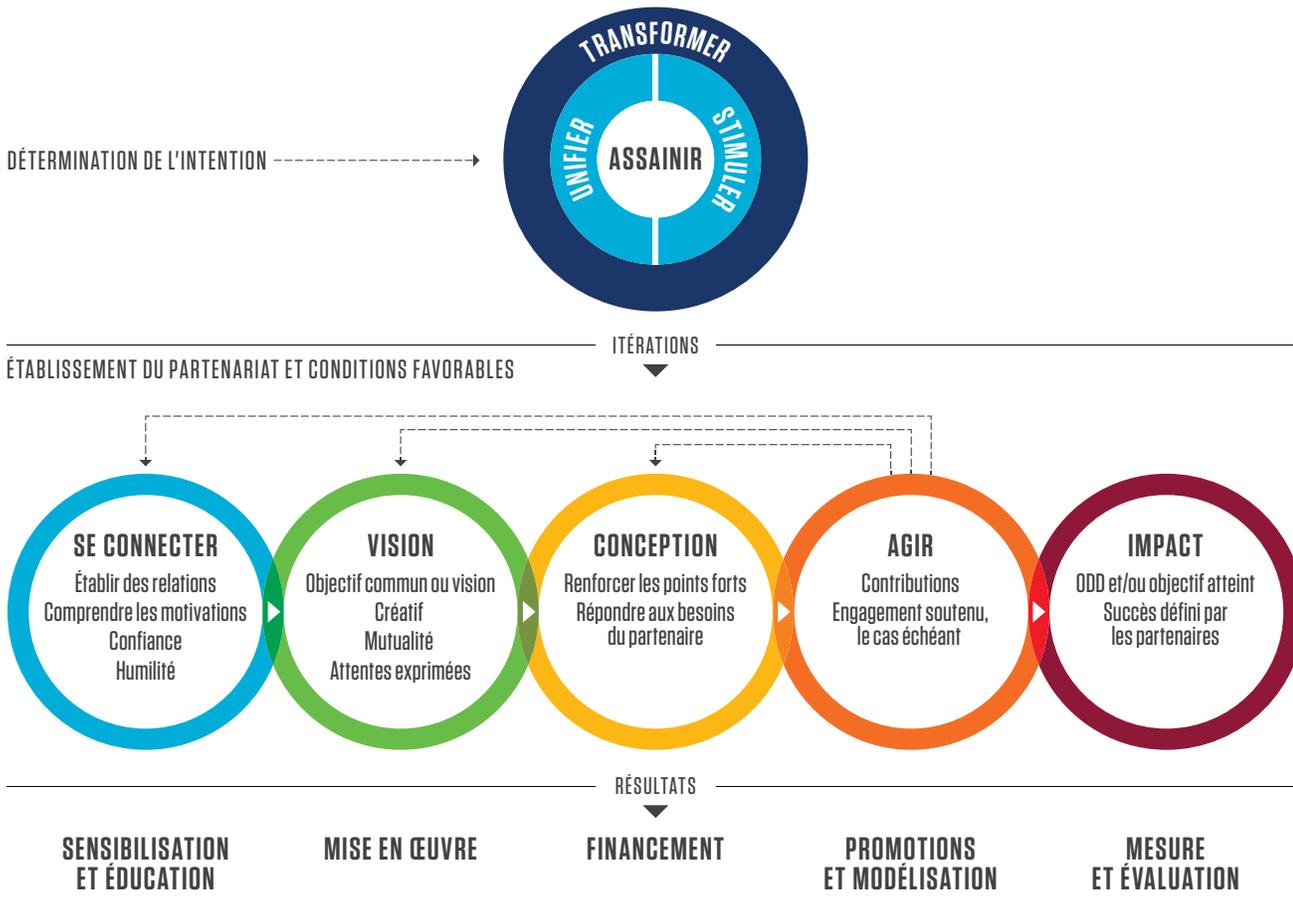
Au début du Sommet Génération ODD, les contributeurs ont commencé à discuter des défis à relever pour créer un partenariat fructueux. Certains défis communs ont émergé – trop de concurrence, pas assez de collaboration ou de coordination, trop peu de valeur accordée aux objectifs partagés et un manque de discussion ouverte et transparente. En s'inspirant du schéma de partenariat du Projet de développement économique de la collectivité de la Fédération canadienne des municipalités,⁷⁰ les participants ont élaboré un schéma du partenariat adaptatif (Figure 2).

69 Partenariat mondial pour la coopération au développement. (s.d.). Supporting the SDGs. Extrait de : <http://effectivecooperation.org/about/supporting-the-sdgs-goals/>

70 Fédération canadienne des municipalités. (2015). Stronger together. Extrait de : https://fcm.ca/Documents/reports/CEDI/cedi_toolkit_EN.pdf

Figure 2 : Schéma du partenariat adaptatif

Ce schéma décrit les étapes à suivre pour l'établissement de partenariats :



Détermination de l'intention

Comprendre la raison pour laquelle le partenariat est en train de se créer constitue une première étape importante pour assurer son succès, puisque celle-ci détermine les approches appropriées. Bien que cela puisse sembler évident, l'objectif du partenariat est souvent compris différemment selon les individus au sein des réseaux de partenaires ou au fil du temps. Ce schéma identifie quatre intentions de partenariat : guérir, unifier, stimuler et/ou transformer.

Pour paver la voie à la réussite, les partenaires potentiels peuvent d'abord évaluer le domaine où leur partenariat serait intentionnel, stratégique et utile. Identifier ouvertement les conflits et les défis potentiels peut révéler un terrain d'entente et des avantages mutuels. La manière dont l'impact ou le succès sera mesuré est un aspect important des partenariats qui est souvent omis aux

premières étapes de la planification, mais qui peut constituer un point de départ utile pour une éventuelle discussion.

Idéalement, les partenaires devraient d'abord s'efforcer d'assainir toute relation endommagée et de rétablir la confiance. Sur une base de confiance, les partenaires peuvent unifier leurs objectifs et stimuler les progrès. Finalement, les partenariats visent à transformer une approche en problème, projet, programme ou collectivité et peuvent nécessiter un examen approfondi afin de déterminer qui a été exclu des discussions de partenariat dans le passé et pourquoi. Ne pas identifier les inégalités historiques peut entraîner des faiblesses persistantes dans le projet et une culture de méfiance. Les enregistrements fréquents sont également un bon moyen de poursuivre un dialogue ouvert avec l'avantage supplémentaire de comprendre de manière proactive les défis qui peuvent surgir.



Vérité et réconciliation

Historiquement et encore de nos jours, les institutions et les autorités gouvernementales canadiennes ont placé les peuples autochtones dans une position, où leurs propres besoins et intérêts étaient soit secondaires, soit ignorés ou soit stratégiquement empêchés à des fins d'assimilation et de contrôle de la terre. Le système des réserves, les pensionnats indiens, la Loi sur les Indiens et l'exploitation des ressources qui se poursuivent aujourd'hui ont été les vecteurs de cette privation des droits.

Par conséquent, de nombreuses relations entre le Canada et les peuples autochtones sont fondées sur une tradition de méfiance due au désengagement intentionnel et aux abus systémiques. Les divergences entre ce qui est dit et ce que l'on veut dire doivent être abordées, et la diversité des perspectives existantes – hommes, femmes, jeunes, aînés, gardiens du savoir et gouvernements pré et postcoloniaux – est véritablement reconnue.

Nous devons travailler ensemble pour construire un avenir qui défende des valeurs communes telles que le respect, la responsabilité et la réciprocité.⁷¹

S'orienter vers cet avenir signifie suivre un chemin guidé par le travail et les recommandations des peuples autochtones et, de plus en plus, appuyé par un précédent juridique et une législation. En 2006, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), qui appelle à la mise en œuvre de la protection des droits de l'homme existante pour les peuples autochtones et fournit un cadre pour la justice et la réconciliation.⁷²

En 2016, le Canada a officiellement retiré son statut d'objecteur à la DNUDPA⁷³ et, en mai 2018, un projet de loi d'initiative parlementaire visant à assurer la conformité de ses lois de conformité avec la DNUDPA (projet de loi C-262) a été adopté par la Chambre des communes.⁷⁴

Le Canada est reconnu comme un ardent défenseur des droits de la personne à l'échelle mondiale, particulièrement auprès des femmes et des enfants, mais il subsiste un manque d'action à l'intérieur des frontières du Canada pour se réconcilier avec les peuples autochtones. Les contributeurs du Sommet Génération ODD ont posé la question suivante : qu'est-ce que les relations de nation à nation exigent de nous et comment respecter les différences sans exacerber le niveau de séparation?

La DNUDPA, associée aux 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada (CVR),⁷⁵ fournit des orientations pour la création de partenariats de nation à nation. Cela comprend la reconnaissance et le suivi des enseignements et des protocoles culturels des communautés autochtones. Un rapport du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale fournit de nombreuses informations sur l'idée de tresser les droits de l'homme des peuples autochtones avec les cadres juridiques existants.⁷⁶ La décolonisation des institutions, aussi fondamentale que notre système juridique, sera probablement un processus long et ardu, mais nécessaire.

Nous pouvons commencer ce processus en reconnaissant, en respectant et en appuyant la mise en œuvre de la DNUDPA par les autochtones.

71 Kirkenes, V. J. et Barnhardt, R. (2001). First Nations and higher education: The four R's - Respect, relevance, reciprocity, responsibility. In: Knowledge Across Cultures: A Contribution to Dialogue Among Civilizations. Extrait de : <https://www.afn.ca/uploads/files/education2/the4rs.pdf>

72 ONU. (2007). United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples. Extrait de : <https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/declaration-on-the-rights-of-indigenous-peoples.html>

73 Fontaine, T. (2016). Canada removing objector status to UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples. CBC News. Extrait de : <https://www.cbc.ca/news/indigenous/canada-position-un-declaration-indigenous-peoples-1.3572777>

74 Presse canadienne. (2018). Romeo Saganash's Indigenous rights bill passes in the House of Commons Extrait de : <https://www.cbc.ca/news/politics/saganash-undrip-bill-passes-1.4684889>

75 Commission de vérité et réconciliation du Canada. (2015). Calls to action. Extrait de : http://www.trc.ca/websites/trcinstitution/File/2015/Findings/Calls_to_Action_English2.pdf

76 Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale. (2017). UNDRIP Implementation: Braiding international, domestic and Indigenous laws. Extrait de : <https://www.cigionline.org/sites/default/files/documents/UNDRIP%20Implementation%20Special%20Report%20WEB.pdf>

Établissement du partenariat

Les schéma de partenariat, les boites à outils, les principes directeurs et les listes de contrôle de partenariat existants sont nombreux et bien documentés (voir l'annexe A). Les considérations suivantes s'inspirent de cette littérature et contribuent à l'établissement d'un partenariat solide :

- **Les partenariats doivent s'efforcer d'institutionnaliser une énergie culturelle qui inspire les champions actuels et futurs.** Reconnaître les structures de pouvoir et les privilèges parmi les réseaux partenaires est un aspect essentiel de la création d'espaces permettant aux individus de se développer, de communiquer ouvertement et d'y contribuer de manière significative. Ce qui motive la participation est le niveau d'identification de chaque partenaire avec les buts et objectifs du projet.
- **La clarté et la communication sont essentielles.** Les avantages potentiels et les valeurs des partenaires doivent être explicitement énoncés dès le début. Les avantages doivent être mutuels et peuvent même être conçus de manière codépendante (soit tous les partenaires en bénéficient, soit personne). Cette dernière approche est un moyen de transformer les intérêts acquis en partenariat, en renforçant la motivation de toutes les parties à collaborer et agir. Une autre approche pourrait être de lier les objectifs de partenariat aux mécanismes et projets existants. L'alignement sur les priorités actuelles peut conduire à des gains faciles et rapides pour les collaborateurs.
- **Définir les rôles et responsabilités des acteurs au sein du réseau.** Chaque partenariat bénéficie d'un leadership fédérateur et d'une capacité organisationnelle, de facilitateurs capables de communiquer efficacement avec des intervenants difficiles à rejoindre et de champions capables d'aider au sein de la collaboration comme à l'extérieur, pour aller de l'avant efficacement et surmonter les obstacles. Le partenariat devrait avoir un plan de relève pour qu'il puisse survivre et prospérer au-delà de la participation de ses initiateurs.
- **Les schémas de partenariat devraient être capables de s'étirer ou de se réduire en fonction du contexte et de l'évolution des besoins.** Les processus, les attentes et les capacités doivent être aptes à gérer aussi bien de grandes zones géographiques que de petites, de même que différents intérêts selon les réseaux de partenaires. Les partenariats résilients exigent non seulement une organisation et un financement efficaces, mais également des dimensions humaines souples et dynamiques. Assurer la diversité et un engagement actif pendant toute la durée du partenariat en action peut contribuer à renforcer cette résilience, mais peut aussi soutenir une plus grande motivation pour l'action.
- **La transparence et le partage des connaissances mènent à la confiance.** Cultiver une culture d'apprentissage et engager des « courtiers du savoir », tels que des journalistes et des éducateurs, est essentiel pour créer la libre circulation de l'information qui est fondamentale pour notre capacité à travailler efficacement ensemble. En outre, la mise en contact des « acteurs » avec les communicateurs permet aux autres d'observer, d'évaluer et de partager l'histoire des succès du partenariat.
- **Surveiller les objectifs, les cibles et le plan de travail du partenariat sur une base périodique.** Les problèmes complexes évoluent constamment, de nouveaux contextes et expériences contribuant à de nouvelles perspectives, relations et éléments de conception. Les catalyseurs de terrain,⁷⁷ tels que la Waterloo Global Science Initiative (WGSi), peuvent examiner ce paysage existant et fournir une fonction vitale en identifiant exactement les lacunes en matière de mise en œuvre et le type de partenariats nécessaires pour les combler. Les forums en ligne et les collectivités dédiées aux partenariats et à l'impact collectif sont des référentiels pour des études de cas, des ressources, des discussions et des webinaires pouvant aider un partenariat existant à parfaire son approche.⁷⁸

77 Hussein, T., Plummer, M. et Breen, B. (2018). How field catalysts galvanize social change. Stanford Social Innovation Review. Extrait de : https://ssir.org/articles/entry/field_catalysts

78 Partenariats des Nations Unies pour les ODD. (n.d). UN Partnerships for the SDGs platform. Extrait de : <https://sustainabledevelopment.un.org/partnerships/>

17



PARTENARIATS
POUR LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS

Point saillant de solution :

Un regroupement nommé : Meet Me at the Bell Tower

En 2011, fatigués d'avoir l'impression de n'être que des gens unis par la perte et le chagrin, les jeunes autochtones du nord de Winnipeg ont commencé à se réunir tous les vendredis soirs, peu importe la météo, à la Tour Bell à l'angle des rues Selkirk et Powers. Désormais officialisées sous le nom de Meet Me at the Bell Tower (MMBT), ces réunions hebdomadaires sont animées par Aboriginal Youth Opportunities (AYO) et offrent un temps et un espace pour que les membres de la collectivité et les organisations se rencontrent, nouent des relations et identifient les problèmes à résoudre.⁷⁹

Un partenariat avec l'Organisation communautaire pour les immigrants et les réfugiés du Manitoba (IRCOM) a permis de créer un MMBT, axé sur l'élimination des idées préconçues préjudiciables retenues par les nouveaux arrivants et la communauté autochtone, l'un à l'autre. « Nous essayons d'établir cette relation et de nous assurer que les membres de la communauté comprennent directement... [que] ce sont nos voisins, ce sont les membres de notre communauté et de les aider à éliminer les stéréotypes des deux côtés », a déclaré Mandela Kuet de l'IRCOM à propos de cette initiative.⁸⁰



Crédit photo : CC BY SA 4.0 <https://bit.ly/2iZjTmV>

79 Abusaleh, Q. (2017). Meet Me at the Bell Tower celebrates six years. The Manitoban. Extrait de : <http://www.themanitoban.com/2017/11/meet-bell-tower-celebrates-six-years/32964/>

80 Jetelina, M. (2015). The connection between immigrants and Aboriginal people in Canada's mosaic. Canadian Immigrant. Extrait de : <http://canadianimmigrant.ca/living/community/the-connection-between-immigrants-and-aboriginal-people-in-canadas-mosaic>

Fixer des objectifs

Établir des partenariats fructueux peut être difficile sans une idée de ce à quoi ressemble le succès. Établir des attentes raisonnables en matière de changement et choisir des objectifs de partenariat qui soient réalisables et mesurables constitue une première étape cruciale.

L'établissement d'objectifs conventionnels signifie généralement d'évaluer la capacité actuelle et de s'engager à un certain niveau d'amélioration. Le problème de cette approche est qu'elle limite automatiquement le partenariat à ses capacités, pratiques et visions actuelles et étouffe le potentiel d'innovation.

Une vision audacieuse et l'innovation sont essentielles pour atteindre les objectifs ambitieux du Programme 2030, d'autant plus que la réduction de l'écart pour de nombreux indicateurs nécessite une rupture totale avec le « statu quo ». L'analyse rétrospective est une approche développée par The Natural Step qui convient bien dans le cadre des ODD, car elle repose sur des principes de durabilité.⁸¹ Elle suit quatre étapes simples : visualiser l'objectif, en évaluer l'état actuel, générer des solutions créatives et les hiérarchiser.

La rétroplation peut s'appliquer au processus de création de partenariats pour la mise en œuvre des ODD, tout d'abord en définissant les objectifs du partenariat, puis en évaluant les capacités existantes et futures, et en identifiant les partenaires qui répondent aux besoins connus. Ce n'est pas la même chose que de trouver une entité avec qui travailler en premier, puis décider de ce qui est possible, pour enfin réaliser un objectif.

Conditions favorables

Les collectivités et la société civile ont le potentiel de proposer des solutions innovantes aux défis locaux, nationaux et mondiaux des ODD, et n'ont nullement besoin d'attendre que les paliers supérieurs du gouvernement assurent la coordination à travers le Canada. Ils peuvent et vont s'organiser, nouer des partenariats et élaborer leurs propres plans d'action. Néanmoins, chacun de ces efforts sera sous-optimal et les efforts nationaux du Canada en souffriront, si les conditions essentielles à la réussite des partenariats n'existent pas.

Les contributeurs au Sommet Génération ODD ont identifié des obstacles notables, tels qu'un manque de sensibilisation nationale sur les ODD, le manque de capacité au sein des collectivités à s'organiser et à consulter de façon appropriée et la réticence des ordres supérieurs de gouvernement à reconnaître que les contributions des collectivités et de la société civile sont essentiels à la réalisation des ODD.

Un certain soutien fédéral à la mise en œuvre des ODD a commencé à voir le jour en 2017 et 2018, y compris des fonds pouvant être mobilisés à des fins de partenariats internationaux public-privé (PPP) par l'intermédiaire de l'Institution de financement du développement du Canada.⁸²



81 The Natural Step. (s.d.). Backcasting. Extrait de : <http://www.naturalstep.ca/backcasting>

82 Gouvernement du Canada. (2017). Canada's Development Finance Institution. Extrait de : http://international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/multilateral-multilateraux/dfi-ifd.aspx?lang=eng

Dans le cadre de l'Examen national volontaire sur les progrès concernant les ODD mené par le Canada en 2018, le premier ministre Justin Trudeau a chargé huit ministres en vue de promouvoir leur mise en œuvre au Canada:

L'honorable Navdeep Bains

ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique

L'honorable Carolyn Bennett

ministre des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

L'honorable Marie-Claude Bibeau

ministre du Développement international et de la Francophonie

L'honorable Jean-Yves Duclos

ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social

L'honorable Patricia Hajdu

ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail

L'honorable Catherine McKenna

ministre de l'Environnement et du Changement climatique

L'honorable Maryam Monsef

ministre de la Condition féminine

L'honorable Jane Philpott

ministre des Services aux Autochtones⁸³

L'honorable Dominic LeBlanc, ministre des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur, et l'honorable François-Philippe Champagne, ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, ont été nommés en août 2018 et ont un rôle crucial à jouer dans la traduction des plans du gouvernement du Canada pour la mise en œuvre des ODD aux paliers de gouvernement infranationaux.⁸⁴

Statistique Canada (StatCan), le principal organisme de surveillance des ODD au Canada, est en train de générer des indicateurs canadiens pour chacune des 169 cibles. Les ministres susmentionnés, StatCan et d'autres seront coordonnés par une nouvelle unité d'ODD, au sein d'Emploi

et Développement social Canada.⁸⁵ Dans le budget fédéral de 2018, le gouvernement fédéral avait promis 50 millions de dollars sur 10 ans, dans le but de créer cette unité et de lui permettre de coordonner, de surveiller et de rendre compte des activités nationales en matière d'ODD.⁸⁶

En dépit de ces actions positives, une approche pangouvernementale n'a pas encore été mise en œuvre et un appel à l'action national n'a pas encore été lancé. L'absence persistante d'un discours national sur les ODD est un obstacle à la sensibilisation, à la coordination des efforts, à la réalisation de multiples avantages et à la mobilisation de ressources.

Tant que les conditions favorables liées aux partenariats pour le développement durable ne seront pas institutionnalisées, nous ne pourrions pas être vraiment efficaces dans la mise en œuvre des ODD. Parmi les domaines clés à évaluer et à intégrer, il convient de repenser la manière dont nous surveillons le changement social, l'éducation et la sensibilisation aux ODD, les droits de l'homme en tant que fondement du développement durable, et le financement audacieux et les finances pour soutenir les partenariats et les actions liées aux ODD (le financement est discuté en détail à partir de la p. 49).

Partage de l'information et éducation

Les efforts intentionnels pour localiser la façon dont le Canada mesure les progrès accomplis vers des objectifs sociétaux comme les ODD ont pris du retard, mais des organisations telles que le BCCIC et l'IIDD sont en train de démarrer des projets pilotes sur des cadres d'indicateurs communautaires dans les collectivités du Canada (voir p. 22 pour plus d'informations).

La collaboration entre les collectivités et StatCan contribuerait à renforcer ces efforts de façon rentable, puisque la main-d'œuvre, les compétences et l'expertise seraient réparties. En réunissant des compétences potentiellement diverses et en les reliant aux capacités institutionnelles, les partenariats peuvent être efficaces pour rassembler les compétences et l'expertise nécessaires à la mise en œuvre des ODD.

83 Gouvernement du Canada. (2018). Canada's implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development. Extrait de : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/20312Canada_ENGLISH_18122_Canadas_Voluntary_National_ReviewENV7.pdf

84 Cabinet du Premier ministre (2018). Minister of Intergovernmental and Northern Affairs and Internal Trade mandate letter. Extrait de : <https://pm.gc.ca/eng/minister-intergovernmental-and-northern-affairs-and-internal-trade-mandate-letter-august-28-2018>

85 Emploi et Développement social Canada. (2018). Canada highlighted its commitment to the 2030 Agenda at the United Nations High-level Political Forum on Sustainable Development. Extrait de : <https://www.newswire.ca/news-releases/canada-highlighted-its-commitment-to-the-2030-agenda-at-the-united-nations-high-level-political-forum-on-sustainable-development-688546871.html>

86 Gouvernement du Canada. (2018). Budget 2018: Chapter 4. Extrait de : <https://www.budget.gc.ca/2018/docs/plan/chap-04-en.html>



Point saillant de solution :

Partenariats de partage de données

S'appuyant sur des partenariats public-privé (PPP), les données collaboratives engagent des participants de différents secteurs dans des échanges de données afin de créer de la valeur publique. Les processus de partage de données, la prédiction et la prévision, l'étude et l'évaluation d'impact, le transfert de connaissances et les mécanismes de réponse sont quelques exemples de l'infrastructure de données nécessaire en vue d'accélérer la mise en œuvre des ODD.⁸⁷

La Banque mondiale vante le succès des PPP comme un moyen de gérer efficacement les achats, la maintenance du cycle de vie et la satisfaction du consommateur, tout en réduisant les risques.⁸⁸ Mais la leçon la plus précieuse qu'ils tirent de ces données collaboratives est un cadre d'alliances avec les intervenants communautaires en début de projet.⁸⁹

Une collaboration au Canada a permis à Fondations philanthropiques Canada de s'associer à Powered by Data, un collectif de données à but non lucratif basé à Montréal, afin d'étudier les moyens de soutenir la croissance des subventions basées sur des données. Leur rapport d'août 2018, *Le don efficace : Les données à l'appui de la philanthropie* se concentre sur le type d'infrastructure requis par les bénéficiaires, en analysant le rôle que celui-ci peut jouer d'un investissement préalable à un investissement ultérieur. Ce qui souligne la nécessité d'une infrastructure partagée « permettant aux données de circuler dans un écosystème aux divers intervenants ».⁹⁰

Une approche plus populaire est adoptée par Data For Good, un groupe de bénévoles d'une section régionale, qui associe des professionnels de l'information au secteur non marchand de Calgary, Edmonton, Kitchener-Waterloo, Montréal, Ottawa, Regina, Toronto et Vancouver. Ceux-ci discutent avec les clients potentiels afin de déterminer comment exploiter au mieux les données, et évaluer la valeur d'un projet de données et sa faisabilité.⁹¹

Open Data Exchange (ODX) basé à Waterloo présente un autre exemple de la façon dont un écosystème d'acteurs peut tirer parti de la collecte de données pour créer une valeur économique. ODX, une initiative de PPP, vise à créer un accès rapide à des données ouvertes et regroupe des sources de données publiques et privées permettant de générer des idées.⁹² Son modèle de conciergerie de données, dans lequel ODX aide les utilisateurs à identifier les sources de données ouvertes potentielles et sous licence pertinentes, pourrait être un avantage pour un écosystème de données axé sur les ODD, en particulier pour les questions où l'articulation de problèmes axée sur les données pourrait aider à stimuler les innovations du secteur privé, pour leur permettre de résoudre les problèmes communautaires profondément enracinés.

87 GovLab. (s.d.). Data collaboratives. Extrait de : <http://datacollaboratives.org/>

88 Groupe de la Banque mondiale. (2016). Government objectives: Benefits and risks of PPPs. Retrieved from: <https://ppp.worldbank.org/public-private-partnership/overview/ppp-objectives>

89 Marques de, I. (2017). How do you build effective public-private partnerships? Yale Insights. Extrait de : <https://insights.som.yale.edu/insights/how-do-you-build-effective-public-private-partnerships>

90 Fondations philanthropiques Canada. (2018). Effective giving: Using data to inform philanthropy. Extrait de : <https://pfc.ca/wp-content/uploads/2018/08/english-pfc-data-infrastructure-brief-1-final.pdf>

91 Data for Good. (s.d.) About. Extrait de : <https://dataforgood.ca/about-us/>

92 Institut des données ouvertes du Canada. (s.d.) About us. Extrait de : <https://codx.ca/about-us/>

Un autre exemple de ce type de partenariat est le Réseau des solutions pour le développement durable (SDSN). Créé en 2012, le SDSN s'efforce de mobiliser une expertise mondiale, d'accélérer l'apprentissage mixte et de promouvoir des approches intégrées pour relever les défis sociaux, économiques et environnementaux liés à la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'accord de Paris sur le climat de 2015.⁹³

De l'international au local, le SDSN encourage de multiples niveaux de partenariat via ses plus de 30 sections régionales et nationales. SDSN Canada a été lancé en mai 2018 et son réseau national est basé à l'Université de Waterloo. Au cours de la cérémonie de lancement, les membres et les participants ont souligné la nécessité pour que les établissements d'enseignement travaillent dans le sens des ODD, par le biais de collaborations en matière d'enseignement et de recherche.⁹⁴

L'éducation joue un rôle clé dans les partenariats, car elle peut autonomiser les individus et contribuer à égaliser les règles du jeu pour tous. Bâtir une base d'éducation équitable crée un espace où les contributions de chaque intervenant sont valorisées et respectées. L'éducation sensibilise non seulement aux défis à relever, mais jette également les bases pour élargir

les perspectives qui rendent possible la prise en compte des partenariats. Par exemple, l'éducation peut conduire à valoriser différentes façons de savoir ou de faire. Bien que de nombreux efforts soient en cours pour faire connaître les ODD par le biais des systèmes d'éducation public provinciaux,⁹⁵ pour être efficace, cela doit s'enraciner dans les programmes et la formation des enseignants.

Des efforts doivent être faits pour réduire les redondances et combler les lacunes liées à la mise en œuvre des ODD, et les partenariats sont bien placés pour contribuer à y arriver. S'assurer que les mécanismes de financement permettent de prendre des risques et de les prendre en charge est une étape décisive pour combler ces lacunes. Les chiens de garde et les surveillants semblables doivent continuer à donner la parole à ceux qui n'en ont pas, tout en maintenant la responsabilité publique vis-à-vis d'entités plus autoritaires.

Enfin, alors que cette section souligne les conditions favorables, il est important de reconnaître que l'activation est souvent l'objectif des « champions » de l'organisation. L'identification de ces champions devrait être un objectif des efforts d'ODD, en particulier lors de la formation de partenariats.

93 SDSN. (s.d.) Vision and organization. Extrait de : <http://unsdsn.org/about-us/vision-and-organization/>

94 Université de Waterloo. (2018). SDSN Canada launch event Extrait de : <https://uwaterloo.ca/sustainable-development-solutions-network-canada/about/sdsn-canada-launch-event>

95 MCIC. (2018). Sustainable Foundations: a guide for teaching the Sustainable Development Goals. Extrait de : http://mcic.ca/pdf/SDG_Primer_FINAL.pdf

14



VIE AQUATIQUE

Point saillant de solution :

Restaurer les droits et établir de nouveaux partenariats

[Wígvílba-Wákas Harvey] Humchitt est un *hemas*, un chef héréditaire. Traditionnellement, les *hemas* et leurs hommes et femmes de confiance, *auuks*, supervisaient la pêche au hareng, guidés par les droits coutumiers, les enseignements et les croyances connus sous le nom de *givilás*.

Il en a été ainsi pendant des milliers d'années – jusqu'au moment du contact avec les Blancs et le début, dans les années 1870, d'une pêche commerciale régie par une loi sur les pêches, privant les Peuples autochtones de leur droit de pêcher sauf pour se nourrir, et même dans de sévères restrictions, et ignorant les systèmes de gestion et les méthodes de pêche autochtones.

Les pêcheurs non autochtones ont eu un accès pratiquement illimité à la pêche au hareng, et ce, surtout avec l'avènement de la mécanisation de la flotte et l'introduction, dans les années 1930, d'une pêche minotière, qui a transformé le hareng en farine et en huile de poisson. Dans les années 1960, cette énorme « pêcherie qui tue » avait emporté des milliards de poissons et avait pratiquement anéanti les stocks au point que toute pêche avait été fermée en Colombie-Britannique entre 1969 et 1972. Les populations se sont suffisamment rétablies, du moins selon le gouvernement et l'industrie, pour justifier la réouverture de la pêche au hareng dans les années 1970.

[...]

La pêche commerciale a créé « des ravages sur l'eau », déclare Dúqváísla William Housty, leader culturel respecté des Heiltsuks et gestionnaire des ressources naturelles. « C'est comme un ouragan, cette chose étrangère qui perturbe tout. » Surtout la santé des stocks de hareng eux-mêmes.

[...]

En fin de compte, Pêches et Océans Canada (MPO) ne pouvait plus l'ignorer. La pêche commerciale a été fermée dans trois zones où les populations avaient diminué : Haida Gwaii, un

archipel au large de la côte nord de la Colombie-Britannique en 2005; sur la côte ouest de Vancouver en 2006; et dans la zone 7, dans les eaux des Heiltsuks, en 2008. Même s'ils n'y étaient pas obligés, les Heiltsuks suspendaient volontairement leur propre pêche de hareng. Pendant un certain temps, du moins, le hareng a eu un temps de répit au milieu d'une confrontation difficile entre la flotte commerciale, le MPO et les Premières nations.

Puis, vint 2015.

« Nous avons ramé, surtout les femmes et les enfants », se souvient Saul Brown du jour où les Heiltsuks ont pris en main la question de la pêche au hareng.

« Nous avons pris la décision de protéger nos droits », déclare Núkva Kelly Brown, planificatrice des ressources naturelles et négociatrice de longue date pour les Heiltsuks et, aujourd'hui, directrice du Département de la gestion intégrée des ressources heiltsuks (HIRMD). « Pour y arriver, vous devez vous impliquer à 100 %. »

[...]

[Après une occupation de quatre jours du bureau du MPO de Denny Island], le MPO a capitulé. Bien que son résumé officiel pour la pêche au hareng de 2015 sur l'ensemble du littoral indique une ouverture au filet maillant de midi à 20 h, le 31 mars, aucun hareng n'a été capturé dans la zone 7. « Nombre de permis : 60. Quota : 600 tonnes. Nombre de prises : 0, » selon le résumé.

Slett sauta de joie. « Nous avons réussi! [Le chenal Spiller] était notre zone interdite et personne n'y est allé. »

Peut-être encore plus significatif, à long terme, était la promesse du MPO de gérer immédiatement la pêche au hareng dans la zone 7 d'un commun accord avec les Heiltsuks, en incorporant officiellement leurs connaissances et leurs priorités dans les prévisions de stocks et les plans de gestion pour la première fois.

Cela signifie d'avoir des observateurs heiltsuks sur des bateaux d'essai. Cela signifie que des scientifiques heiltsuks siégeant au sein de comités techniques et des heiltsuks fournissent des conseils sur tous les aspects de la pêche. Et cela signifie une autorisation conjointe de toute décision de pêche.

Cet accord a du mordant. En 2016, première saison après l'occupation du bureau du MPO, le taux de pêche a été ramené de 10 % à 7 % des stocks disponibles et la pêche à la rave dans le chenal Spiller a été complètement fermée. Au total, 239 tonnes de hareng ont été capturées sur la côte centrale par les senneurs cette année-là. Pendant ce temps, les Heiltsuks se sont vu attribuer 109 tonnes d'œufs de hareng commerciaux sur varech (généralement désignés par rogue sur varech [SOK] dans la réglementation).

En 2017, le quota de pêche à la senne avait été fixé à 219 tonnes, mais par un accord entre le MPO et les Heiltsuks la pêche commerciale n'a jamais été ouverte. Encore une fois, le quota de SOK heiltsuk était de 109 tonnes cette année-là.

Cette année, la flotte commerciale a exercé de fortes pressions pour obtenir la permission de larguer à nouveau ses filets dans le chenal Spiller, ce qui représentait entre 600 et 800 tonnes.

Toutefois, selon l'interprétation des Heiltsuks à propos des données recueillies auprès du MPO, les stocks étaient encore trop faibles pour cela.

« Cette année, nos gars ont exercé beaucoup de pression pour qu'ils refusent », déclare Kelly Brown. « Tout le monde a dit non, il n'y a pas assez de hareng, donc pas de pêche à la rave.

C'est ce qu'ils ont dit au MPO en février dernier. Le 1^{er} mars [2018], le MPO a annoncé qu'il avait accepté de suspendre la pêche commerciale du hareng rogué sur la côte centrale en 2018, après que les Heiltsuks et le MPO eurent été « incapables de s'entendre sur l'État de santé des stocks », ce qui permettrait

de procéder à la fois à une pêche commerciale et à une récolte de la rogue de hareng sur varech heiltsuk. Le quota de récolte de la rogue sur varech des Heiltsuks a en fait été augmenté à plus de 136 tonnes. La pêche commerciale a été complètement fermée.

[...]

« C'est la première fois qu'ils le font pour toute l'industrie de la pêche, où que ce soit », déclare Brown, « Pas de pêche commerciale, même pas symbolique. »

Est-ce si radical comme approche? Lorsque les libéraux fédéraux sont arrivés au pouvoir en 2015, ils l'ont fait en promettant d'honorer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui exige le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones pour toute décision relative aux ressources qui les concernent. Le gouvernement semble être incroyablement en conflit quant à la manière de procéder, en particulier lorsqu'il s'agit de gros achats, tels que des pipelines et des barrages hydroélectriques.

Pour ce qui est de la pêche au hareng sur la côte centrale, vous avez une Première Nation qui a participé à un processus de collaboration approuvé par le gouvernement, insistant sur le fait que leur modélisation conjointe ne suffisait pas à convaincre la communauté que les stocks pouvaient résister à une pêche commerciale, qui a déclaré au gouvernement qu'il n'avait pas le consentement des autochtones pour autoriser une ouverture, et le gouvernement a écouté et agi en conséquence

[...]

Ceci est un extrait d'Of Roe, Rights and Reconciliation [De la rogue, des droits et de la réconciliation], écrit par Ian Gill pour le magazine Hakai, publié à l'origine en août 2018.⁹⁶

96 Gill, I. (2018). Of roe, rights and reconciliation. Hakai Magazine. Extrait de : <https://www.hakaimagazine.com/features/of-roe-rights-and-reconciliation/>

Résultats des partenariats liés aux ODD

Le besoin d'agir sur les ODD a été clairement expliqué ici, et par de nombreux autres acteurs œuvrant à la réalisation du Programme 2030. Les partenariats pour la mise en œuvre des ODD peuvent avoir un impact grâce à une variété de résultats de partenariat généraux, notamment par :

- la sensibilisation et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre des ODD;
- la mise en œuvre d'actions stratégiques permettant d'atteindre les cibles au sein des ODD;
- le financement de ces actions et partenariats;
- l'identification des défenseurs des ODD;
- la surveillance, l'évaluation et le compte rendu de l'état et de l'efficacité des partenariats.

Au moment de publier ce rapport, les efforts formels pour atteindre les ODD datent d'un peu plus de trois ans. Les partenariats fondés sur la collaboration d'ODD contribuent déjà à mobiliser des intervenants plus engagés, provenant de milieux de plus de plus divers, comme en témoignent les points saillants de solution tout au long de cette publication de rapport.

Nous reconnaissons également que, même si les ODD fournissent un cadre mondialement reconnu et un langage commun, tout le monde n'a pas encore identifié son travail dans ce contexte. Tout ce travail qui ne cesse de contribuer au Programme 2030 mériterait d'être reconnu et célébré.

17



PARTENARIATS
POUR LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS

Point saillant de solution :

Alliance 2030

Alliance 2030 est un réseau canadien d'organisations et de personnes qui, collectivement, souhaitent réaliser le Programme à l'horizon 2030. Il est issu d'Alliance 150, un programme mis au point par les Fondations communautaires du Canada lors du 150^e anniversaire du Canada en 2017. Alliance 2030 a été officiellement lancée lors du Forum politique de haut niveau en 2018, coïncidant avec le premier examen national volontaire du Canada.

Alliance 2030 est principalement convaincue que les ODD peuvent être atteints d'ici 2030 au Canada et à l'étranger, en travaillant de façon créative et en collaborant à tous les niveaux, tant à l'échelle locale que mondiale. Le réseau fonctionne comme un organisateur et un facilitateur pour améliorer le travail fait de tous les membres à travers le Canada.

Voici les objectifs d'Alliance 2030 pour les mois et les années à venir : attirer l'attention sur les priorités canadiennes telles que la réconciliation autochtone, l'égalité des genres, la croissance solidaire, le climat, les océans et autres; générer des connaissances exploitables pour la mise en œuvre des ODD; s'assurer que ces connaissances sont accessibles; collaborer à générer des données solides; profiler des recherches clé; mettre en commun des fonds sur le réseau; et encourager le soutien du Programme 2030 (y compris la sensibilisation aux ODD) pour aider à établir une approche pancanadienne, en vue de réaliser ses objectifs.

Alliance 2030 a identifié une condition habilitante fondamentale : l'identification et l'autonomisation de catalyseurs pouvant faciliter la réalisation des objectifs du réseau. C'est la raison pour laquelle une approche intersectorielle incluant les gouvernements, la philanthropie publique et le secteur privé est adoptée.⁹⁷

D'autres initiatives aux vues similaires montrent également que l'action collective et la promotion de réseaux axés sur les ODD constituent le meilleur moyen de mettre en œuvre le Programme 2030. Geneva 2030 Ecosystem est le réseau créé pour coordonner et renforcer les actions collectives de certaines d'acteurs basés à Genève, un groupe qui comprend des agences des Nations Unies, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations du secteur privé et des établissements universitaires.⁹⁸ Il est organisé conjointement par l'IIDD et SDG Lab, une ONG suisse.

Le Pacte mondial des Nations Unies, lancé par Kofi Annan en 2000, en est un autre exemple. L'initiative de développement durable la plus importante au monde comprend 9819 entreprises dans 164 pays.⁹⁹ Il s'agit d'un cadre fondé sur dix principes dans les domaines des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. Le réseau canadien Global Compact Network Canada, lancé en juin 2013, vise à unifier et à renforcer les capacités du secteur privé canadien et à faire progresser les dix principes du Programme 2030.¹⁰⁰

97 Alliance 2030.0 (2018). Alliance 2030 formally launches at High Level Political Forum on Sustainable Development. Extrait de : <https://alliance2030.ca/alliance-2030-formally-launches-high-level-political-forum-sustainable-development/>

98 Genève 2030. (s.d.) Ecosystem. Extrait de : <http://geneva2030.org/en/ecosystem/>

99 Pacte mondial de l'ONU. (s.d.) What is Global Compact? Extrait de : <https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/participants>

100 Réseau canadien du Pacte mondial. (s.d.) About. Extrait de : <https://www.globalcompact.ca/about/gcnc/>

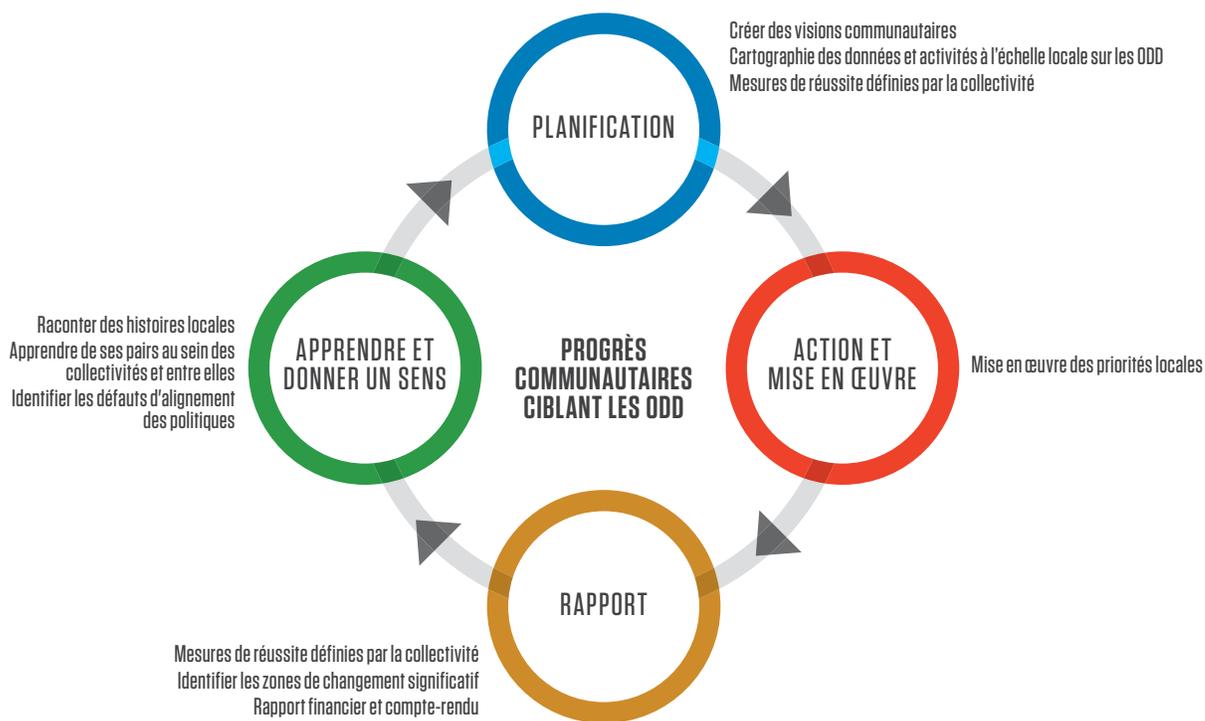
RESPONSABILITÉ

Le Programme à l'horizon 2030 est une entreprise de très grande envergure, voilà pourquoi 193 pays ont décidé collectivement de s'attaquer ensemble à ces défis de développement durable. Cependant, lorsque tant d'autres organisations actives s'y engagent, la complaisance est facile. Une telle diffusion de la responsabilité peut nuire à l'ensemble du projet.¹⁰¹

C'est pourquoi des mécanismes permettant de suivre la responsabilité des progrès qui retombe sur des individus et des organisations spécifiques sont nécessaires. La responsabilité ne devrait pas être principalement utilisée pour pénaliser ceux qui font un véritable effort mais qui ont du mal à progresser. Au lieu de cela, les mécanismes de responsabilité peuvent s'efforcer d'identifier les domaines dans lesquels d'autres intervenants peuvent contribuer au succès grâce à la collaboration ou au renforcement des capacités.

La localisation du Programme 2030 commence par la reconnaissance du fait que les collectivités sont la voix la plus efficace et la plus crédible pour la recherche de solutions à leurs besoins spécifiques. Dans cette section, un « Cercle vertueux » (Figure 3) de planification, de mise en œuvre/d'action, de rapport et d'évaluation, d'apprentissage et de compréhension est présenté comme un schéma potentiel, permettant de placer les collectivités au cœur de la planification, de la mise en œuvre et de la responsabilité. Un principe fondamental de ce schéma est que le progrès est défini par la collectivité elle-même.

Figure 3 : Le cercle vertueux de la responsabilité



101 Kassin, S., Fein, S., Markus, H. et Burke, T. (2013). Social Psychology. Toronto: Nelson Education

Chaque phase décrit comment les collectivités peuvent encourager le respect, promouvoir la responsabilité individuelle et collective, créer des relations au sein d'elles-mêmes et entre elles et d'autres acteurs à différents paliers de gouvernement, et encourager la réciprocité – en vue de renforcer la responsabilité pour progresser.

Quand ils sont bien faits, les projets commencent par des solutions menées par la collectivité et des mesures de réussite définies par celle-ci, identifient et évaluent les progrès, et voient les résultats et modifient ce travail pour elle-même. Le processus lui-même peut amener les membres de la collectivité à participer au processus, car ils considèrent qu'il est utile de faire partie de la collectivité.

En documentant ce déplacement et le changement positif qu'il apporte à la collectivité, une base de preuves solide peut lentement être mise sur pied. Cela renforcera les appels lancés aux gouvernements provinciaux et fédéral, pour qu'ils délèguent davantage d'autorité aux collectivités sur la bonne voie, créant ainsi des conditions favorables pour une action menée par les collectivités (voir p. XX pour plus d'informations).

Le succès d'une collectivité dans l'édification d'une plus grande responsabilité envers et pour elle-même peut être déterminé par les conditions favorables suivantes : une transparence radicale, des données ouvertes et accessibles, un changement de la reconnaissance constitutionnelle des municipalités et des autorités autochtones, une amélioration des relations de nation à nation, une cohérence des politiques au sein des paliers de gouvernement et entre eux, un alignement sur les priorités locales, un financement réactif, des médias locaux transparents, indépendants et d'investigation, ainsi que des mécanismes d'engagement communautaire accessibles.

Transparence et données

La transparence porte sur comment les choses sont produites – d'où proviennent les données, quels processus ont été utilisés pour transformer ces données en informations, qui était engagé, pourquoi d'autres personnes ne s'y étaient pas engagées et qu'a-t-on appris pour les processus à venir.

L'idée est de démystifier les processus et les intentions afin d'établir la confiance. Cela demande de reconnaître le fait que les gens réagissent plus souvent aux émotions qu'aux faits objectifs. La théorie du sensemaking donne un aperçu de ce phénomène, notamment en ce que les gens privilégient généralement la plausibilité plutôt que les faits (par exemple : « Je me méfie de cela car cette organisation pourrait me faire du mal, malgré le mandat explicite de l'organisation qui consiste à aider »). Les attachements émotionnels aux expériences passées peuvent l'emporter sur la réalité d'une expérience actuelle.¹⁰²

Prenons l'exemple suivant : une instance décisionnelle, appelons-la Organisation X, qui souhaite s'engager avec une collectivité marginalisée, afin de mieux comprendre comment celle-ci peut jouer un rôle dans l'élimination des obstacles institutionnels au succès de cette collectivité. Cette dernière a peut-être vécu des expériences avec d'autres organisations semblables qui souhaitaient poursuivre un développement pour le bénéfice d'autrui, mais qui étaient également tenues de fournir certains avantages à cette collectivité. Les membres de la collectivité ont peut-être tenté de collaborer avec cette organisation, mais ils se sont peut-être sentis ignorés en raison d'un manque de communication et de la probabilité que l'organisation soit simplement là pour « cocher une case ». Ces expériences pèsent lourdement sur les interactions futures avec des organisations semblables, malgré la volonté réelle d'améliorer la situation.

Dans cet exemple, l'Organisation X devrait être proactive en matière de reconnaissance et de validation des expériences passées, en veillant à éviter les déclencheurs qu'elle peut contrôler et en faisant preuve de transparence quant à la manière dont elle entend aller de l'avant d'une façon plus positive. Lorsqu'une certaine approche ou stratégie est promise, elle doit être adoptée tel que discuté avec la collectivité, autrement cette dernière devra y prendre part et en être informée dès qu'il y a un changement. L'expérience positive que cela créerait pourrait ouvrir des portes à cette même organisation ou à une autre semblable, plus tard. Ainsi, les liens émotionnels comblent les lacunes.

Établir des expériences positives dans ces scénarios commence par promouvoir un sentiment de valeur pour les intervenants et leurs perspectives. Un moyen d'y parvenir est de partager ouvertement les informations au fur et à mesure de leur création et d'engager les intervenants dans le processus de création de connaissances et/ou de solutions. À petite échelle, une organisation guiderait les intervenants tout au long de ses processus, renforçant ainsi leur capacité à contribuer en cours de route. À plus grande échelle, les données ouvertes et accessibles impliquent le partage de données nationales, provinciales, locales et communautaires par le biais de plateformes facilement compréhensibles.

Les raisons pour affiner les données dans le cadre de la responsabilité sont nombreuses. L'intérêt croissant suscité par l'amélioration de la société au cours des dernières décennies a conduit à la collecte de plus de données. Une grande partie de ces données a été à peine exploitée, car la gestion des « mégadonnées » est une pratique émergente. Les questions de protection de la vie privée et les données intentionnellement

102 Weick, K.E. (1995). Sensemaking in organizations. Thousand Oaks, California: SAGE Publications Inc.

asymétriques (par exemple : les fausses informations, les « faits alternatifs », les mêmes sur les réseaux sociaux, les intérêts enracinés) sont plus présentes que jamais dans l'esprit du public.

Nous ne reconnaissons pas régulièrement la quantité de données personnelles collectées quotidiennement,¹⁰³ souvent via l'utilisation d'applications ou en accédant à certains sites Web. Mais des violations de données très médiatisées, telles que les scandales Facebook et Cambridge Analytica, où les données brutes de près de 87 millions de profils Facebook ont été collectées illégalement par une tierce partie sans le consentement des utilisateurs, montrent à quel point nos données sont traitées avec désinvolture.¹⁰⁴ Cette vulnérabilité de nos données sensibles conduit à un scepticisme général vis-à-vis de la collecte de données en général. Des données de qualité sont essentielles pour progresser sur les ODD, mais le maintien de la confiance du public grâce à la transparence des données est tout aussi important.

L'adoption du Programme 2030 a également modifié la réflexion globale et les discussions sur les priorités. Les responsables de la mise en œuvre ont reconnu que les données nécessaires pour mesurer les indicateurs de réussite ne sont souvent pas disponibles. Lorsque des données existent, elles appartiennent souvent à des intérêts privés ou sont dispersées entre des acteurs – nécessitant des efforts importants de normalisation et d'harmonisation pour être utiles. Heureusement, certains gouvernements et organismes privés (voir l'encadré à la p. 32) s'efforcent de rendre les données et informations plus transparentes, accessibles et compréhensibles.

L'Index des villes ouvertes du Public Sector Digest est une collaboration entre les municipalités (68 municipalités depuis 2017), afin d'évaluer le niveau d'accessibilité des bases de données mises en évidence par les participants.¹⁰⁵ Les résultats sont retournés à toutes les municipalités participantes, qui peuvent ensuite travailler pour améliorer l'accès aux bases de données considérées. Essentiellement, chaque municipalité est volontairement contrôlée par ses pairs. En améliorant l'ensemble de données de chaque municipalité et en fournissant un accès aux données des autres, cela signifie que les participants à l'Index obtiendront des informations plus fiables.

De même, le Réseau provincial de contrôle de la qualité de l'eau (ruisseau) de l'Ontario est un référentiel accessible au public, où les données de contrôle de la qualité de l'eau provenant de dizaines de partenaires chargés du suivi dans toute la province sont organisées et stockées.¹⁰⁶ Lorsqu'un membre du public télécharge des fiches de

données, des onglets expliquent la nature de chaque paramètre et la signification des codes; aucune formation scientifique n'est requise. Toute personne est libre de visualiser et d'utiliser les données à ses propres fins, à condition que les enregistrements de données soient attribués au Réseau.

Les pratiques représentées dans ces exemples – partage des données, examen par les pairs et transparence, capacité à conserver et à utiliser des données de façon indépendante – sont reflétées dans les principes PCAP® (propriété, contrôle, accès, possession) établis par le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations pour fixer les normes sur la façon dont les données des Premières Nations devraient être collectées, protégées, utilisées ou partagées. La **Propriété** fait référence à la relation collective de la collectivité qu'elle entretient avec ses données et information, à l'instar de la « propriété » des renseignements personnels détenus par un individu. Le **Contrôle** fait référence à la collecte, à la divulgation, à l'utilisation et à la destruction des données. L'**Accès** de la collectivité aux données et à l'information, quel que soit l'endroit où elles se trouvent, sous-tend le troisième principe. Le dernier pilier, la **Possession**, traite de l'état de la gestion par la maintenance des données et de la compétence pour protéger le contrôle.¹⁰⁷

La transparence des données et des informations est pertinente pour les processus à l'ensemble de la société. Les intervenants dans plusieurs secteurs, pas seulement le gouvernement, jouent un rôle essentiel dans la mesure et la communication des actions et des impacts qui en résultent. Il convient également de noter que des mesures efficaces pour évaluer les impacts des ODD sont encore en cours d'élaboration, telles que les indicateurs de Statistique Canada pour chacune des 169 cibles, ainsi que par le biais d'un rapport du SDSN au Secrétaire général de l'ONU.¹⁰⁸

Souvent, le propriétaire des données ne les a ni collectées ni analysées. Les données peuvent être produites et partagées dans le schéma de partenariats entre chercheurs et organisations. Plusieurs parties peuvent être engagées à différentes étapes. Par exemple, un organisme de contrôle pourrait compiler des données pour un organisme gouvernemental (le propriétaire des données). Un chercheur pourrait analyser les données et rédiger un rapport destiné à un groupe communautaire qui utilise cette information pour influencer les décisions du gouvernement.

103 Tomlinson, A. (2017). 'We're paying with our data': Why privacy can be a problem with apps. CBC The Marketplace. Extrait de : <https://www.cbc.ca/news/technology/marketplace-apps-privacy-smartphone-1.3919832>

104 Chang, A. (2018). The Facebook and Cambridge Analytica scandal, explained with a simple diagram. Vox. Extrait de : <https://www.vox.com/policy-and-politics/2018/3/23/17151916/facebook-cambridge-analytica-trump-diagram>

105 Public Sector Digest. (s.d.) Open Cities Index. Extrait de : <https://publicsectordigest.com/open-cities-index-oci>

106 Gouvernement de l'Ontario. (s.d.). Provincial (Stream) Water Quality Monitoring Network. Extrait de : <https://www.ontario.ca/data/provincial-stream-water-quality-monitoring-network>

107 Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations. (s.d.). OCAP®. Extrait de : <https://fnigc.ca/ocap.html>

108 SDSN. (2015). Indicators and a monitoring framework for the Sustainable Development Goals: A data revolution. Extrait de : <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2013150612-FINAL-SDSN-Indicator-Report1.pdf>

Dans ces cas, la transparence des producteurs de données et d'information – et pas seulement les propriétaires et les utilisateurs d'information – est également nécessaire. Dans l'exemple décrit ici, cela impliquerait de comprendre comment les données de surveillance ont été collectées et analysées.

Il existe des approches pour la création transparente de données, d'information et de solutions. La cocréation est une approche issue des pratiques relatives aux entreprises, mais qui a été adaptée à l'ensemble de la société dans tout, de la recherche jusqu'à la gouvernance en passant par les services sociaux et la réponse aux crises. La cocréation implique une interaction ciblée dans laquelle le fournisseur de services, le décideur ou une autre autorité génère collectivement une solution mutuellement bénéfique à un problème avec le client, la collectivité concernée ou un autre intervenant semblable.¹⁰⁹ La programmation, la production de connaissances et la diffusion des résultats se font en collaboration.¹¹⁰

Lors de la production de données ou d'information, la Recherche communautaire (RC) est un cadre utilisé dans toutes les sciences sociales et comprend les huit principes de pratique suivants :

1. La collectivité est une unité d'identité définie par ses propres membres;
2. La RC s'appuie sur les forces et les ressources de la collectivité et les utilise;
3. Les partenariats de collaboration tout au long de la recherche doivent être facilités;
4. La connaissance et l'action sont intégrées pour le bénéfice mutuel de tous les partenaires;
5. La RC encourage le coapprentissage et l'autonomisation qui s'attaquent aux inégalités sociales;
6. Le processus est cyclique et itératif;
7. Des approches positives (par ex. : la santé physique, mentale et sociale et le bien-être social) et des approches écologiques (par ex. : la prise en compte de facteurs biomédicaux, économiques, culturels et autres pour la santé) sont utilisées; et
8. Diffuser les résultats et les connaissances à tous les partenaires.¹¹¹

Une caractéristique de la RC veut que la collectivité soit définie comme étant plus qu'un lieu ou un cadre. Ses identités sociales et culturelles sont reconnues. Tout comme la cocréation, les participants à la recherche s'impliquent dans tous les aspects de la création de connaissances. La science citoyenne, où des volontaires du public sont formés et dotés des outils nécessaires pour surveiller certains aspects de l'environnement, tels que le signalement des espèces envahissantes ou la réalisation de leur propre échantillonnage de l'eau à l'aide de trousseaux, est un exemple de cocréation de données.

Au-delà des rapports, des exemples tels que Peg (voir p. 23) démontrent la capacité des membres de la collectivité à apporter une contribution précieuse à différentes étapes du processus. En fait, le processus de Peg pour la cocréation d'indicateurs du bien-être en ville engage la collectivité dans l'aspect le plus critique de la responsabilité, pour la mise en œuvre des ODD : comment mesurer les progrès.

La communication et les médias

Le paysage médiatique canadien est en pleine perturbation sans précédent, causant de graves répercussions sur la fonction civique du journalisme et des médias. Selon *The Shattered Mirror*, un rapport publié en 2017 par l'Institut de politique publique, faisant réfléchir sur l'écosystème de l'actualité au Canada, près d'un tiers des emplois en journalisme au Canada ont été perdus depuis 2010. La baisse du nombre de tirages, la baisse des revenus qui en sont tirés et le marché publicitaire en ligne dominé par Google et Facebook ont tous contribué au déclin continu de l'industrie.¹¹²

Le problème est encore plus aigu en ce qui concerne les publications locales, où 250 organes de presse répartis dans 180 collectivités ont été fermés depuis 2008 (Figure 4).¹¹³ Les publications ont parfois réussi à éviter la faillite par des fusions, ce qui a souvent entraîné une baisse constante de la couverture de l'actualité locale et une augmentation du contenu syndiqué (voir p. 43 pour plus d'information).

109 Grönroos, C. et Voima, P. (2013). Critical service logic: making sense of value creation and co-creation. *Journal of the Academy of Marketing Science*. 41(2): 133-150. Extrait de : https://www.researchgate.net/publication/256395545_Critical_Service_Logic_Making_Sense_of_Value_Creation_and_Co-Creation

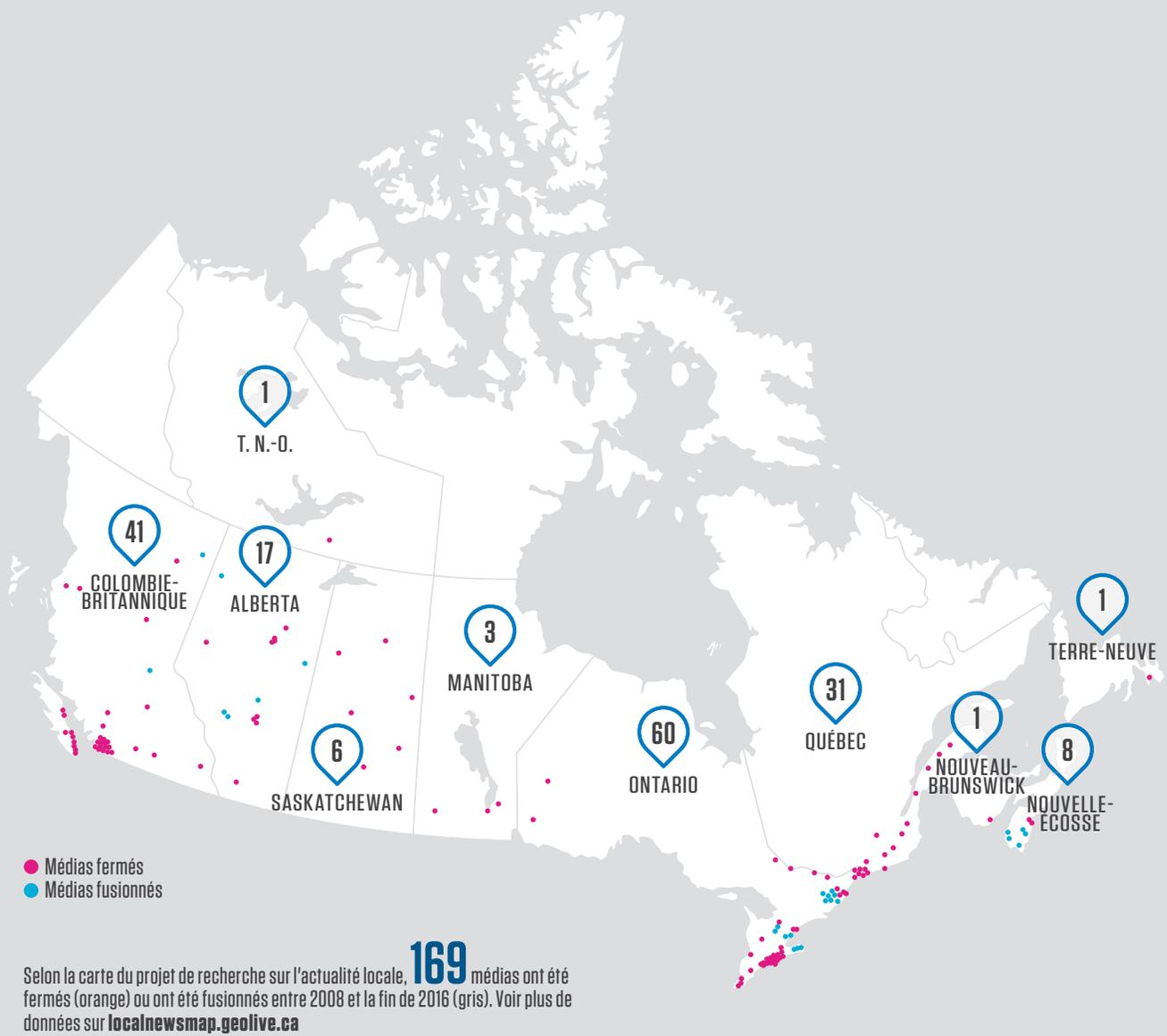
110 Mauser, W., Klepper, G., Rice, M., Schmalzbauer, B. S., Hackmann, H. et Moore, H. (2013). Transdisciplinary global change research: the co-creation of knowledge for sustainability. *Current Opinion on Environmental Sustainability*. 5:420-431. Extrait de : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1877343513000808>

111 Israel, B. A., Schulz, A. J., Parker, E. A. et Becker, A. B. (1998). Review of community-based research: Assessing partnership approaches to improve public health. *Annual Review of Public Health*. 19: 173-302. Extrait de : https://www.annualreviews.org/doi/full/10.1146/annurev.publhealth.19.1.173?url_ver=Z39.88-2003&rft_id=ori%3Arid%3Acrossref.org&rft_dat=cr_pub%3Dpubmed

112 Public Policy Forum. (2017). *The Shattered Mirror: News, democracy and trust in the digital age*. Extrait de : <https://shatteredmirror.ca/wp-content/uploads/theShatteredMirror.pdf>

113 Local News Project (Ryerson) . (s.d.). *The Local News Map*. Extrait de : <https://localnewsmap.geolive.ca/>

Figure 4 : Fermeture de points de presse canadiens depuis 2008¹¹⁴



114 Ibid

Les chercheurs qui étudient le lien entre la présence dans les médias locaux et l'engagement civique ont constaté un manque de couverture associé à une baisse de la participation électorale¹¹⁵ et à un électorat mal informé.¹¹⁶ Cette réduction du contrôle en soi conduit à des politiciens locaux désengagés,¹¹⁷ qui deviennent moins efficaces pour assurer la bonne gestion des fonds publics.¹¹⁸

Le rapport de *The Shattered Mirror* propose 12 façons pour le Canada de renforcer son écosystème d'actualités en difficulté, telles que par la création d'un Fonds indépendant pour l'avenir du journalisme et de la démocratie, destiné à soutenir le démarrage d'entreprises d'information numérique locales et autochtones. Le gouvernement fédéral a alloué 50 millions de dollars au soutien des nouvelles locales au cours des cinq prochaines années dans le budget de 2018, bien que les détails restent à préciser quant à la forme que prendra ce financement.¹¹⁹

Selon David Beers, rédacteur en chef fondateur de la publication indépendante de la côte ouest *The Tyee*, l'un des moyens d'améliorer la santé des nouvelles locales consiste à renforcer la propriété locale. [Nous avons besoin] d'un nouveau cadre permettant à l'argent de circuler plus facilement dans des organisations de journalisme locales structurées en fiducie ou sans but lucratif », a déclaré Beers, lors d'un entretien en février 2018 à l'émission *The Current* de CBC Radio.¹²⁰

Des organisations telles que *The Tyee*, *The Discourse*¹²¹ (une société de journalisme indépendante vouée à la couverture en profondeur de problèmes complexes auxquels font face le Canada et le monde) et *Ku'ku'kwes News*¹²² (qui traite des affaires autochtones au Canada atlantique) contribuent à créer un petit mais florissant paysage de jeunes entreprises médiatiques, reposant en grande partie sur un modèle d'abonnements fondé sur une relation de confiance plus étroite avec leur public.

The Discourse a choisi trois boursiers de la presse locale pour 2018, soutenus financièrement par la Fondation Gordon and Betty Moore et la Fondation Catherine Donnelly, voués à la relance de l'actualité locale. Après avoir interrogé les lecteurs sur les histoires qu'ils pensaient être les plus négligées dans leur communauté, Jacqueline Ronson, une collègue de la vallée de Cowichan, a lancé une enquête sur une controverse survenue sur un circuit automobile, une affaire qui traînait depuis quelques années.¹²³ Elle a découvert des preuves convaincantes que la couverture du Circuit de course automobile de l'île de Vancouver avait été systématiquement entravée par les journaux locaux de *Black Press*, craignant de perdre des revenus publicitaires.¹²⁴

Le rapport *Shattered Mirror* a révélé que 75 % des Canadiens sont toujours d'avis que le journalisme est nécessaire pour « assurer l'honnêteté des puissants », ce qui démontre qu'il existe toujours un vif intérêt pour un journalisme rigoureux. L'un des objectifs des nouvelles entreprises médiatiques, en particulier celles qui ciblent des problèmes plus locaux, est qu'un degré plus élevé d'engagement et de dialogue avec les lecteurs puisse être mis à profit pour concentrer le « journalisme de solutions » sur les problèmes les plus pressants auxquels font face les collectivités.

Le Réseau du Journalism de solutions (SJM), fondé par deux rédacteurs de la rubrique *Fixes* de la section *Opinionator* du *New York Times*, décrit le journalisme de solutions comme un « reportage rigoureux et convaincant sur les réponses apportées aux problèmes sociaux ». Le SJM a collaboré avec plus de 140 salles de presse pour échanger des discussions fécondes entre des collectivités s'occupant de problèmes semblables.¹²⁵

Doter les citoyens d'une vision plus complète de ces questions peut contribuer à une meilleure compréhension de la nature interconnectée de nombreux défis et possibilités illustrés par les ODD. Il peut également jouer un rôle important en sensibilisant davantage aux ODD eux-mêmes, en l'utilisant comme un langage commun pour débattre de problèmes complexes et établir une vision plus ambitieuse pour l'avenir.

115 Gentzkow, M., Shapiro, J.M. et Sinkinson, M. (2014). Competition and ideological diversity: Historical evidence from US newspapers. *American Economic Review*. 104(10): 3073-3114. Extrait de : <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/aer.104.10.3073>

116 Mondak, J. (1996). Nothing to read: Newspapers and elections in a social experiment. *Bibliovault OAI Repository*, the University of Chicago Press.

117 Snyder (Jr.), J.M. et Strömberg, D. (2010). Press coverage and political accountability. Extrait de : <http://www.nber.org/papers/w13878.pdf>

118 Murphy, D. (2018). When local papers close, costs rise for local governments. *Columbia Journalism review*. Extrait de : https://www.cjr.org/united_states_project/public-finance-local-news.php

119 Gouvernement du Canada. (2018). Budget 2018: Chapter 4. Extrait de : <https://www.budget.gc.ca/2018/docs/plan/chap-04-en.html>

120 "How to save local news without massive government bailouts." (2018). *The Current* with Anna Maria Tremonte. CBC. Extrait de : <https://www.cbc.ca/radio/thecurrent/the-current-for-february-27-2018-1.4552703/how-to-save-local-news-without-massive-government-bailouts-1.4553452>

121 *The Discourse*. (s.d.) About. Extrait de : <https://www.thediscourse.ca/about>

122 *Ku'ku'kwes News*. (s.d.). About. Extrait de : <http://kukukwes.com/about/>

123 Ronson, J. (2018). Newsletter: Cowichan Valley, we have a winner! *The Discourse*. Extrait de : <https://www.thediscourse.ca/cowichan-valley/newsletter-cowichan-valley-winner>

124 Ronson, J. (2018). Trust in local news shaken over racetrack controversy in B.C.'s Cowichan valley. *The Discourse*. Extrait de : <https://www.thediscourse.ca/cowichan-valley/trust-in-local-news-shaken>

125 Réseau du Journalism de solutions. (s.d.). Homepage. Extrait de : <https://www.solutionsjournalism.org>



La presse local en crise partout en Ontario

Postmedia possède près de la moitié des quotidiens au Canada, y compris les principaux journaux d'Ottawa et de trois capitales provinciales (Edmonton, Regina et Winnipeg). Ce réseau possède tous les quotidiens de plusieurs grandes villes, notamment Calgary et Vancouver. Et les finances en déclin de Postmedia signifient qu'il pourrait être nécessaire de fermer complètement ou de vendre des actifs dans un avenir proche.

Mais plus inquiétant que le destin de ces grands journaux est l'avenir des nouvelles locales si Postmedia fait faillite. La société possède la plupart des petits quotidiens publiés en Ontario – 27, pour être plus exact, à des endroits comme Chatham, Cornwall et North Bay. Dans certaines de ces collectivités, il n'existe pas d'autre source d'information. Par conséquent, la disparition potentielle de Postmedia affectera encore plus ces collectivités.

Northumberland Today est publié en semaine à Cobourg et à Port Hope, et depuis la prise en charge de Postmedia en 2014, la quantité de couverture de l'actualité locale a chuté à un rythme alarmant. En 2008, 89 % de son contenu (information, photographies et commentaires) était de source locale. Aujourd'hui, plus des trois quarts du contenu est souscrit à partir de services de fils de presse tels que l'Associated Press et The Canadian Press, et distribué à tous les journaux de Postmedia.

Le changement est si spectaculaire qu'il serait inexact d'appeler Northumberland Today un journal local.

En 2009, Northumberland Today a été créé à la suite de la fusion de deux quotidiens locaux de longue date, le Port Hope Evening Guide et le Cobourg Daily Star, avec l'hebdomadaire Colborne Chronicle. La circulation combinée de ces journaux était d'environ 8 000 à l'époque. Mais en 2015, la diffusion de Northumberland Today n'était que de 2696, ce qui en fait l'un des plus petits quotidiens de Postmedia en Ontario. Il se vante d'être la « principale source d'information du comté de Northumberland. » Il existe un hebdomadaire appartenant à Metroland, mais aucune radio commerciale ou de télévision locale.

Le changement le plus spectaculaire se trouve à la page éditoriale de ce journal. Avant que Postmedia n'en devienne propriétaire, l'éditorial, les chroniques, les caricatures politiques et le courrier

des lecteurs étaient à 100 % locaux. Aujourd'hui, toute la page est sous forme d'articles souscrits. La plupart du temps, il n'y a pas de courrier des lecteurs, ce qui laisse entendre que le lectorat s'est éloigné de Northumberland Today.

Une comparaison d'une semaine de numéros de Northumberland Today 2017 et de celui de Port Hope Evening Guide, l'un de ses prédécesseurs, en 2008 (lorsqu'il appartenait à Sun Media) et en 1996 (quand il a été publié par Southam), montre également des baisses énormes dans les rapports locaux.

Le pourcentage de nouvelles de Port Hope est passé de 41 % en 1996 à seulement 6 % en 2017. Les photographies locales ont diminué encore plus drastiquement, passant de 69 % à seulement 9 %.

Les recherches montrent que les personnes les plus engagées dans la vie civique tendent également à être les plus touchées par les nouvelles locales. Cela affecte les systèmes éducatifs, la sécurité des collectivités, la qualité de l'eau et même la réparation des routes. Si nous ne sommes pas régulièrement et correctement informés, nous perdons notre capacité à demander des comptes aux institutions et aux responsables.

Le taux de participation aux élections locales est déjà extrêmement bas : Selon l'Association des municipalités de l'Ontario, le taux de participation moyen aux élections municipales de 2014 n'était que de 43 %. 17 des 389 juridictions ont fait réélire leur conseil municipal en entier par acclamation.

Avec le déclin des nouvelles locales dans des journaux comme Northumberland Today, l'engagement civique est menacé et les collectivités touchées risquent de perdre la capacité de trouver des solutions locales à leurs problèmes.

Et ce n'est pas bon pour la démocratie.

Cet article, rédigé par John Miller, professeur émérite à l'École de journalisme de l'Université Ryerson, a été publié pour la première fois sur TVO.org sous le titre Les nouvelles locales disparaissent en Ontario et c'est mauvais pour la démocratie, en juillet 2017.¹²⁶ TVO est un partenaire média de l'initiative Génération ODD de WGSI.

126 Miller, J. (2017). Opinion: Local news is disappearing in Ontario, and that's bad for democracy. The Next Ontario. TVO. Extrait de : <https://tvo.org/article/current-affairs/-local-news-is-disappearing-in-ontario-and-thats-bad-for-democracy>

Cohérence des politiques et engagement communautaire

Avec une série d'objectifs aussi ambitieux que le Programme 2030, assurer un certain niveau de cohérence des politiques au sein des gouvernements du Canada, et entre eux, est une étape importante pour continuer à progresser. Du point de vue de la collectivité, cela peut aider à améliorer la prévisibilité et la clarté des rôles et des responsabilités.

Dans la perspective du Forum politique de haut niveau (FPHN) de 2018, le gouvernement fédéral canadien a pris plusieurs mesures prometteuses pour officialiser la stratégie nationale de mise en œuvre des ODD au sein de la bureaucratie, et attribuer des rôles à des ministères et organismes spécifiques (voir p. 31). Cela s'est également étendu à Statistique Canada et à la génération d'indicateurs appropriés pour mesurer les progrès, bien que « sa contribution à l'approche pangouvernementale nécessaire reste à démontrer. »¹²⁷

Plusieurs pays occidentaux ont déjà adopté une approche pangouvernementale, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, le ministère du Premier ministre et le Cabinet dirigeant les efforts de mise en œuvre des ODD et de l'Examen national volontaire.¹²⁸ Le bureau du Premier ministre dirige la planification et la coordination de la mise en œuvre nationale des ODD en Finlande. Tous les ministères suédois sont responsables de la mise en œuvre des ODD dans leurs dossiers respectifs, mais c'est le ministre de l'Administration publique qui coordonne la mise en œuvre au niveau national.¹²⁹

Avec une structure fédérale au Canada qui donne une autorité substantielle aux provinces et aux territoires sur des questions clés liées aux ODD telles que l'éducation et les soins de santé, la cohérence des politiques est également nécessaire pour s'étendre aux provinces.

Selon les chercheurs John W. McArthur et Margaret Biggs, le plan d'action le plus efficace consiste à transformer la planification des ODD au Canada en « un exercice à source ouverte, associant les provinces, les collectivités, les universités, les entreprises et les organisations de tous genres qui pourraient élaborer des plans de mise en œuvre de manière publique et collaborative. »¹³⁰ Il existe une occasion idéale d'utiliser le langage commun du Programme

2030 pour élaborer un programme d'action non partisan à long terme, allant bien au-delà des cycles électoraux courts.

Ce modèle d'engagement, tout en étant un processus laborieux qui prend beaucoup de temps et d'efforts, permet d'obtenir les résultats politiques les plus durables, selon le Dr. Don Lenihan, associé principal en politique et en engagement au sein du groupe de réflexion Canada 2020, basé à Ottawa. Expert de renommée internationale en matière d'engagement du public et de gouvernement ouvert, il décrit ce modèle comme une « propriété collective », dans laquelle la collectivité se voit attribuer un rôle plus important dans la conception d'un projet ou d'un plan (voir p. 21 pour plus d'information).

« Une forte propriété collective fait de ce projet un objectif beaucoup moins attractif pour un parti de l'opposition cherchant à marquer des points sur la scène politique », a-t-il écrit dans un commentaire daté du mois d'août 2018. « S'attaquer à cela revient à s'attaquer à la collectivité qui en est propriétaire – et un parti qui se prépare pour une élection y réfléchira à deux fois. »¹³¹

Changements dans la reconnaissance constitutionnelle des municipalités et des autorités autochtones

Le modèle de propriété collective, détaillé ci-dessus, est en partie gêné par le fait que les municipalités ne disposent d'aucun pouvoir constitutionnel en vertu de la Constitution du Canada. Bien que les Canadiens votent pour des représentants élus aux niveaux local, provincial et national, et qu'ils soient gouvernés par eux, la Constitution canadienne ne reconnaît que les gouvernements fédéral et provinciaux.¹³² Les gouvernements locaux sont généralement considérés comme des « créatures de la province », leurs responsabilités et autorité leur étant conférées par les provinces capables de restructurer unilatéralement cette relation.

La présente Publication du rapport a maintes fois expliqué pourquoi les collectivités sont le mieux équipées pour mettre en œuvre des approches ascendantes des ODD, mais cette capacité est gravement limitée par le manque d'autorité réglementaire et de pouvoir financier. Par exemple, les gouvernements locaux, en grande partie incapables de générer des revenus autrement que par le biais de l'impôt foncier ne perçoivent que 12 cents pour chaque dollar payé en impôts au Canada.¹³³

127 BCCIC. (2018). Where Canada stands vol. II: A Sustainable Development Goals shadow report. Extrait de : <https://www.bccic.ca/wp-content/uploads/2018/07/bccic-2018-report-preview-pages.pdf>

128 Cornish, L. (2018). Australian senate inquiry asks what it takes to implement the SDGs. Devex. Extrait de : <https://www.devex.com/news/australian-senate-inquiry-asks-what-it-takes-to-implement-the-sdgs-91872>

129 UNDESA. (2017). Overview of institutional arrangements for implementing the 2030 Agenda at national level. Extrait de : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/10735Updated_Issues_Brief_rev10_1_March_2017.pdf

130 McArthur, J. W. et Biggs, M. (2016). Mobilizing Canadian leadership on global sustainable development. Extrait de : <http://policyoptions.irpp.org/magazines/september-2016/mobilizing-canadian-leadership-on-global-sustainable-development/>

131 Lenihan, D. (2018). Are polarizing initiatives like a carbon tax doomed to fail? National Newswatch. Extrait de : <https://www.nationalnewswatch.com/2018/08/21/are-polarizing-initiatives-like-a-carbon-tax-doomed-to-fail/#.W4RO0i2ZP-Y>

132 Gouvernement du Canada. (2018). Constitution Acts: 1867 to 1982. Extrait de : <http://laws-lois.justice.gc.ca/eng/Const/>

133 Thompson, D., Flanagan, G., Gibson, D., Sinclair, L. et Thompson, A. Funding a better future: Progressive revenue sources for Canada's cities and towns. CUPE. Extrait de : https://cupe.ca/sites/cupe/files/funding_a_better_future_0.pdf

Les efforts législatifs menés avec succès au cours des 15 dernières années ont permis de donner plus d'autorité aux deux plus grandes villes du Canada, par l'intermédiaire de la loi de 2006 sur la ville de Toronto et du projet de loi 121 du Québec, en 2017,¹³⁴ respectivement. Pourtant, comme le montre la proposition du premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, de modifier la loi sur la ville de Toronto afin de réduire la taille du conseil municipal à l'été 2018, ces avancées en matière de contrôle local peuvent être rapidement annulées par les futurs gouvernements provinciaux.

En ce qui concerne les autorités autochtones, les droits ancestraux et issus de traités étaient en outre garantis par l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982, mais n'ont jamais été correctement définis. Depuis lors, de nombreuses décisions de la Cour suprême ont élargi les droits des autochtones dans certaines régions, mais un langage plus précis permettrait de clarifier la question.

En particulier, l'inclusion ou non du droit à l'autonomie gouvernementale des Autochtones à l'article 35 n'a jamais été explicitement déterminée par la Cour suprême. Depuis 1995, le gouvernement du Canada reconnaît que « le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale est un droit ancestral existant au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 »,¹³⁵ mais ce à quoi cela ressemble dans la pratique a été la source de vaste désaccord.

Les progrès en vue du rétablissement de l'autonomie gouvernementale des Autochtones au Canada ont signifié un processus long et irrégulier, avec des degrés d'autonomie gouvernementale établis dans certaines régions, négociés dans le cadre du processus des revendications territoriales. Parmi les exemples notables, citons la Loi sur les établissements métis de l'Alberta de 1990¹³⁶ et l'Accord définitif Nisga'a de 2000 en Colombie-Britannique.¹³⁷ L'adoption d'amendements constitutionnels pour traiter cette question a été fréquemment discutée depuis 1982, notamment dans le rapport de 1983 du Comité spécial de la Chambre des communes sur l'autonomie gouvernementale des Indiens,¹³⁸ sur la langue dans l'Accord de Charlottetown de 1992 en soi¹³⁹ et par la Commission royale sur les peuples autochtones de 1996.¹⁴⁰

Seul un changement dans la reconnaissance constitutionnelle des municipalités et des autorités autochtones verra à ce que ces mesures nécessaires soient prises. Cela inclurait la reconnaissance du gouvernement local et des autorités autochtones en tant qu'ordre de gouvernement dans la constitution, ainsi que la redistribution des rôles, des responsabilités, des autorités, des processus décisionnels et des pouvoirs de taxation au niveau de gouvernement le plus apte à assumer la responsabilité.

Financement réactif et alignement sur les priorités locales

Il existe une tension fondamentale entre les objectifs nationaux inhérents au Programme 2030 et la nécessité de promouvoir des solutions à l'initiative des collectivités, afin de réaliser des progrès dans plusieurs de ces domaines. Les gouvernements et autres bailleurs de fonds, tels que le secteur philanthropique, ont une plus grande capacité à définir ou d'aider à définir comment les efforts des collectivités locales peuvent s'intégrer à une stratégie nationale. Ce soutien se traduit souvent par une forme normative de financement qui limite des solutions locales plus novatrices.

« Alors que le Programme 2030 commence vraiment à arriver au Canada, nous sommes très sensibles au fait que certaines organisations [locales] effectuent un travail incroyable qui correspond parfaitement aux ODD », a déclaré JP Bervoets, vice-président des Fondations communautaires du Canada, dans une discussion d'avril 2018 sur le financement des ODD.¹⁴¹ « Si nous voulons, en tant que bailleurs de fonds, exiger de chaque organisation qu'elle comprenne précisément comment elle s'intègre [aux ODD], nous devons également faire les démarches utiles pour renforcer les capacités et créer des occasions d'apprentissage, afin que les organisations puissent s'y intégrer ».

134 Assemblée nationale Québec. (2017). Bill No. 121: An Act to increase the autonomy and powers of Ville de Montreal, the metropolis of Quebec. Extrait de : <http://www.assnat.qc.ca/en/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-121-41-1.html>

135 INAC. (2010). The Government of Canada's approach to implementation of the inherent right and the negotiation of Aboriginal self-government. Extrait de : <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/eng/1100100031843/1100100031844>

136 Gouvernement de l'Alberta. (2000). Métis Settlements Act. Extrait de : http://www.qp.alberta.ca/1266.cfm?page=m14.cfm&leg_type=Acts&isbncln=9780779743704

137 Nation Nisga'a, gouvernement de la Colombie-Britannique et gouvernement du Canada. (2000). Nisga'a Final Agreement. Extrait de : <http://www.nnkn.ca/files/u28/nis-eng.pdf>

138 Comité spécial sur l'autonomie gouvernementale des Indiens. (1983). Indian self-government in Canada: A report of the special committee. Extrait de : <http://caid.ca/PennerRep1983.pdf>

139 Premiers ministres et leader du Canada (1992). Consensus report of the Constitution: Final text, Charlottetown, August 28, 1992 (Charlottetown Accord). Extrait de : https://www.sqrc.gouv.qc.ca/documents/positions-historiques/positions-du-qc/part3/Document27_en.pdf

140 Commission royale sur les peuples autochtones. (1996). Report of the Royal Commission on Aboriginal Peoples. Extrait de : <https://www.bac-lac.gc.ca/eng/discover/aboriginal-heritage/royal-commission-aboriginal-peoples/Pages/final-report.aspx>

141 BCCIC (Producteur). (2018). How to we fund the Global Goals?: Web panel. Extrait de : <https://www.youtube.com/watch?v=fVX3wMFCBCY>

Les gouvernements et les bailleurs de fonds sont vivement encouragés à commencer à appliquer l'optique des ODD aux flux de financement existants et nouveaux, mais devraient également prendre des mesures pour que cela ne constitue pas un obstacle supplémentaire à l'entrée pour les petites organisations locales.

Le fardeau de la traduction des ODD devrait être allégé grâce au soutien des bailleurs de fonds, afin d'amplifier les priorités identifiées par les collectivités locales et d'aider à soutenir les exemples de réussite à suivre sur le terrain et les idées prometteuses nécessitant des ressources supplémentaires. Les bailleurs de fonds peuvent également aider à mettre en place une infrastructure essentielle pour l'innovation menée par les collectivités (voir p. 59 pour plus d'informations).

Le recours à une forme de financement plus réactive permet de créer des idées locales contribuant au Programme 2030. La Fondation du droit de l'Ontario, par exemple, utilise son programme de subventions réactives pour financer des idées générées par des groupes communautaires à but non lucratif afin d'améliorer l'accès à la justice. Les programmes financés incluent un coordinateur de proximité pour mieux relier les services bénévoles aux personnes handicapées vivant en zones rurales, ainsi que la conception d'une nouvelle carte pour portefeuille, expliquant les protections juridiques offertes aux personnes qui contactent les services d'urgence lors d'une surdose de drogue illicite.¹⁴²



Responsabilité mutuelle

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) définit la responsabilité mutuelle comme suit :

« La responsabilité mutuelle est un processus par lequel deux (ou plusieurs) partenaires acceptent d'être tenus responsables des engagements qu'ils ont volontairement pris l'un envers l'autre. Elle repose sur la confiance et le partenariat autour de programmes partagés, plutôt que sur des sanctions « sévères » en cas de non-respect, pour encourager le changement de comportement nécessaire afin de respecter les engagements. Elle s'appuie sur des preuves recueillies et partagées entre tous les partenaires. »¹⁴³

Les aspects centraux du cadre de responsabilité mutuelle de l'OCDE au niveau national génèrent un programme partagé, contrôlent et révisent les engagements mutuels et offrent un espace de dialogue et de négociation. Dans cette Publication du rapport, la responsabilité mutuelle implique que la société civile, les experts en la matière, les gestionnaires, les décideurs et les autorités gouvernementales soient tous redevables les uns des autres.

La société civile peut accroître la responsabilité du gouvernement à travers un processus d'évaluations par les pairs d'Examens nationaux volontaires des pays effectués dans le cadre du FPHN, d'examens parallèles indépendants et de contre-rapports qui sont libres de contester les rapports du gouvernement.¹⁴⁴ Il est important de noter que la responsabilité ici ne vise pas seulement à atteindre les objectifs énoncés dans le Programme 2030. Elle vise également la responsabilité pour des progrès constants et réalisés à un rythme approprié en vue d'atteindre les objectifs.

142 Fondation du droit de l'Ontario. (s.d.). Responsive grant program. Extrait de : <http://www.lawfoundation.on.ca/what-we-do/responsive-grants-programs/>

143 OECD. (2008). Mutual accountability: Emerging good practice. Extrait de : <https://www.oecd.org/dac/effectiveness/49656340.pdf>

144 Transparence internationale. (2018). Engaging civil society to tackle corruption: Three ideas for activists to capitalize on the Sustainable Development Goal framework. Extrait de : <https://voices.transparency.org/engaging-civil-society-to-tackle-corruption-three-ideas-for-activists-to-capitalise-on-the-19fb75c6a3a>

Cependant, il ne suffit pas d'assurer que nos institutions gouvernementales soient responsables, le reste de la société doit l'être également. L'utilisation de données et de métriques spécifiques est un moyen par lequel différents membres de la société peuvent conserver un rôle de défenseur d'intérêts particuliers. En 1996, par exemple, le gouvernement de l'Ontario a commencé à publier une liste de divulgation annuelle des employés du secteur public qui ont gagné plus de 100 000 \$ au cours de l'année écoulée.¹⁴⁵

Les rapports sur la durabilité des entreprises ont évolué depuis la fin des années 1990. Selon la Global Reporting Initiative (GRI), l'objectif initial qui consistait à « mesurer » visait à suivre l'utilisation des ressources non financières. Cependant, la « matérialité » – les implications de la mesure ou la pertinence pour les intervenants – s'est rapidement révélée être un moyen de décrire et comparer les impacts de l'entreprise et d'en tirer des leçons. La phase actuelle de l'établissement d'un rapport décrite par le GRI consiste à « aller au-delà des rapports », ce qui implique d'appliquer les données rapportées à la prise de décision.¹⁴⁶

La prise de décision de l'établissement de rapports concerne les décisions internes de l'entreprise, ainsi que les mesures prises dans d'autres segments de la société. Le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable a signalé en 2017 que 27 % des entreprises étudiées imputaient une partie de la rémunération des dirigeants à des mesures de durabilité,¹⁴⁷ une pratique qui emploie des mécanismes de production de rapports, pour garantir les progrès souhaités par le biais d'une aide financière directe.

L'action du gouvernement est enracinée dans son budget; aucun rapport ne sera efficace sans influencer la façon dont le budget est alloué. Les allocations budgétaires sont effectuées en fonction de ce que le gouvernement élu juge important, en partie sur la base des priorités auxquelles devraient s'attendre les électeurs. Cependant, la participation du public et des processus transparents de participation sont des facettes importantes pour assurer la détermination des priorités du public représentatif.

Cette reconnaissance nécessite de comprendre où nous en sommes maintenant, afin que nous puissions évaluer ce qui devrait être fait pour améliorer l'avenir. L'enquête sur le budget ouvert de 2017 classe le système budgétaire du Canada au 71^e rang mondial pour

sa transparence, au 39^e rang pour la participation du public et au 57^e, pour le suivi budgétaire.¹⁴⁸ De grands efforts et/ou des mesures capitales sont nécessaires pour améliorer nos systèmes actuels. La « révolution de la responsabilité », qui entraînerait des changements grâce à la responsabilité mutuelle, pourrait utiliser les données sur les investissements visant la promotion du progrès, de la transparence et de la responsabilité à plusieurs niveaux (local à international).¹⁴⁹

Les données produites par les collectivités peuvent être utilisées pour mener des actions, suivre les progrès et exiger la responsabilité non seulement des institutions mais aussi les uns des autres. Des approches novatrices seront nécessaires, telles que l'utilisation de la technologie pour collecter les données de surveillance citoyenne, engager le dialogue avec les collectivités et suivre les progrès collectifs accomplis dans la mise en œuvre des ODD (pour en savoir plus sur l'outil open source de ODD de l'IIDD, Tracking Progress, p. 23).

Parmi les solutions innovantes du monde entier, citons : Promise Tracker au Brésil, FLOAT à Beijing ou Dive Against Debris de Project AWARE[®]. Promise Tracker permet aux membres de la collectivité d'identifier d'autres personnes désireuses de s'engager à rassembler, partager des ressources, renforcer les capacités et mobiliser les acteurs clés pouvant donner une voix à la collectivité, lorsque les promesses des dirigeants ne sont pas tenues.¹⁵⁰

FLOAT engage les membres de la collectivité dans un dialogue via l'utilisation de cerfs-volants spécialement conçus, munis de collecteurs de données sur la qualité de l'air. Les membres de la collectivité éduquent les autres et sont collectivement propriétaires de l'ensemble des données auquel ils contribuent, ce qui leur donne la crédibilité d'exiger des actions de la part du gouvernement.¹⁵¹ Project AWARE engage les plongeurs en scaphandre autonome à collecter et à noter les déchets sous-marins, afin d'améliorer la santé des océans et d'informer des changements de politique.¹⁵²

Un objectif intégral de la mise en œuvre du Programme 2030 devrait être de reconnaître que chacun de nous a une responsabilité envers le collectif. Il ne suffit pas d'exiger la transparence et la responsabilité de nos institutions gouvernementales, bien qu'il s'agisse d'une étape importante. Chacun de nous, et chaque organisation, doit être réciproquement responsable l'un l'autre.

145 La province d'Ontario. (s.d.). Public sector salary disclosure. Extrait de : <https://www.ontario.ca/page/public-sector-salary-disclosure>

146 Initiative mondiale pour l'établissement de rapports (2016). 20 years on: Is sustainability reporting actually making a difference? Extrait de : <https://www.globalreporting.org/information/news-and-press-center/Pages/20-years-on-Is-sustainability-reporting-actually-making-a-difference.aspx>

147 WBCSD. (2017). Reporting matters. Extrait de : <https://www.wbcd.org/Programs/Redefining-Value/External-Disclosure/Reporting-matters/News/Research-into-157-corporate-reports-from-top-companies>

148 Partenariat budgétaire international. (2017). The Open Budget survey 2017. Extrait de : <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/>

149 Sriskandarajah, D. (2018). Should not meeting the Sustainable Development Goals get you fired? Brookings Institution. Extrait de : <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2018/07/17/should-not-meeting-the-sustainable-development-goals-get-you-fired/>

150 Promise Tracker. (s.d.) About. Extrait de : <https://promisetracker.org/>

151 FLOAT. (s.d.) Homepage. Extrait de : <http://f-l-o-a-t.com/>

152 Project AWARE. (s.d.) Dive Against Debris. Extrait de : <https://www.projectaware.org/diveagainstdbris>



Point saillant de solution :

Richard Muller et Berkeley Earth

Le projet Berkeley Earth Surface Temperature (BEST) a été cofondé en 2010 par le professeur de physique Richard Muller et sa fille. Muller était l'un des négateurs les plus en vue du changement climatique aux États-Unis avant le projet BEST. Cependant, à la suite de cette étude, Muller est devenu l'un des principaux défenseurs du changement climatique anthropique.

L'étude BEST est l'analyse la plus complète à ce jour des données climatiques basées sur la température. Cela a été entrepris en raison du scepticisme quant à la rigueur de la science climatique existante. Les objectifs de l'étude consistaient à observer les tendances de la température à long terme (années 1753-2011), et d'évaluer la relation de cause à effet entre l'augmentation des températures mondiales et les facteurs potentiels de prédiction ou de contribution.¹⁵³

Les conclusions de l'étude confirmaient que le changement climatique était bien réel, que les études précédentes étaient généralement exactes et que les humains sont aujourd'hui le principal moteur du changement climatique rapide. Afin de promouvoir la transparence, toutes les données brutes, codes d'analyse, documents, mémos et graphiques sont librement accessibles sur le site Web de Berkeley Earth.¹⁵⁴

Au printemps 2011, le comité scientifique de la Chambre des représentants des États-Unis a invité Muller à témoigner au sujet de la politique sur les changements climatiques. Plus précisément, les républicains l'avaient invité, s'attendant à ce que sa réanalyse conteste les informations selon lesquelles la Terre s'était réchauffée de 0,7 °C depuis les années 1880. À leur grand désarroi, il a soutenu ces études antérieures.

L'exemple démontré par Muller et son équipe illustrent les multiples facettes de la responsabilité mutuelle.

Premièrement, fournir au public des conclusions fondées sur une science de qualité réduit la désinformation et renforce la capacité des collectivités. Deuxièmement, permettre un accès gratuit à toutes les données et à tous les algorithmes de manière organisée renforce la confiance par la transparence, encourage un débat scientifique sain et permet que d'autres membres de la société puissent accéder à un

ensemble de données gigantesque qu'ils n'auraient pas la capacité d'obtenir autrement. Ainsi, Berkeley Earth a démontré qu'ils étaient responsables devant ces mêmes conclusions rendues publiques qu'ils ont partagées et également responsables du processus et des résultats de la recherche.

À la fin de 2011, Muller a écrit ce qui suit publié dans une page en regard de l'éditorial du Wall Street Journal : « Lorsque nous avons débuté notre étude, nous avons estimé que les sceptiques avaient soulevé des questions légitimes et nous ne savions pas ce que nous allions trouver. Nos résultats se sont avérés être proches de ceux publiés par les groupes précédents. Nous pensons que cela signifie que ces groupes ont vraiment été très prudents dans leur travail, malgré leur incapacité à convaincre certains sceptiques de cela. Ils ont réussi à éviter les partis pris dans la sélection des données, l'homogénéisation et les autres corrections. »¹⁵⁵

Cette déclaration témoigne de la responsabilité personnelle et organisationnelle, dans la mesure où Muller n'a pas laissé de répercussions politiques potentielles sur ses références ou ses recherches, car il a complètement modifié sa position publique et nuit à la diffusion exacte de données scientifiques de qualité. Au lieu de cela, il a reconnu son changement de cap comme une évolution fondée sur la découverte. Non seulement cela renforçait la confiance en son travail et en ceux d'autres personnes sceptiques qui lui ressemblaient, mais sa crédibilité en tant qu'individu ne fit que s'améliorer.

Ce qui est peut-être plus significatif, c'est comment cet exemple a affecté la responsabilité générale de certains organismes de la société. Foreign Policy, un magazine d'actualité états-unien, a récompensé ce geste audacieux de Muller en le présentant parmi les 100 meilleurs penseurs au monde du FP 2012. À l'occasion d'une discussion publique les participants ont exprimé leur volonté de changer de position, compte tenu de la qualité de la science et du processus de transparence mis en œuvre par le projet BEST.¹⁵⁶ Une reconnaissance publique positive des exemples mettant en évidence la transparence et la responsabilité est essentielle, afin de promouvoir ces qualités au sein de la société.

153 Wickham, C., Rhode, R., Muller, R.A., Wurtele, J., Curry, J., Groom, D., Jacobsen, R., Perlmutter, S., Rosenfield, A. et Mosher, S., (2013). Influence of urban heating on the global temperature land average using rural sites identified from MODIS classifications. *Geoinformatics & Geostatistics: An overview*. 1(2). Extrait de : <http://static.berkeleyearth.org/papers/UHI-GIGS-1-104.pdf>

154 Berkeley Earth. (2018). Data overview. Extrait de : <http://berkeleyearth.org/data/>

155 Muller, R.A. (2011). The case against global-warming skepticism. *The Wall Street Journal*. Extrait de : <https://www.wsj.com/articles/SB10001424052970204422404576594872796327348>

156 Watts, A. (2011). Briggs on Berkeley's forthcoming BEST surface temperature record, plus my thoughts from my visit there. *Watts Up With That?* Extrait de : <https://wattsupwiththat.com/2011/03/06/briggs-on-berkeley-best-plus-my-thoughts-from-my-visit-there/>

INNOVATION, FINANCEMENT ET FINANCES



L'ONU a calculé qu'il existe un écart de capital estimé à 2 500 milliards \$ US, entre les niveaux de dépenses mondiaux actuels et ce qui sera nécessaire pour que le monde puisse atteindre les objectifs de 2030.¹⁵⁷ La bonne nouvelle, d'expliquer Robert Greenhill, président exécutif de Global Canada, lors du Sommet Génération SDG tenu en avril 2018, est que le Canada dispose déjà du capital pour s'y attaquer au niveau national. « Nous avons des milliards de dollars disponibles pour être investis », a-t-il expliqué. « La question est de savoir où pouvez-vous aligner ces finances avec les besoins des ODD? »¹⁵⁸

Les gouvernements des trois paliers au Canada ont certainement un rôle indispensable à jouer, en réorientant les dépenses gouvernementales existantes de même qu'en introduisant de nouvelles sources de financement. Cette section de la Publication du rapport cherche à s'appuyer sur les travaux existants¹⁵⁹ (qui examine plus en détail les lacunes de financement du gouvernement), en se concentrant sur la façon dont les collectivités peuvent exploiter ces différentes formes de capital en vue de renforcer les investissements existants du Programme 2030.

Les défenseurs du déploiement des marchés de capitaux vers les ODD ont souligné les énormes possibilités de marché potentielles engagées. Un rapport publié en 2017 par la Commission sur le développement durable et les entreprises estime que l'attention renouvelée accordée aux ODD pourrait générer 12 000 milliards \$ US des débouchés commerciaux dans quatre systèmes économiques clés : l'alimentation et l'agriculture, les villes, l'énergie et les matériaux, la santé et le bien-être.¹⁶⁰

Tout comme les ODD peuvent servir de feuille de route pour de nouveaux investissements, ils constituent également une longue liste de risques matériels qui vont prendre de l'importance si on ne s'en occupe pas. Les préoccupations grandissantes concernant l'inégalité des revenus, la raréfaction des ressources naturelles et la myriade de risques présentés par le changement climatique ne sont qu'un échantillon de ce qui attend les chefs d'entreprise dans les décennies à venir.

Ces deux facteurs, s'ils représentent chacun une puissante motivation pour eux-mêmes, n'ont pas suffi à créer les conditions nécessaires au succès. Les investisseurs institutionnels, le secteur privé, le monde philanthropique, les particuliers, les gouvernements et les régulateurs vont tous dans la bonne direction, mais avec le décompte du temps qui reste jusqu'en 2030, nous avons besoin d'un changement de paradigme.

Le capitalisme ne pourra se fixer sur les ODD que s'il passe de l'actionnariat au capitalisme participatif, dans le but plus large de maximiser la valeur à long terme pour la société canadienne dans son ensemble. Soulignant les concepts à la base de cette nouvelle économie émergente, a expliqué Carol Anne Hilton, PDG et fondatrice de l'Indigenomics Institute, lors du Sommet Génération SDG, « [il s'agit] vraiment d'un retour aux valeurs humaines ». ¹⁶¹

157 UNCTAD. (2014). World Investment Report 2014: Investing in the SDGs, an action plan. Extrait de : http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2014_en.pdf

158 WGSJ (Producteur). (2018). Advancing financing for the SDGs. Extrait de : https://www.youtube.com/watch?time_continue=699&v=eCj0uHmoujl

159 BCCIC. (2015). Keeping score: UN Sustainable Development Goals. Extrait de : https://bccic.ca/wp-content/uploads/2015/09/SDG_Report_FINAL_WEB_v6-1.pdf

160 BSDC. (2017). Better business better world. Extrait de : http://report.businesscommission.org/uploads/BetterBiz-BetterWorld_170215_012417.pdf

161 WGSJ (Producteur). (2018). Advancing financing for the SDGs. Extrait de : https://www.youtube.com/watch?time_continue=699&v=eCj0uHmoujl

Application du capital

Secteur privé

La prise de conscience des ODD s'améliore rapidement dans le monde des affaires, devenant progressivement un langage commun pour décrire les nouveaux débouchés commerciaux durables et réorganiser les plans de durabilité existants. Un rapport défi de PwC en 2017 a révélé que 62 % des 5 000 plus grandes marques mondiales utilisent actuellement les ODD dans leurs rapports annuels ou de développement durable. Cependant, seulement 28 % se sont fixés des objectifs quantitatifs et les ont reliés à des formes d'incidence sociale.¹⁶²

Selon le sondage sur les ODD 2018 du Réseau mondial du Pacte canadien (RMPC), il subsiste un écart notable « entre la sensibilisation, la mise en œuvre et la responsabilité ».¹⁶³ Seulement 13 % des répondants ont cartographié, aligné et intégré leurs stratégies d'entreprise avec les ODD et rendu public l'impact de ces stratégies, un chiffre que le RMPC s'efforce d'améliorer en organisant des ateliers sur l'établissement de rapports avec les membres.

Contrairement aux rapports sur le développement durable, aucun étalon de référence n'a été créé pour aider les entreprises à commencer à mesurer et à divulguer les progrès réalisés sur les ODD. En conséquence, les entreprises individuelles ont adopté des approches très différentes.

- Dans son rapport sur le développement durable de 2017, la société canadienne de services professionnels, Stantec, cite deux exemples par ODD expliquant l'impact positif de la société sur la création d'un monde durable.¹⁶⁴ Teck Resources a présenté une liste interactive similaire sur son site Web.¹⁶⁵
- La société agroalimentaire canadienne Nutrien (anciennement Agrium) n'a mis l'accent que sur les huit ODD, sur lesquels la société avait le plus grand impact potentiel.¹⁶⁶
- Au sud de la frontière, la société d'épices et d'arômes du Maryland, McCormick & Company, a conçu un nouveau cadre de rendement axé sur les objectifs,¹⁶⁷ comprenant une série d'engagements et d'objectifs de rendement clairs jusqu'en 2025, explicitement liés à un ou plusieurs des ODD.

L'absence de méthodes définitives permettant de mesurer le rendement des entreprises, en ce qui concerne les ODD, ouvre le processus au « lavage d'ODD ». Les entreprises qui omettent de rendre compte de leurs progrès concernant chacun des 17 objectifs vont également à l'encontre de la nature interconnectée de ces objectifs, où la réussite d'un objectif est déterminante pour les autres.

Cependant, toute tentative visant à inclure des rapports complets sur les ODD commencera à entrer en concurrence avec le domaine en plein essor des rapports sur la durabilité (dont les chevauchements sont importants). Il faut également se demander comment les petites et moyennes entreprises, disposant de moins de ressources, peuvent commencer à intégrer les ODD dans la planification de leurs activités.¹⁶⁸

Ajuster la mission d'une entreprise pour intégrer correctement les principes du développement durable dans sa stratégie commerciale est souvent difficile de faire accepter à l'interne, qui est mieux défendue par un membre (ou des membres) respecté(s) de l'équipe de direction. Accenture recommande de mettre l'emphase à la fois sur les avantages à court et à long terme (Figure 5).¹⁶⁹

162 PwC. (2017) SDG Reporting challenge 2017. Extrait de : <https://www.pwc.com/gx/en/services/sustainability/sustainable-development-goals/sdg-reporting-challenge-2017.html>

163 Réseau canadien du Pacte mondial. (2018). 2018 SDG survey. Extrait de : <https://globalcompact.ca/wp-content/uploads/publications/2018%20SDG%20Survey%20Report%20Final.pdf>

164 Stantec. (2018). 2017 Sustainability report. Extrait de : <https://www.stantec.com/content/dam/stantec/files/PDFAssets/2018/stn-2017-sustainability-report.pdf>

165 Teck. (s.d.) Responsibility: UN Sustainable Development Goals. Extrait de : <https://www.teck.com/responsibility/global-citizenship/un-sustainable-development-goals/>

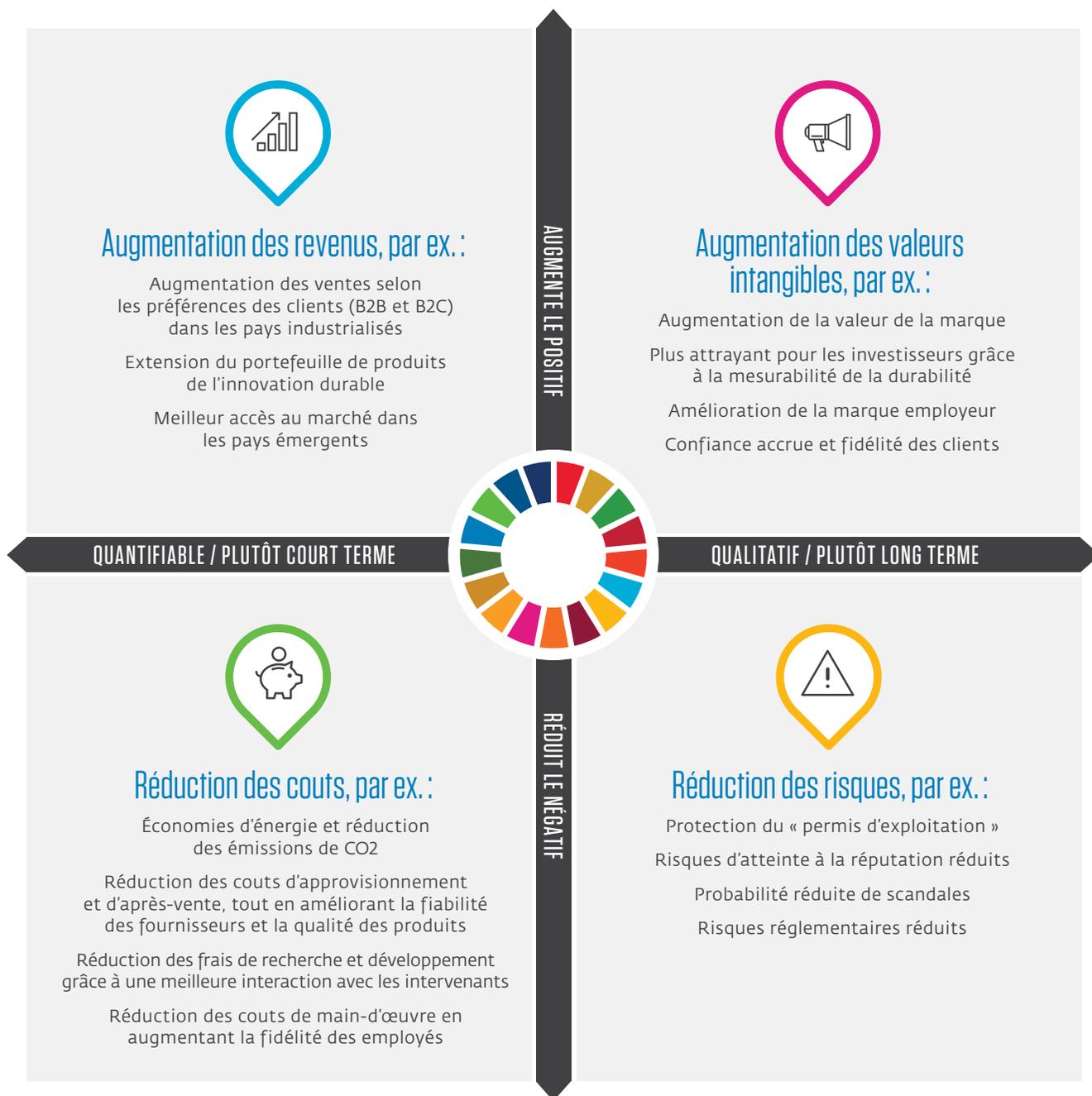
166 ACGC. (2017). SDGs 2+8: The role of the agricultural industry in attaining the SDGs. Extrait de : <http://together.acgc.ca/wp-content/uploads/2017/12/agrium.pdf>

167 McCormick Corporation. (2017). Purpose-led performance report 2017. Retrieved from: <http://www.mccormickcorporation.com/public/CORP/files/purpose-led-performance.pdf>

168 Kamal-Chaoui, L. (2017). Unlocking the potential of SMEs for the SDGs. Extrait de : <https://oecd-development-matters.org/2017/04/03/unlocking-the-potential-of-smes-for-the-sdgs/>

169 Stratégie Accenture. (2017). Companies for change - How companies can improve their impact of the Sustainable Development Goals (SDGs) and harness the power of digitalization: A practical handbook for managers. Extrait de : https://www.accenture.com/t00010101T00000Z_w_w_/de-de/_acnmedia/PDF-64/Accenture_Strategy_CompaniesForChange_2017_Handbook_digital.pdf

Figure 5 : Schéma d'évaluation de la durabilité¹⁷⁰



170 Ibid

En plus du RMPC, une liste exhaustive de nouvelles ressources a été créée pour aider les entreprises à commencer à naviguer dans les ODD. KPMG a créé la matrice industrielle pour atteindre ces ODD¹⁷¹, afin d'identifier comment différentes industries pourraient y contribuer, tandis que CPA Canada a publié un instantané de la contribution de la profession comptable aux ODD.¹⁷² La Commission sur le développement durable et les affaires a été créée en 2016 lors du Forum économique mondial, dans le but explicite d'aider les entreprises à maximiser les possibilités économiques qu'offrent les ODD.¹⁷³

Il existe également un nombre croissant d'entreprises intéressées par un engagement plus explicite, à réorienter leurs activités pour s'attaquer aux plus grands défis de la société, le mouvement Benefit Corporation ou B Corp. Géré par le laboratoire à but non lucratif B, l'objectif est d'engager les entreprises à prendre en compte l'impact de leurs décisions sur leurs travailleurs, leurs clients, leurs fournisseurs, la collectivité et l'environnement.¹⁷⁴

À l'heure actuelle, plus de 320 entreprises canadiennes sont certifiées B Corp, entre autres la Banque de développement du Canada, le groupe Optel et Beau's Brewery.¹⁷⁵ Pour obtenir la certification, B Corp doit respecter des normes rigoureuses en matière de performance sociale et environnementale, de responsabilité et de transparence.

Un leadership d'entreprise visionnaire capable de réorienter la société vers une approche globale à plus long terme, de la participation des intervenants, jouera un rôle essentiel dans l'intégration des ODD au sein des entreprises canadiennes. Mais tous les efforts seront limités par les nombreuses forces structurelles qui poussent les entreprises à maintenir leur vision à court terme. Cela nous amène au rôle que les investisseurs institutionnels et d'autres acteurs peuvent jouer dans l'influence du comportement des entreprises.



Coopératives

Le modèle coopératif (coop) offre un remède à la façon de diriger une entreprise dominée par les actionnaires. Créé pour fonctionner comme une entreprise sociale servant les intérêts et les objectifs de nombreuses collectivités, celui-ci intègre de nombreux principes de développement durable. Avec 9 000 coops, coopératives de crédit et de mutuelles au Canada, le mouvement est particulièrement répandu dans les secteurs des banques, des assurances et de l'agriculture.¹⁷⁶

Les entreprises coopératives ont été le premier groupe au monde à soutenir les ODD, ce qui a été le cas lors du Sommet international des coopératives 2016, à Québec. « Je ne pouvais pas penser à une meilleure structure organisationnelle que le mouvement coopératif pour y arriver », a déclaré Marc-André Blanchard, alors ambassadeur du Canada à l'ONU au moment de cet événement.¹⁷⁷

Un grand nombre des principales coopératives au Canada sont des chefs de file de l'industrie en matière de développement durable.¹⁷⁸ La coopérative de crédit Vancity est le plus important employeur privé du pays dans le secteur privé, tandis que la coopérative d'assurance Co-operators a intégré le développement durable à son objectif principal.

L'École de commerce Sobey de l'Université Ste-Marie organise des symposiums annuels sur la façon d'améliorer la mesure de la transformation socio-économique des coopératives, grâce à de meilleures pratiques d'établissement de rapports, en mettant l'accent avant tout sur les ODD.¹⁷⁹

171 KPMG. (2017). SDG industry matrix. Extrait de : <https://home.kpmg.com/xx/en/home/about/citizenship/global-goals-sustainable-development/sdgindustry.html>

172 IFAC. (2016). The 2030 Agenda for sustainable development: A snapshot of the accountancy profession's contribution. Extrait de : <https://www.ifac.org/publications-resources/2030-agenda-sustainable-development>

173 Commission des affaires. (s.d.). About. Extrait de : <http://businesscommission.org/about>

174 B Corporation. (s.d.). About B Labs. Extrait de : <https://bcorporation.net/about-b-lab>

175 B Corporation. (s.d.). Country partner: Canada. Extrait de : <https://bcorporation.net/about-b-lab/country-partner/canada>

176 Co-operative Difference. (s.d.). Co-operatives in Canada. Extrait de : <http://www.cooperativedifference.coop/co-operatives-in-canada/>

177 Alliance coopérative internationale. (2016). Summit declaration commits to Sustainable Development Goals. Extrait de : <https://www.ica.coop/en/media/news/summit-declaration-commits-to-sustainable-development-goals>

178 Alliance coopérative internationale. (2017). Co-ops for 2030: A movement achieving sustainable development for all. Extrait de : <http://base.socioeco.org/docs/co-ops-for-2030-1601269454.pdf>

179 École de commerce Sobey. (s.d.) 2nd International symposium of accounting and reporting: Co-operative socio economic transformation. Extrait de : <http://husky45.stmarys.ca/academics/sobey/international-symposium-2018.html>

Investisseurs institutionnels

« La société demande aux entreprises, publiques et privées, de servir un objectif social », a écrit le PDG de Blackrock, Larry Fink, dans une lettre ouverte adressée aux PDG de chaque société pour laquelle le plus important gestionnaire de fonds au monde (avec 6 300 milliards \$US sous gestion) a investi.¹⁸⁰ Cela constitue une preuve supplémentaire du nouveau rôle militant que les investisseurs institutionnels ont commencé à jouer en faveur d'un avenir plus juste et durable – un groupe qui comprend désormais certaines des institutions les plus conservatrices de Wall Street comme Bay Street.

Lancés en 2006, les Principes d'investissement responsable de l'ONU se sont régulièrement développés pour inclure désormais des signataires représentant près de 70 000 milliards \$US en investissements.¹⁸¹ Les investisseurs font pression sur les entreprises sur divers sujets, couvrant tout, de la diversité des conseils d'administration à la divulgation de l'empreinte carbone. Les résolutions d'actionnaires (souvent proposées puis retirées après avoir obtenu des concessions) sont devenues l'un des outils les plus importants à cet égard, comme en témoignent les plus de 180 entreprises canadiennes, qui ont volontairement soumis des votes non contraignants sur la rémunération des dirigeants à la suite de la pression des actionnaires.¹⁸²

L'action des actionnaires, motivée par la volonté de réduire les risques au sein de leur portefeuille, s'est accélérée depuis l'Accord de Paris sur le climat en 2015.¹⁸³ La crainte grandissante que des mesures plus énergiques pour lutter contre le changement climatique conduise à une révision des prix des stocks de combustibles fossiles, ou « actifs immobilisés », a incité les entreprises énergétiques et minières canadiennes, en particulier, à divulguer leurs risques liés au climat. Par exemple, TransCanada s'est plié aux pressions du public en avril 2018, et a souscrit à une résolution des actionnaires qui les obligeait à évaluer dans quelle mesure son modèle d'entreprise serait affecté par la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.¹⁸⁴

Pour les investisseurs institutionnels intéressés par une action plus agressive, le désinvestissement des entreprises qui ne respectent pas les seuils éthiques ou environnementaux a pris de l'importance. Le fonds souverain norvégien, le plus important au monde, a fait des vagues l'année dernière en recommandant au gouvernement norvégien de se désengager totalement de tous les stocks de pétrole et de gaz.¹⁸⁵ Des milliards de dollars dans le monde ont déjà été cédés, y compris une décision prise en 2018 par l'Irlande de se départir de son fonds national d'investissement en combustibles fossiles.¹⁸⁶ La décarbonisation progressive est également une solution de rechange populaire, une politique adoptée par la CDPQ (voir p. 54 pour plus d'informations).

Finis les temps où l'investissement éthique était perçu comme un pari risqué menant à des rendements inférieurs à la normale. Les énergies propres offrent d'énormes débouchés sur le marché, tandis que de plus en plus de recherches indiquent des performances supérieures dans les entreprises qui comptent un plus grand nombre de femmes au sein des conseils d'administration et des cadres supérieurs.¹⁸⁷

Les investisseurs institutionnels canadiens ont été plus lents à s'adapter à ces tendances que d'autres. Le projet d'Indice mondial des risques climatiques 2017 d'Asset Owners Disclosure n'a placé qu'un régime de retraite canadien dans les premiers 20 %, un tiers de ses pairs étant réputé ne prendre aucune mesure significative.¹⁸⁸

De manière encourageante, les fonds de pension et les gestionnaires de fonds canadiens ont exprimé un soutien croissant en faveur du renforcement des exigences de divulgation relatives aux risques climatiques. En mai 2018, Mark Machin, chef de la direction de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, a promis un « effort considérable » pour mieux intégrer l'évaluation des risques liés aux changements climatiques au processus décisionnel du géant des retraites.¹⁸⁹

180 Fink, L. (2017). Larry Fink's annual letter to CEOs: A sense of purpose. Extrait de : <https://www.blackrock.com/corporate/investor-relations/larry-fink-ceo-letter>

181 UNPRI. (s.d.) PRI signatories. Extrait de : <https://www.unpri.org/signatories>

182 Share. (2018). Shareholders achieve say-on-pay at multiple companies. Extrait de : <https://share.ca/say-on-pay-votes/>

183 Reguly, E. (2018). Adapt or die: How big-name investors are pushing Canadian companies on climate change. The Globe and Mail. Extrait de : <https://www.theglobeandmail.com/business/rob-magazine/article-adapt-or-die-are-canadian-companies-ready-for-climate-change/>

184 McCarthy, S. (2018). TransCanada endorses shareholders resolution for climate-risk analysis. The Globe and Mail. Extrait de : <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/transcanada-endorses-shareholders-resolution-for-climate-risk-analysis/article38284613/>

185 Norges Bank. (2017). Norges Bank recommends the removal of oil stocks from the benchmark index of the Government Pension Fund Global (GPF). Extrait de : <https://www.nbim.no/en/transparency/news-list/2017/norges-bank-recommends-the-removal-of-oil-stocks-from-the-benchmark-index-of-the-government-pension-fund-global-gpfg/>

186 Ministère des Finances, Gouvernement d'Irlande. (2018). Passing of Fossil Fuel Divestment Bill demonstrated global leadership on climate change agenda - D'Arcy. Extrait de : <https://www.finance.gov.ie/updates/passing-of-fossil-fuel-divestment-bill-demonstrates-global-leadership-on-climate-change-agenda-darcy/>

187 École des hautes études de la gestion UC Davis et Watermark. (2015). 2015-2015 UC Davis study of California women business leaders: A census of women directors and highest-paid executives. Extrait de : <https://gsm.ucdavis.edu/uc-davis-annual-study-california-women-business-leaders>

188 Projet de divulgation des propriétaires d'actifs. (2017). Global climate index 2017: rating the world's investors on climate related financial risk. Extrait de : https://aadproject.net/wp-content/uploads/2017/04/AODP-GLOBAL-INDEX-REPORT-2017_FINAL_VIEW.pdf

189 Shecter, B. (2018). CPPIB pledges 'huge push' on climate change risk assessment. The Financial Post. Extrait de : <https://business.financialpost.com/news/cppib-pledges-huge-push-on-climate-change-risk-assessment>

Le mois suivant, un groupe d'investisseurs institutionnels (y compris six fonds de pension canadiens), dont l'actif sous gestion s'élevait à plus de 6 000 milliards de dollars, a annoncé un projet visant à promouvoir les objectifs clés du G7. Réalisées en collaboration avec le gouvernement du Canada, elles se sont engagées à affecter des ressources et des compétences spécialisées à trois autres initiatives : renforcer les compétences en matière de financement et de développement des infrastructures dans les économies émergentes et frontalières, ouvrir des débouchés aux femmes dans les domaines de la finance et de l'investissement dans le monde et accélérer la mise en œuvre de la divulgation d'informations uniformes et comparables sur le climat.¹⁹⁰

L'annonce comprenait également un appel aux institutions partenaires pour qu'elles commencent à discuter de la façon d'intégrer les ODD dans leur processus d'investissement,

« notamment en se référant à l'objectif de la World Benchmarking Alliance consistant à publier des classements publics mesurant la performance des entreprises sur les ODD ».

Jusqu'à présent, les investisseurs institutionnels canadiens ont pris peu d'autres engagements concrets en matière d'ODD. En revanche, les gestionnaires de fonds de pension néerlandais APG et PGGM ont complété les taxonomies relatives aux ODD en 2017, dans le but de combler le fossé entre les objectifs de l'ONU et des possibilités concrètes d'investissement.¹⁹¹ Ils ont commencé à partager ces documents et d'autres matériels liés aux ODD dans l'espoir d'une adoption plus large, ce qui a incité CalPERS, le plus important fonds de pension aux États-Unis, à commencer à étudier plus en détail les ODD.¹⁹²

13



LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES

Point saillant de solution :

L'action de la Caisse en faveur de la décarbonisation

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), le deuxième plus important fonds de pension au Canada avec environ 300 milliards de dollars sous gestion, est devenue l'investisseur institutionnel le plus actif au Canada en matière de transition vers un avenir faible en carbone.

En octobre dernier, la CDPQ a annoncé son intention de décarboniser son portefeuille de 25 % d'ici 2025. Le plan prévoyait également une augmentation de 50 % des investissements dans les énergies propres d'ici 2020.¹⁹³ Dans le cadre de ce processus, le CDPQ commencera à mesurer et à rendre public l'empreinte carbone de son portefeuille. La compensation interne sera liée, en partie, à la réalisation de ces objectifs.

« Le monde change, et franchement plus vite que la plupart des gens ne s'y attendaient », a déclaré Michael Sabia, président-directeur général de la CDPQ, lors du dévoilement de cette politique. « Nous devons changer la façon dont nous prenons les décisions d'investissement. »

La semaine suivante, la CDPQ s'est jointe à un groupe de 30 fonds de pension canadiens et internationaux, représentant un total de 1 200 milliards de dollars sous gestion, afin d'envoyer une lettre appuyant l'amélioration de la divulgation des risques liés aux changements climatiques pour les entreprises ouvertes à travers le Canada.¹⁹⁴

190 Shecter, B. (2018). Pension funds join Ottawa in bid to further G7's diversity, climate risk efforts. The Financial Post. Extrait de : <https://business.financialpost.com/news/fp-street/pension-funds-join-ottawa-in-bid-to-further-g7s-diversity-climate-risk-efforts>

191 Rust, S. (2017). APG, PGGM set out investment routes to UN development goals. Extrait de : <https://www.ipe.com/news/esg/apg-pggm-set-out-investment-routes-to-un-development-goals/www.ipe.com/news/esg/apg-pggm-set-out-investment-routes-to-un-development-goals/10019777.fullarticle>

192 Diamond, R. (2018). CalPERS examines adopting SDGs. Extrait de : <https://www.top1000funds.com/2018/01/calpers-examines-adopting-sdgs/>

193 CDPQ. (2017). CDPQ announces investment strategy to address climate change. Extrait de : <https://www.cdpq.com/en/news/pressreleases/cdpq-announces-investment-strategy-to-address-climate-change>

194 Finance Montreal. (2017). Institutional investors release declaration on financial risks related to climate change. Extrait de : <https://www.finance-montreal.com/en/news/institutional-investors-release-declaration-financial-risks-related-climate-change/>

Gouvernements et organismes de réglementation

Au cours des dernières décennies, les entreprises, les investisseurs institutionnels comme les gouvernements ont radicalement transformé leur vision des problèmes liés à la responsabilité sociale des entreprises et à la durabilité. D'insignifiant qu'il était autrefois, ce sujet a évolué au point que 95 % des 250 plus grandes entreprises du monde produisent maintenant un rapport sur le développement durable.¹⁹⁵ La portée des problèmes considérés comme matériels a également évolué, avec les questions de diversité de genre vues au même niveau que la divulgation sur une plus grande chaîne logistique de l'information sur la transparence et les émissions de carbone.

Mais c'est aussi un mouvement qui, dans l'ensemble, a été freiné par le recours à la divulgation volontaire. Les directives et normes pour l'établissement de rapports telles que le CDP (anciennement le Projet de divulgation des émissions de carbone),¹⁹⁶ la Commission des normes comptables pour la durabilité¹⁹⁷ et l'Initiative mondiale pour l'établissement de rapports¹⁹⁸ ont permis de normaliser les pratiques, mais le paysage demeure fragmenté, porte à confusion et est plein de retardataires.

Un lien direct peut être établi entre les exigences de divulgation obligatoire et une participation accrue. Le Rapport sur la bourse de développement durable 2017 a révélé que les dix premières places de bourses de développement durable, figurant sur la liste, se situaient dans des juridictions dotées d'au moins « un instrument de politique obligatoire, normatif et général conçu pour réglementer la publication d'informations sur la durabilité ». ¹⁹⁹ Une étude mondiale menée en 2017 a révélé que 45 % des 368 investisseurs institutionnels dans le monde avaient constaté qu'un manque de comparabilité des données, entre les entreprises, limitait leur capacité à utiliser les informations de durabilité dans leurs décisions d'investissement.²⁰⁰

Outre l'augmentation du financement des programmes gouvernementaux liés aux ODD, le respect des exigences de divulgation obligatoire est l'un des moyens les plus efficaces,

par lequel les gouvernements et les organismes de réglementation du Canada peuvent contribuer au Programme 2030. La décision de la Cour suprême sur le Renvoi relatif à la Loi sur les valeurs mobilières de 2011 a réaffirmé la suprématie du gouvernement provincial quant au règlement sur les valeurs mobilières,²⁰¹ laissant la tâche d'instaurer des exigences de divulgation obligatoire, en grande partie entre les mains des autorités provinciales.

Lors de la Conférence de Paris sur le changement climatique, en décembre 2015, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, a annoncé que le Conseil de stabilité financière mettait en place un groupe de travail, dirigé par l'industrie, sur l'information financière relative aux changements climatiques, sous la présidence de l'ancien maire de la ville de New York, Michael Bloomberg.²⁰²

Les recommandations finales, publiées en juin 2017, ont beaucoup contribué à sensibiliser les entreprises canadiennes à l'importance des changements climatiques.²⁰³ La Banque Royale du Canada fait partie des nombreuses entreprises canadiennes, participant à un projet pilote de l'ONU visant à tester ces exigences.²⁰⁴

Cherchant à tirer parti de ces travaux, les autorités canadiennes en valeurs mobilières ont vite fait de lancer un examen des pratiques actuelles au Canada. Bien qu'il ait conclu qu'une étude plus approfondie était nécessaire avant de mettre en œuvre des exigences obligatoires,²⁰⁵ le gouvernement fédéral a créé un groupe d'experts sur le financement durable en avril, afin d'étudier des questions semblables.²⁰⁶

De nombreuses autres juridictions ont adopté avec succès des exigences de durabilité obligatoires avec un minimum de perturbations. Un règlement de 2013 obligeant les sociétés constituées au Royaume-Uni, cotées à la Bourse de Londres, à la NYSE ou au Nasdaq, à déclarer leurs émissions de gaz à effet de serre de périmètre un (provenant directement de sources contrôlées) et de deux (provenant indirectement des coûts de l'énergie achetée) a vu les taux de conformité grimper de 50 % à 92 %.²⁰⁷

195 KPMG. (2017). The road ahead: The KPMG survey of corporate responsibility reporting 2017. Extrait de : <https://assets.kpmg.com/content/dam/kpmg/xx/pdf/2017/10/kpmg-survey-of-corporate-responsibility-reporting-2017.pdf>

196 CDP. (s.d.). Companies disclosure. Extrait de : <https://www.cdp.net/en/companies-disclosure>

197 Commission des normes comptables pour la durabilité. (s.d.) Resources. Extrait de : <https://www.sasb.org/resources>

198 Initiative mondiale pour l'établissement de rapports. (s.d.) Standards. Extrait de : <https://www.globalreporting.org/standards>

199 Yow, M. et Rubin, M. (2017). Measuring sustainability disclosure: Ranking the world's stock exchanges. Corporate Knights. Extrait de : <http://www.corporateknights.com/reports/2017-world-stock-exchanges/>

200 Amel-Zadeh, A. et Serafeim, G. (2017). Why and how investors use ESG information: Evidence from a global survey. Extrait de : <https://hbswk.hbs.edu/item/why-and-how-investors-use-esg-information-evidence-from-a-global-survey>

201 Cour suprême du Canada. (2011). Reference re Securities Act. Extrait de : <https://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/en/item/7984/index.do>

202 Conseil de stabilité financière. (2015). FSB to establish task force on climate-related financial disclosures. Extrait de : <https://www.fsb-tcfd.org/wp-content/uploads/2016/01/12-4-2015-Climate-change-task-force-press-release.pdf>

203 TCFD. (2017). Final report: Recommendations of the Task Force on Climate-related Financial Disclosures. Extrait de : <https://www.fsb-tcfd.org/publications/final-recommendations-report/>

204 Initiative de financement de l'UNEP. (2017). Updated: UNEP FI member banks representing many trillions of dollars are first in industry to jointly pilot the TCFD recommendations. Extrait de : <http://www.unepfi.org/news/industries/banking/eleven-unep-fi-member-banks-representing-over-7-trillion-are-first-in-industry-to-jointly-pilot-the-tcfd-recommendations/>

205 Autorités canadiennes en valeurs mobilières. (2018). Canadian securities regulators report on climate change-related disclosure project. Extrait de : <https://www.securities-administrators.ca/aboutcsa.aspx?id=1677>

206 Environnement et Changement climatique Canada. (2018). Government of Canada launches expert panel to help Canada tap into trillion-dollar opportunity from clean growth and climate action. Extrait de : <https://www.newswire.ca/news-releases/government-of-canada-launches-expert-panel-to-help-canada-tap-into-trillion-dollar-opportunity-from-clean-growth-and-climate-action-679544193.html>

207 Yow, M. et Rubin, M. (2017). Measuring sustainability disclosure: Ranking the world's stock exchanges. Corporate Knights. Extrait de : <http://www.corporateknights.com/reports/2017-world-stock-exchanges/>

En France, un ajout à la Loi de transition énergétique du pays exige désormais que les sociétés cotées en bourse, les banques et les fournisseurs de crédit, les gestionnaires d'actifs et les investisseurs institutionnels fournissent de l'information sur les risques physiques liés au changement climatique, ainsi qu'une justification de la méthode de divulgation utilisée.²⁰⁸

Un seul règlement comparable a été adopté au Canada. L'Ontario a adopté une loi en 2016 qui oblige les fonds de pension à indiquer chaque année si les facteurs ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) sont pris en compte dans la politique d'investissement du régime et comment ils le sont.²⁰⁹ Bien qu'il s'agisse d'un pas dans la bonne direction, le règlement a également servi à souligner le retard pris par les fonds de pension nationaux dans l'adoption des principes ESG. En 2017, seul un tiers des contribuables ont déclaré une forme de mesures ESG significative.²¹⁰

Des organisations à but non lucratif telles que Shift ont été créées au Canada pour « rassembler et éduquer les épargnants, les dirigeants et les influenceurs des fonds de pension dans le but de modifier les politiques, les priorités et les pratiques d'investissement, afin de minimiser les risques climatiques et d'exploiter les débouchés offerts par une économie à faibles émissions de carbone. »²¹¹ Les retraités des grands fonds de pension publics ont le pouvoir de participer à ce mouvement, ce qui se produit déjà lors de poussées de désinvestissement au Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et ailleurs.²¹²

Organisations philanthropiques

La philanthropie a un rôle démesuré à jouer dans la réalisation des ODD au Canada. Avec plus de 10 000 fondations publiques et privées, concentrer les ODD sur les activités de subvention et les systèmes de mesure d'impact peut assurément contribuer à ce que l'impact local sur le terrain atteigne des objectifs régionaux et nationaux plus vastes.

Cela est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de fondations locales, qui se dévouent à stimuler l'innovation au niveau de la collectivité. Les Fondations communautaires du Canada, un réseau national représentant 191 fondations communautaires à travers le pays, ont été particulièrement actives en reliant leur cadre de Signes Vitaux aux ODD (voir p. 22 pour plus d'informations).

Avec un déficit de capitaux aussi énorme dans le domaine des ODD, la philanthropie est souvent la mieux placée pour utiliser son pouvoir de mobilisation, en vue de former des partenariats intersectoriels à partir d'une vision des valeurs partagées. Une technique réussie consiste à réduire les risques liés à une possibilité d'investissement, de façon à ce que les autres partenaires puissent voir la valeur réelle de l'investissement.

« McConnell utilise [ses] subventions pour créer un espace d'investissement d'impact qui, nous l'espérons, démontrera la viabilité et la possibilité d'investir de plus grandes quantités de capital dans ces domaines clés », a expliqué Stephen Huddart, PDG de la Fondation McConnell, lors du Sommet Génération ODD. (Voir p. 57 pour en voir un exemple réussi).²¹³

Investisseurs individuels

Les discussions sur le financement des ODD ont tendance à tourner autour du rôle du secteur privé et des gouvernements, mais les investisseurs individuels détiennent collectivement la clé d'un avenir plus durable. Des milliards de dollars sont investis à l'heure actuelle par les 500 millions d'habitants les plus riches du monde, mais l'idée d'investir avec ses propres valeurs a commencé à faire son chemin au cours des dernières décennies.

« Il s'agit d'un monde de 127 000 milliards \$ US; un pour cent de cette somme – 1 700 milliards \$ US – pourrait résoudre tous les problèmes de pauvreté dans le monde », déclare le professeur Jeffrey Sachs, économiste des États-Unis et directeur de The Earth Institute à l'Université Columbia. « Notre incapacité à le faire est un échec d'imagination morale; il s'agit d'un manque de volonté. Utilisons une partie de ces ressources en fiscalité ou par ces détenteurs de richesse, qui donnent leurs fonds afin que nous puissions réellement faire le travail. »²¹⁴

Le marché de l'investissement responsable au Canada a atteint 1 500 milliards de dollars en 2016, selon une étude de l'Association pour l'investissement responsable (AIR). Bien que la majeure partie de cette croissance soit due aux investisseurs institutionnels, l'actif des investisseurs individuels a presque doublé par rapport aux deux années précédentes pour atteindre 118 milliards de dollars.²¹⁵

208 Forum pour l'investissement responsable. (2016). Article 173-VI: Understanding the French regulation on investor climate reporting. Extrait de : https://www.frenchsif.org/isr-esg/wp-content/uploads/Understanding_article173-French_SIF_Handbook.pdf

209 Commission des services financiers de l'Ontario. (2016). Investment guidance notes: Environmental, social and governance (ESG) factors. Extrait de : <https://www.fscs.gov.on.ca/en/pensions/policies/active/Documents/IGN-004-2017.pdf>

210 Melnitzer, J. (2017). Just 34% of Ontario pension plans report incorporating ESG factors: FSCO. Benefits Canada. Extrait de : <https://www.benefitscanada.com/investments/strategies/just-36-of-ontario-pension-plans-report-incorporating-esg-factors-fsco-101758>

211 Tides Canada. (s.d.). Shift. Extrait de : <http://tidescanada.org/projects/shift/>

212 Sparks, R. (2017). Teachers urge \$175 billion pension fund to flex muscle on climate change. Canada's national Observer. Extrait de : <https://www.nationalobserver.com/2017/04/06/news/teachers-urge-175-billion-pension-fund-send-climate-change-message>

213 WGSJ (Producteur). (2018). Advancing financing for the SDGs. Extrait de : https://www.youtube.com/watch?time_continue=699&v=eCj0uHmoujl

214 Morgan, H. (2017). Q&A: Jeff Sachs on anti-poverty financing – a failure of moral imagination and will? Devex. Extrait de : <https://www.devex.com/news/q-a-jeff-sachs-on-anti-poverty-financing-a-failure-of-moral-imagination-and-will-90469>

215 Association pour l'investissement responsable. (2016). Canadian RI assets surpass \$1.5 trillion: Canadian RI trends report. Extrait de : <https://www.riacanada.ca/trendsreport/>

11



Point saillant de solution :

Construire des logements abordables dans les réserves

Un investissement social intersectoriel, un fonds pour le logement abordable destiné aux peuples autochtones à faible revenu vivant dans des réserves au Canada, est défendu par la Fondation de la famille J.W. McConnell, un cédant privé et investisseur socialement responsable établi à Montréal.

Selon Erica Barbosa Vargas, directrice du financement des solutions à la Fondation McConnell, 60 % des logements dans les réserves doivent être rénovés. Au cours des dix prochaines années, on prévoit qu'il y aura un déficit de 80 000 unités de logements. Mais, étant donné que les terres dans les réserves sont la propriété de la Couronne et ne peuvent pas être utilisées en garantie pour un prêt, les banques classiques ont été réticentes à prêter, explique-t-elle.

Pour résoudre le problème de la communauté huronne de Wendake près de la ville de Québec, la Société d'épargne des Autochtones du Canada (SÉDAC) offre aux résidents des prêts pour la construction, l'achat et la vente de leurs maisons. Sur les 400 participants au programme de la SÉDAC sur 10 ans, le taux de pertes annuel n'a jamais dépassé 2 %.

La Fondation McConnell s'est depuis lors associée au ministère fédéral des Affaires autochtones et du Nord Canada, pour financer

et étendre le modèle Wendake de la SÉDAC à quatre communautés à travers le Québec. Et un prêteur commercial s'est joint à nous.

Mais le modèle ne peut s'étendre à l'échelle nationale qu'en augmentant la mise en commun des capitaux, provenant d'autres investisseurs à impact et classiques. « Si nous voulons développer des communautés [autochtones], nous avons besoin de beaucoup de capital », a déclaré Jean Vincent, président et directeur général de la SÉDAC, devant un comité parlementaire en 2015.²¹⁶ « Ce capital est disponible et il est entre les mains de grands investisseurs, qui veulent que les produits qui leur sont proposés correspondent à leurs politiques d'investissement. »

Selon Vargas, il faudrait près de 12 à 13 milliards de dollars pour améliorer le logement dans les réserves partout au Canada. Cette échelle dépasse la capacité gouvernementale et philanthropique, et nécessite des véhicules financiers combinant différentes sources de capital, d'ajouter Vargas.

Une version de cet article, rédigé par Marcel Sangsari, est parue pour la première fois dans le magazine Corporate Knights, sous le titre Social investments for the marginalized take off in North America [Les investissements sociaux destinés aux populations marginalisées sont en hausse en Amérique du Nord], en janvier 2017.²¹⁷

216 Comité des affaires autochtones et du nord. (2015). Evidence of meeting #40 for Indigenous and Northern Affairs in the 41st Parliament, 2nd Session. Extrait de : <https://openparliament.ca/committees/aboriginal-affairs/41-2/40/jean-vincent-6/?singlepage=1>

217 Sangsari, M. (2017). Social investments for the marginalized take off in North America. Corporate Knights. Extrait de : <http://www.corporateknights.com/voices/marcel-sangsari/social-investments-marginalized-take-off-north-america-14842008/>

Une grande partie de cet intérêt vient du désir de la génération du millénaire d'investir différemment. En 2015, Morgan Stanley a noté qu'au cours des prochaines décennies, les milléniaux de l'Amérique du Nord hériteront de 30 000 milliards \$ US.²¹⁸ Les données d'un sondage mené par Ipsos Reid, en 2016, ont montré que les investisseurs de la génération Y sont 65 % plus susceptibles que la génération du baby-boom de tenir compte des facteurs ESG, au moment de prendre des décisions d'investissement. Les résultats sont corroborés par RBC²¹⁹ et d'autres investisseurs.²²⁰

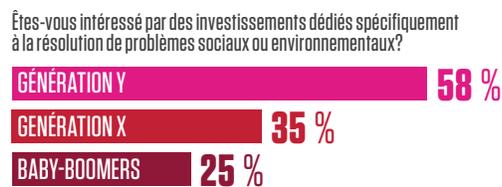
Les investisseuses devraient également jouer un rôle de catalyseur dans ce domaine. Selon Investor Economics, la part des femmes dans la richesse privée au Canada devrait plus que doubler pour atteindre 2 700 milliards de dollars d'ici 2024.²²¹ Représentant environ 50 % de la richesse canadienne, les femmes qui investissent se sont montrées plus enclines à aligner leurs investissements sur leurs valeurs sociales et environnementales. Cette même étude de Morgan Stanley de 2015, susmentionnée, a révélé que les femmes « sont deux fois plus susceptibles que les investisseurs masculins de prendre en compte à la fois le taux de rendement et l'impact positif lors d'un investissement ».²²²

En raison de l'augmentation de la demande, un marché diversifié d'investissements responsables a proliféré partout au Canada. Les fonds communs de placement et les FNB qui ciblent des thèmes spécifiques dans les ODD sont les plus courants, tels que les produits respectueux de l'environnement, à titre d'exemple, le Fonds leaders en environnement NEI²²³ ou ceux à vocation sociale, tels que le BMO Fonds de leadership féminin de la Banque de Montréal.²²⁴

Le marché des investissements à impact a également connu une croissance exponentielle, avec plus de 200 produits maintenant disponibles pour les investisseurs.²²⁵ La société financière canadienne CoPower, par exemple, permet aux investisseurs d'acheter des obligations vertes qui financent des projets individuels d'énergie propre et de rénovation énergétique (voir p. 61).

Cependant, il existe un énorme fossé entre la volonté déclarée des investisseurs, de poursuivre des investissements éthiques (Figure 6)²²⁶ et la mise en pratique de ces idées. Quand Aon a posé des questions sur les facteurs qui freinent les investissements responsables, des préoccupations communes ont été exprimées concernant le manque de données ESG cohérentes et un manque relatif de preuves, montrant des préoccupations égales ou supérieures en matière de rendement.²²⁷ Un nouveau sondage réalisé par l'AIR a également révélé un manque de connaissances et de soutien de la part des professionnels de la finance en contact direct avec les clients.²²⁸

Figure 6 : Intérêt générationnel pour l'investissement ESG²²⁹



Outre une augmentation des connaissances en matière d'investissement responsable au sein des professions financières, d'autres mesures peuvent être prises pour transférer les fonds des investisseurs dans une direction davantage axée sur les ODD. Les entreprises pourraient commencer à transférer l'option par défaut des grands régimes de retraite privés, généralement adoptée par neuf investisseurs sur 10, vers un investissement éthique (comme le régime de retraite de HSBC UK l'a déjà été).²³⁰ Les grands investisseurs institutionnels et les particuliers au Canada pourraient également imiter les Pays-Bas, où 18 grandes institutions financières, gérant 2 800 milliards d'euros d'actifs, ont lancé un appel en 2016 pour « faire de l'investissement dans les ODD la "nouvelle norme", en permettant à tous les investisseurs particuliers néerlandais d'investir, et en les encourageant à le faire d'une manière socialement responsable. »²³¹

218 Morgan Stanley. (2015). The \$30 trillion challenge. Extrait de : <http://www.morganstanley.com/ideas/30-trillion-challenge>

219 Initiative de finance sociale de la Banque Royale. (2016). A growing appetite for impact investing: what wealth advisors need to know. Extrait de : http://www.rbc.com/community-sustainability/_assets-custom/pdf/2016-Appetite%20for%20Impact_Handout.pdf

220 King, G. (2016). Wealth managers take on the "connected generation." Factset. Extrait de : <https://insight.factset.com/wealth-managers-take-on-the-connected-generation>

221 Investor Economics. (2017). Investor Economics Household balance sheet report. Extrait de : <http://investoreconomics.com/issue/household-balance-sheet-report-3>

222 Morgan Stanley. (2015). Morgan Stanley survey finds sustainable investing poised for growth. Extrait de : https://www.morganstanley.com/press-releases/morgan-stanley-survey-finds-sustainable-investing-poised-for-growth_06490ef0-a8b2-4a68-8864-64261a4decd0

223 Investissements NEI. (2018). NEI Environmental Leaders Fund Performance: July 31, 2018 (F Series)I. Extrait de : <https://www.neiinvestments.com/pages/landing/environmental-leaders/>

224 BMO. (2017). BMO Women in Leadership Fund. Extrait de : https://www.bmo.com/assets/pdfs/gam/a-mrffp/en/A_MRFP_912_EN.pdf

225 Open Impact. (s.d.). Products - Full data table. Extrait de : <http://www.openimpact.ca/products-table-view/>

226 Association pour l'investissement responsable. (2016). Millennials, women and the future of responsible investment. Extrait de : <https://www.riacanada.ca/millennials-women/>

227 AON. (2018). Global perspectives on responsible investing. Extrait de : <http://www.aon.com/getmedia/8bd5172a-ab8b-4aee-aadc-10b59aba426a/Global-Perspectives-On-Responsible-Investing.aspx>

228 Association pour l'investissement responsable. (2017). 2017 RIA investor opinion survey. Extrait de : <https://www.riacanada.ca/investor-opinion-survey/>

229 Association pour l'investissement responsable. (2016). Millennials, women and the future of responsible investment. Extrait de : <https://www.riacanada.ca/millennials-women/>

230 Rust, S. (2016). HSBC UK pension scheme adopts climate 'titled' fund as DC default. IPE. Extrait de : <https://www.ipe.com/news/esg/hsbc-uk-pension-scheme-adopts-climate-tilted-fund-as-dc-default/10016045.fullarticle>

231 Initiative néerlandaise pour les ODD. (2016). Building highways to SDG investing: Invitation to collaborate on a Dutch sustainable development investing agenda. Extrait de : <https://www.sdgi-nl.org/report/>

Mais le plus grand pouvoir des investisseurs particuliers est d'exiger de leurs gestionnaires de fonds et autres professionnels de la finance des options de placement plus éthiques. Soit ces institutions commencent à s'adapter aux nouvelles demandes des consommateurs, soit les investisseurs doivent être disposés à opter pour une gamme croissante d'options de placement non traditionnel, telles que les fonds négociés en bourse (FNB) à thème ESG ou divers autres produits mis au point par le secteur prometteur des technologies financières au Canada.²³²

Deloitte estime que le Canada a investi plus de 183 millions de dollars en technologie financière en 2016, dans des entreprises telle que CoPower, ciblant spécifiquement la demande du marché des investissements à impact mal desservi. Des sites Web tels que Open Impact, géré conjointement par Purpose Capital et l'École de gestion Rotman de l'Université de Toronto, fournissent un catalogue utile de produits d'investissement à impact disponibles.²³³

Stimuler l'innovation

L'innovation est une histoire d'humanité – une histoire qui pourrait se définir comme une frustration maîtrisée par la créativité et l'imagination. Appliquée aux ODD, la capacité créatrice des collectivités est un catalyseur servant à perturber de manière positive un statu quo qui n'a pas profité à tous de façon égale. Malgré la conception commune de l'innovation, qui repose en grande partie sur la technologie, celle-ci peut prendre de nombreuses autres formes, notamment l'innovation scientifique, sociale et civile. Il peut s'agir de nouveaux produits, services, processus, politiques et types d'organisations qui répondent aux problèmes plus efficacement que les solutions précédentes.

Nous avons besoin d'innovation, car les approches actuelles ne suffisent pas pour atteindre les ODD, et ce sentiment d'urgence nous oblige à penser et à agir de façon nouvelle et différente. Cependant, de telles circonstances ne nécessitent pas une réinvention complète de la roue. Il est souvent possible d'innover en supprimant les obstacles institutionnels à la réalisation des compétences et des connaissances existantes, notamment en ce qui concerne les pratiques habituelles, ainsi que les connaissances et les valeurs traditionnelles.

Les collectivités constituent de riches sources de solutions innovantes et leurs forces, leurs atouts, leurs connaissances et leur sagesse peuvent être mis à profit pour modifier les systèmes à grande échelle. L'innovation émerge des collectivités et des partenariats décrits dans la présente Publication du rapport, et repose sur diverses formes de responsabilité.

Chaque collectivité est unique, mais les principes profonds lui permettant d'innover à sa façon sont souvent les mêmes. L'innovation émerge de situations désespérées qui permet une certaine forme de perturbation, où l'urgence de régler des problèmes persistants stimule le processus de créativité. En outre, les collectivités peuvent ressentir la frustration latente de ne pas être en mesure de continuer à fonctionner comme d'habitude, ou les groupes qui sont affectés de façon disparate par de telles activités peuvent chercher à développer leurs propres solutions en vue d'atténuer ces impacts.

Obstacles, lacunes et principes pour une innovation réussie

Il existe des défis et des obstacles majeurs à l'innovation au service des ODD. L'un des plus grands obstacles, à l'heure actuelle, est que la société accorde beaucoup trop d'importance à l'« héropreneurship » ou le mythe d'une personne capable de changer le monde. L'absence de progrès sur le plan national dans de nombreux ODD est due à une série de défaillances structurelles qui nécessitent souvent une approche systémique pour y remédier efficacement.

Un autre problème a trait à l'objectif essentiellement urbain retenu dans les discussions sur la stimulation de l'innovation. Le Canada rural emploie 4,9 millions de Canadiens et génère 30 % du PIB national, selon la Fédération canadienne des municipalités. Nous faisons face à une série de défis et de possibilités uniques, à commencer par la crise aiguë de la connexion à haut débit en milieu rural pauvre.²³⁴ Des collectivités rurales prospères sont nécessaires pour répondre au Programme 2030, qui consiste à encourager la créativité rurale déjà exposée.

Prendre l'innovation au sérieux en milieu rural « signifie de soutenir et commercialiser les avancées et les possibilités qu'offre la technologie agricole, trouver des moyens d'aider les institutions existantes et les infrastructures civiles accessoires à étendre leur portée grâce à la technologie et à l'engagement des jeunes, et surmonter les obstacles liés au transport rural » a écrit Ashleigh Weeden, une innovatrice rurale primée, dans un commentaire de 2016.²³⁵

Les autres obstacles majeurs sont la forte aversion pour le risque et la résistance à l'échec, les obstacles juridiques et réglementaires, les structures et les pensées limitées, le manque de données et de preuves, le manque de soutien à l'innovation, la détermination de l'innovation liée aux ODD et la mise à profit de la technologie pour un changement positif. Il est également possible de mobiliser des fonds publics pour des projets potentiellement risqués, bien que le gouvernement soit traditionnellement peu enclin à prendre des risques.

232 Pozadzki, A. (2016). Fintech firms try to appeal to millennials' sense of social responsibility. The Globe and Mail. Extrait de : <https://www.theglobeandmail.com/globe-investor/personal-finance/genymoney/fintech-firms-try-to-appeal-to-millennials-sense-of-social-responsibility/article30912833/>

233 Open Impact. (s.d.) Homepage. Extrait de : <http://www.openimpact.ca/>

234 Fédération canadienne des municipalités. (2018). Size of a non-metro economy. Extrait de : <https://fcm.ca/home/issues/rural/rural-report-fact-sheets/size-of-non-metro-economy.htm>

235 Weeden, A. (2016). How Canada's rural communities can become innovation hubs. The Torontoist. Extrait de : <https://torontoist.com/2016/10/how-canadas-rural-communities-can-become-innovation-hubs/>



Qu'est-ce que le cycle de l'innovation et quelles sont les conditions favorables à chaque étape?

- **L'alignement** : Communication, partenariat, propriété partagée, diversité des acteurs, confiance
- **Le laboratoire (risque plus élevé)** : Accès aux connaissances existantes et à la recherche, consensus clair du problème, marges d'échec, échantillon représentatif de personnes qui cherchent des solutions à des problèmes auxquels elles sont confrontées, accès aux personnes appropriées et qualifiées, outils open source, transparence
- **Le pilote (risque plus faible)** : Consultation et collaboration dans le contexte actuel, aller jusqu'au bout, financement et ressources, bonne base de référence et mécanisme d'évaluation, en dépit du succès ou de l'échec, extraction d'apprentissage, relations solides avec des partenaires externes, saisie claire des données pour une rétroaction en temps réel
- **La programmation – mise à l'échelle, à l'extérieur, en profondeur** : Données, preuves et connaissances (du pilote), soutien et maintenance dans le temps, transparence
- **La reproduction** : Fertilisation intersectorielle, agilité, cadre, adaptation en fonction du contexte

Quelques conditions préliminaires pour une innovation réussie axée sur les ODD :

- **Doit être axée sur les forces** : Aucune collectivité n'est identique et chacune offre ses propres caractéristiques. Les stratégies pour permettre, capter et propulser l'innovation devraient provenir de la collectivité elle-même, par le biais d'un engagement inclusif.
- **La cocréation** : L'autonomisation de divers intervenants et pleinement représentatifs est nécessaire au succès.
- **La découverte fondée sur des faits** : L'innovation ne consiste pas à réinventer la roue. Elle devrait chercher à exploiter la richesse des connaissances et des preuves existantes (historiques, traditionnelles et empiriques) concernant ce qui fonctionne, par la collecte de données, l'analyse et le partage des meilleures pratiques dans les secteurs et les collectivités.
- **L'expérimentation soutenue** : L'innovation exige que les individus, les organisations et les écosystèmes disposent du soutien et des connaissances nécessaires pour concevoir, tester et tirer des enseignements de leurs expériences en matière de création de solutions. La « réussite » devrait mettre l'accent sur le type de valeur que nous pouvons tirer de l'apprentissage par l'expérience, en dehors d'un cadre étroit de « réussite ou d'échec ».
- **L'intégration holistique** : L'innovation pour les ODD nécessite une intégration à l'échelle, des systèmes, des services et des installations, des secteurs, de même que des relations sociales et des comportements.²³⁶ Les approches holistiques dans les collectivités peuvent impliquer de nouvelles formes de financement, de nouveaux modèles d'entreprise et de partenariat qui doivent être soutenus par des modèles de gouvernance intégrés.



236 UN SDSN. (2016). Chapter 3: Enabling conditions for sustainable development. In SDG Cities Guide. Extrait de : <https://sdgcities.guide/chapter-3-enabling-conditions-for-sustainable-development-861a7bad0df0>

3

BONNE SANTÉ
ET BIEN-ÊTRE

Point saillant de solution :

Projet de bien-être des peuples autochtones de l'Arctique (AIWF)

L'AIWF se décrit comme « une initiative de bien-être traditionnelle autodéterminée, ayant pour mandat de redynamiser culturellement les services et les pratiques de guérison traditionnels et autochtones dans le Nord ». ²³⁷

L'un des nouveaux projets de l'AIWF, lancé en avril 2018 dans les Territoires du Nord-Ouest, est un programme de guérison en milieu urbain, conçu pour les hommes et les femmes autochtones sans abri exposés au risque de suicide et/ou d'incarcération. Plus de 90 % de la population des sans-abri des Territoires du Nord-Ouest est autochtone.

La combinaison d'une éducation culturelle autochtone et d'interventions thérapeutiques traditionnelles dans un environnement urbain en pleine nature est conçue dans

le but d'améliorer les résultats en matière de santé mentale des Inuits, des Premières Nations et des Métis à risque par le biais de « programmes collaboratifs, spécifiques à la culture et soutenus par la communauté ». ²³⁸

Conditions favorables :

- **Financement** : Reçu un million de dollars du prix Arctic Inspiration (financement privé)
- **Besoin identifié par la collectivité** : Manque de services culturellement appropriés pour la moitié de la population des Territoires du Nord-Ouest
- **Motivation** : Améliorer les résultats en matière de santé, élargir l'éducation culturelle autochtone

7

ÉNERGIE PROPRE ET
D'UN COUT ABORDABLE

Point saillant de solution :

CoPower

CoPower est une plateforme d'investissement canadienne qui permet aux investisseurs particuliers de financer des projets spécifiques d'énergie propre et d'efficacité énergétique. Fondée en 2013, la société a pour mission de « débloquer des fonds pour la recherche de solutions climatiques, en permettant aux individus de participer et de tirer profit de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone ». ²³⁹

Cette société s'efforce de combler deux lacunes principales sur le marché. Les projets d'énergie propre à l'échelle collective au Canada ont toujours eu du mal à obtenir un financement suffisant de la part des grandes banques et autres institutions financières, pour payer les coûts initiaux en raison de la taille réduite des projets, même si ces projets offrent souvent des taux de rendement concurrentiels.

En même temps, les investisseurs particuliers ont eu du mal à trouver suffisamment de débouchés, pour financer des projets d'investissement de moindre impact qui correspondent à leurs valeurs. CoPower a décidé de commencer à vendre des obligations vertes d'une durée de cinq ans offrant un taux de rendement de 5 %, mettant essentiellement en place un système de financement participatif pour chaque projet soigneusement contrôlé. Cela a été facilité par l'amélioration rapide de la technologie financière, qui a permis à l'entreprise de fonctionner essentiellement en ligne.

La plus grande avancée de la société a eu lieu en 2016, lorsque plusieurs autorités de réglementation des valeurs mobilières provinciales ont adopté un changement de règle, permettant à un groupe d'investisseurs plus large de participer à un marché non réglementé. Cela a permis à la société de commencer à proposer son produit aux investisseurs particuliers en ligne, la société émettant ses premières obligations vertes publiques peu de temps après.

Conditions favorables :

- **Financement** : Financement par actions, obligations vertes au détail.
- **Besoin identifié par la collectivité** : Combler le déficit de financement des projets d'énergie renouvelable et d'amélioration énergétique à petite échelle, tout en offrant des occasions d'investissement à impact communautaire aux investisseurs particuliers.
- **Modifications réglementaires** : Plusieurs provinces ont commencé à autoriser les investisseurs ordinaires non accrédités à effectuer des investissements directs en ligne dans des projets privés à partir de 2016, pourvu que certaines conditions soient respectées.
- **Motivation** : Démocratiser les énergies propres, les rénovations énergétiques et les investissements d'impact tout en réalisant des bénéfices.

237 Arctic Indigenous Wellness Foundation. (s.d.). Homepage. Extrait de : <https://arcticindigenouwellness.org>

238 Arctic Inspiration Prize. (2017). 2017 Finalists. Extrait de : <https://www.arcticinspirationprize.ca/finalists/2017finalists.php>

239 CoPower. (2018). FAQs. Extrait de : <https://copower.me/en/faq>

POUR COLLABORER

Au moment de la publication, il restait moins de 12 ans pour atteindre les objectifs du Programme 2030, nécessitant une action immédiate. Il sera impossible de mener à bien cette tâche sans des niveaux de collaboration intersectoriels sans précédent. La Waterloo Global Science Initiative (WGSi) a déjà réuni un groupe d'intervenants, d'experts et de conseillers multidisciplinaires et multigénérationnels afin d'élaborer un cadre d'action permettant de traiter ce problème dans une perspective de la population axée sur la collectivité.

Les conclusions et les recommandations issues du Sommet Génération ODD sont exposées dans la présente Publication du rapport. La WGSi entame maintenant une longue période d'études approfondies de la littérature pertinente et des pratiques actuelles, de la mise en œuvre stratégique, de la création de réseaux et d'autres activités de soutien.

Une des conditions habilitantes mise en exergue par tous les contributeurs au Sommet Génération SDG était la nécessité de créer des espaces sûrs pour la prise de risque et l'échec. Les possibilités de tester des solutions peuvent faciliter l'adoption des transformations novatrices dont nous avons tant besoin. L'élaboration d'approches ou de critères permettant d'identifier les « faiseurs » – ces personnes capables de transformer des idées liées aux ODD en actions concrètes – et de ce dont elles ont besoin pour réussir est également à mentionner.

Bien que cette Publication du rapport ne soit pas conçue comme une boîte à outils, nous espérons que plusieurs des ressources présentées ici aideront les collectivités à s'orienter et à commencer à déterminer leur propre voie vers la planification et le partenariat des ODD communautaires.

Les approches des ODD menées par les collectivités exigent une collaboration diversifiée au sein de la société. Nous sommes conscients que dans tout scénario de grand défi, de nombreux efforts sont sans le savoir dupliqués et que des idées précieuses peuvent être remises au rencart des disciplines. C'est pourquoi nous accueillons chaleureusement toute nouvelle contribution aux phases actuelles et futures de notre initiative Génération ODD. Divers points saillants de solutions et exemples présentés dans cette Publication du rapport servent de catalyseur à la poursuite de l'innovation et du réseautage.

Ce n'est que le début de nos efforts pour faciliter des partenariats créatifs et efficaces, avec le riche écosystème d'acteurs se mobilisant autour des ODD au Canada. Nous recherchons activement de nouvelles organisations et de nouvelles personnes avec qui nous pouvons collaborer, afin d'identifier et de mettre en œuvre les changements politiques, juridiques, technologiques, éducatifs et autres changements nécessaires à la réalisation des ODD. C'est donc avec impatience que nous attendons de vos nouvelles.



ANNEXE A : RESSOURCES DE PARTENARIAT

Guide de l'OCDE sur les partenariats réussis

<http://www.oecd.org/regional/leed/36279186.pdf>

La théorie du changement du Partenariat mondial pour une coopération au développement efficace

http://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2016/10/SCM11_ToC.pdf

Outil d'évaluation de la préparation aux impacts collectifs

https://collectiveimpactforum.org/sites/default/files/CI_Readiness_Assessment_Jan_7_2014.pdf

Boîte à outils du partenariat avec Sparc BC

<http://www.sparc.bc.ca/wp-content/uploads/2016/12/the-partnership-toolkit.pdf>

Boîte à outils pour le développement de partenariats du NBCCEDP - Engager, construire, développer

https://www.cdc.gov/cancer/nbccedp/pdf/toolkit/NBCCEDP_Toolkit.pdf

Recherche en construction pour la pratique [r2p] Boîte à outils de partenariat

<https://www.cpwr.com/sites/default/files/Complete%20r2p%20Partnership%20Toolkit%202-10-15.pdf>

Trousse d'évaluation des partenariats de la Coalition canadienne pour la recherche en santé mondiale

http://www.cghr.ca/wp-content/uploads/2013/05/PAT_web_e.pdf

Boîte à outils des partenariats du Conseil de recherches en sciences humaines et sciences sociales

http://www.sshrc-crsh.gc.ca/about-au_sujet/partnerships-partenariats/toolkit-trousse_d-information-eng.aspx

Stronger Together (Ensemble nous sommes plus forts) de la Fédération canadienne des municipalités : Une Boîte à outils pour les partenariats de développement économique communautaire entre les Premières Nations et les municipalités

https://fcm.ca/Documents/reports/CEDI/cedi_toolkit_EN.pdf

Boîte à outils d'impact collectif de Clear Impact

<https://clearimpact.com/wp-content/uploads/2016/12/Collective-Impact-Toolkit-Clear-Impact.pdf>

CONTRIBUTEURS AU SOMMET GÉNÉRATION ODD



Taiwo Afolabi
*Candidat au doctorat,
Université de Victoria*



JP Bervoets
*Vice-président, Fondations
communautaires du Canada*



John Joseph Alho
*Président de l'équipe Net Zero
Decathlon de l'Université de Calgary*



Margaret Biggs
*Récipiendaire de la bourse Matthews de
l'École des études en politiques publiques
et internationales et du Département des
sciences politiques de l'Université Queen's*

*Président, Centre de recherches pour
le développement international (CRDI)*



Nalini Andrade
*Directrice, Institut de développement
international, Collège Humber*



Amy Brierley
*Coordinatrice, Ministère de la justice
de Martha*



Jon Beale
*Gestionnaire, Réseau des solutions
de développement durable du Canada*



Artemis Caine
*Étudiante à la maîtrise,
Université d'Édimbourg*



Brielle Beaudin-Reimer
*Analyste des politiques,
Fédération des Métis du Manitoba*



Te Chen
*Agent de programme,
Fondation Vanke*



Amelia Clarke

Professeure agrégée, doyenne associée à la recherche et directrice du programme de Maîtrise en environnement et affaires (MEnv), Université de Waterloo



Karen Farbridge

Présidente et agente urbaine, Karen Farbridge et associés



Rumina Dhalla

Professeure agrégée et coordinatrice de RSE, Université de Guelph



Terralynn Forsyth

*Chercheur et analyste des politiques, Emploi et Développement social Canada
Directrice de recherche, Audacious Futures*



Alia Dharssi

Journaliste indépendante



Sophie Gallais

Agente des communications, Institut EDS, Université Laval



Liliana Diaz

Coordinatrice de la recherche et de la formation, Université Laval



Kimberly Gibbons

Directrice exécutive, Conseil ontarien pour la coopération internationale



MacKenzie Downing

Analyste de recherche, ministère du Tourisme et de la Culture, gouvernement du Yukon

Coprésident du Conseil du Nord pour la coopération mondiale



Ana F. Gonzalez Guerrero

*Cofondatrice et directrice générale, agente de projet du Youth Climate Lab
Fonds d'innovation, Fédération canadienne des municipalités*



Dolapo Fadare

Boursier, Bourse de recherche de Cansbridge



Uytae Lee

*Fondateur/directeur, About Here
Fondateur, PLANifax*



Francis Marleau Donais
*Candidat au doctorat,
Université Laval*



Sara Muir-Owen
*Directrice de projet à l'UBP, Institut du
Pacifique pour les solutions climatiques*



Shelagh McCartney
*Professeure adjointe, Université Ryerson
Directrice, +city lab
Directrice, laboratoire de design +together*



Afnan Naeem
*Diplômée récente, École de santé publique
Dalla Lana, Université de Toronto*



Heather McPherson
*Directrice exécutive, Conseil de l'Alberta
pour la coopération mondiale*



Robert Nolan
Président, Happy City St. John's



Emily Mills
Fondatrice, How She Hustles



Claire Reid
*Directrice, Maitrise en pratique
du développement : Développement
autochtone, Université de Winnipeg*



Ron Missewace
*Coordonnateur de logement,
Première Nation Eabametoong*



Fraser Reilly-King
*Directeur de la recherche et des politiques,
Conseil canadien pour la coopération
internationale*



Gabrielle Morrill
*Agent de développement économique,
ville d'Iqaluit*



Laura Schnurr
*Analyste des politiques,
Fondation McConnell*



Michael Simpson
Directeur général, Conseil de la Colombie-Britannique pour la coopération internationale



Elizabeth Vickers-Drennan
Enseignante en sciences, Science East



Rasheeda Slater
Étudiant en génie de l'environnement, Université Dalhousie



Danielle Wendehorst
Étudiante à la 4^e année en sciences infirmières, Collège Aurora



Dominique Souris
Cofondateur et directeur général, Youth Climate Lab



Kyle Wiebe
Agente de projet, Institut international du développement durable



Wanda Sugarhead
Conseiller de bande, Première Nation Eabametoong



Elora Wilkinson
Planificateur, municipalité régionale d'Halifax



Kali Taylor
Agente de projet, Institut international du développement durable
Cofondatrice, Student Energy



Joannes Paulus Yimbessalu
Doctorant, Université de Lancaster



Tara Templin
Directrice de l'innovation et du développement, The Refugee Hub

SOMMET GÉNÉRATION ODD



Elaine Ho

*Rapporteuse principale, Génération ODD
Directrice, TRIECO conseillers*

Elaine est candidate au doctorat dans le programme de Durabilité sociale et écologique en eau de l'Université de Waterloo (programme collaboratif / spécialisation à l'échelle de l'institution),

basé à la School of Environment, Resources and Sustainability. Elle est la fondatrice et la consultante principale de TRIECO Research & Consulting, ainsi que la directrice de la formation et du conseil du Groupe de développement durable de Waterloo.

Par le biais d'approches d'apprentissage tout au long de la vie et transdisciplinaires, Elaine a collaboré avec des personnes et des équipes de diverses disciplines appartenant à divers secteurs pour engager différents niveaux d'intervenants, éduquer et constituer des équipes en lien avec les initiatives de durabilité d'entreprise (durabilité sociale et environnementale). Plus récemment, Elaine a participé au Forum politique de haut niveau des Nations Unies 2018. Là-bas, elle a contribué aux recommandations politiques relatives à l'ODD 6 (eau propre et assainissement), a représenté le collectif mondial des femmes lors de la séance d'ouverture et s'est présentée en tant qu'intervenante en matière de responsabilité et de transparence auprès du gouvernement.

Elaine est une professionnelle certifiée en gestion de projets et une entrepreneure en série. Elle continue de s'impliquer dans diverses initiatives qu'elle a précédemment lancées dans une communauté massaise isolée au Kenya, notamment une coopérative de perles pour femmes, des projets scolaires, le microtourisme et l'éducation à la durabilité. Cela l'a amenée à siéger au conseil d'administration d'Osim Le Maa (Initiative Maa People), également au Kenya.



Dan Normandeau

*Facilitateur, Partenaire Génération
ODD, Conversart*

Daniel Normandeau est un consultant en gestion qui compte plus de 30 ans d'expérience dans les secteurs privé et public. Il possède une expérience en gestion du changement, en

planification stratégique, en développement organisationnel et en apprentissage organisationnel et individuel. Il est titulaire d'une maîtrise en administration publique de l'Université Carleton, d'un diplôme en éducation de l'Université McGill et d'un baccalauréat du Collège Loyola de l'Université Concordia.

Il a été engagé par des dirigeants dans les secteurs privé et public à tous les niveaux, qui font face à des défis stratégiques, opérationnels, politiques, curriculaires et réglementaires. Il joue un rôle essentiel dans les processus d'amélioration organisationnelle et commerciale. Ses points forts résident dans sa capacité à aider les grands groupes comme les petits, les équipes de direction et leurs organisations à travailler efficacement ensemble pour envisager, planifier, mettre en œuvre et soutenir le changement. Son objectif pour chaque discussion de groupe est de créer les conditions appropriées, pour permettre aux groupes de produire des idées capables de générer des résultats ayant un impact important dans tous les domaines d'activité.

**Jeremy Runnalls**

*Rédacteur principal, Génération SDG
Responsable des communications,
IntelliProspérité*

Jeremy Runnalls est le rédacteur en chef des publications de Génération SDG de WGSJ. Il travaille également en tant que responsable des communications pour l'initiative IntelliProspérité, une coalition de leaders canadiens respectés des milieux d'affaires, des groupes de réflexion, du travail, des peuples autochtones, des jeunes et des ONG. Auparavant, il a été rédacteur en chef du magazine Corporate Knights, une publication trimestrielle sur les politiques publiques axée sur l'intersection des affaires et de la société. En 2013, il a été nommé Mining Country Fellow par l'Institut de journalisme et de ressources naturelles.

Jeremy est constamment à la recherche de nouveaux moyens de préserver la prospérité continue des Canadiens, tout en veillant à ce que cette occasion puisse être partagée par tous. « Afin d'y parvenir, il faudra une collaboration véritable et durable entre la société civile et les secteurs public et privé, une occasion qu'Initiative Génération ODD est bien placée pour aider à faciliter », déclare Jeremy. Lorsqu'il ne lutte pas pour le développement durable, Jeremy chante dans des chorales professionnelles, nage autant qu'il le peut et se perd en explorant la belle architecture de Montréal.

CATALYSER L'ACTION COLLECTIVE

